

# **RAPPORT FINANCIER 2007**



# Sommaire

## **PARTIE I. PERSONNE ASSURANT LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT ANNUEL**

<b>I.1 Nom et fonction du responsable du rapport annuel</b>	p. 3
<b>I.2 Responsables du contrôle des comptes</b>	p. 3
<b>I.3 Politique d'information</b>	p. 3

## **PARTIE II. SITUATION FINANCIÈRE**

<b>II.1 Chiffres clés</b>	p. 4
<b>II.2 Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2008</b>	p. 4
II.2.1 Ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2008	p. 4
II.2.2 Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2008	
II.2.3 Rapport du Président du Conseil d'Administration sur le contrôle interne	p. 25
<b>II.3 Etats financiers consolidés 2007</b>	p. 30
II.3.1 Compte de résultat consolidé	p. 30
II.3.2 Bilan consolidé	p. 31
II.3.3 Tableau des flux de trésorerie consolidé	p. 32
II.3.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés	p. 33
II.3.5 Notes annexes aux états financiers consolidés	p. 34
<b>II.4 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</b>	p. 79
<b>II.5 Comptes annuels 2007 société mère Gascogne SA</b>	p. 80
II.5.1 Compte de résultat	p. 80
II.5.2 Bilan actif	p. 81
II.5.3 Bilan passif	p. 81
II.5.4 Annexe des comptes annuels de l'exercice	p. 82
II.5.5 Tableau des filiales et participations	p. 90
<b>II.6 Rapports des commissaires aux comptes</b>	p. 92
II.6.1 Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux	p. 92
II.6.2 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements règlementés	p. 93
II.6.3 Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Gascogne SA pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	p. 96
<b>II.7 Résultats des cinq derniers exercices et inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille</b>	p. 97
<b>II.8 Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2008</b>	p. 98
<b>II.9 Structure du Groupe</b>	p. 100

## I // Personne assurant la responsabilité du rapport annuel

### I.1 – NOM ET FONCTION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL

M. François VITTOZ – Président-Directeur Général

Attestation du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Saint-Paul-lès-Dax, le 28 mars 2008

François Vittoz  
Président-Directeur Général



### I.2 – RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

#### COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES :

• KPMG AUDIT – DEPARTEMENT DE KPMG SA

Domaine de Pelus

11, rue Archimède

33692 MERIGNAC CEDEX

Représenté par M. Thierry COLATRELLA

Mandat attribué le 14 juin 2004 et expirant lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2009.

• M. Jean-Henri LEGORJU

30, avenue Franklin Roosevelt

75008 PARIS

Mandat attribué le 14 juin 2004 et expirant lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2009.

#### COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS :

• M. Xavier BOROTRA

Domaine de Pelus

11, rue Archimède

33692 MERIGNAC CEDEX

Mandat attribué le 14 juin 2004 et expirant lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2009.

• M. Pierre MANIGAND

11 à 13, villa Croix Nivert

75015 PARIS

Mandat attribué le 14 juin 2004 et expirant lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2009.

### I.3 – POLITIQUE D'INFORMATION

• Responsable de l'information financière :

M. Jérôme MONTTOYA

Tél : 05 58 56 54 01 – Fax : 05 58 74 55 48

E.mail : jmontoya@groupe-gascogne.com

## II / Situation financière

### II.1 – CHIFFRES CLÉS

(En milliers d'euros)	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	632 545	603 927	602 422
Part à l'international du chiffre d'affaires	261 690	253 281	245 946
Taux du chiffre d'affaires à l'international	41,4 %	41,9 %	40,8 %
Résultat courant opérationnel	12 658	11 580	3 034
Résultat opérationnel	25 103	21 590	(26 362)
Résultat net (part du groupe)	12 355	10 327	(26 253)
Taux de marge nette (RN/CA)	2,0 %	1,7 %	(4,4 %)
Investissements industriels	19 668	18 314	11 854
Capitaux propres (part du groupe)	187 366	175 749	162 225
Capitaux propres par action (€)	94	90	83
Endettement net/capitaux propres	63 %	68 %	58 %
Résultat net par action (€)	6,42	5,41	(14,46)
Effectifs à la clôture	2 730	2 717	2 760

### II.2 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 19 MAI 2008

#### II.2.1 - ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 19 MAI 2008

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration incluant le rapport de gestion sur l'activité et la situation de la société et du Groupe durant l'exercice 2007, et sur les comptes sociaux et consolidés dudit exercice.
- Lecture du rapport du Président sur le fonctionnement du Conseil d'Administration et le contrôle interne.
- Lecture des rapports des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission et sur les conventions visées à l'article L 225-86 du Code de Commerce.
- Approbation des dites conventions ainsi que des comptes annuels et des comptes consolidés et autres opérations de l'exercice.
- Affectation du résultat de l'exercice.
- Autorisation donnée à la société d'acheter ses titres.
- Jetons de présence.

#### II.2.2 - RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 19 MAI 2008

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte de la gestion de votre Groupe durant l'exercice 2007 et pour soumettre à votre approbation les propositions du Conseil d'Administration.

##### II.2.2.1 FAITS MARQUANTS

L'année s'est déroulée dans un contexte économique contrasté :

- Conjoncture favorable au premier semestre et ralentissement dès le second semestre,
- Accélération de l'érosion du dollar contre l'euro,
- Hausse des coûts des matières premières.

Dans ce contexte, le Groupe a su démontrer sa solidité et la pertinence des actions de fond menées, tout en poursuivant l'amélioration de sa rentabilité opérationnelle.

Le résultat opérationnel courant du Groupe passe de 11,6 M€ en 2006 à 12,7 M€ en 2007 (+ 9,5 %), amélioration d'autant plus significative qu'elle ne prend pas en compte deux effets de base pénalisants :

- Reprise de provisions de 3,6 M€ pour retraites et mutuelles en 2006
- Impact de l'arrêt technique de la papeterie de 3,5 M€ en 2007

Corrigé de ces éléments, et des charges non récurrentes, le résultat opérationnel courant passe de 7,2 M€ en 2006 à 15,4 M€ en 2007, soit + 114 %.

Avec un chiffre d'affaires de 632,5 M€, en hausse de près de 5 %, l'exercice 2007 confirme le dynamisme commercial du Groupe grâce à une hausse des volumes et des prix ainsi que l'amélioration du mix produits dans la quasi-totalité des activités.

A cette dynamique se rajoutent :

**Un travail de fond accéléré dans tous les domaines :**

- Simplification juridique avec les fusions des sociétés Gascogne Emballage et Chupin dans la branche Sack ("Gascogne Sack"), et les sociétés du groupe Imberty ("Gascogne Imberty"),
- Mise en place d'outils de pilotage plus performants,
- Accélération des investissements industriels (19,7 M€ en 2007 contre 18,3 M€ en 2006 et 11,9 M€ en 2005),
- Poursuite des investissements immatériels au niveau :
  - Informatique (sécurisation accrue, logiciels centraux, intranet groupe),
  - Innovation et développement (démarrage d'actions transversales et sélection de sujets stratégiques),
  - Formation notamment sécurité et gestion des compétences.

**Une amélioration de tous les indicateurs :**

- Commerciaux : hausse du chiffre d'affaires de 4,7 %, avec des ventes hors de France en progression de 3,3 % (hausse des volumes de vente, des prix et amélioration du mix produits),
- Industriels : nouvelle amélioration de la production, de la productivité et de la sécurité ( baisse de 8 % des accidents avec arrêts par rapport à 2006),
- Organisationnels : nouvelle baisse des frais de structure (4,1 M€ ; 12% du chiffre d'affaires en 2007 contre 13,7 % en 2006),
- Progression des résultats : résultat opérationnel courant en progression de 9,5% avec des éléments de comparaison pénalisants (cf. ci-dessus), et résultat net de 12,4 M€ contre 10,3 M€ en 2006,
- Fonds propres par action qui passent de 90 € en 2006 à 94 €,
- Baisse de l'endettement net, free cash-flow de 15M€ (multiplié par 12 par rapport à 2006), et amélioration du gearing (+ 5,3 %).

Ces éléments positifs marquent une nouvelle étape vers l'atteinte des objectifs du Groupe, dont les activités recèlent encore un fort potentiel d'amélioration, avec notamment :

- un travail sur les derniers foyers de rentabilité insuffisante (deux usines des complexes encore en pertes),
- un besoin en fonds de roulement encore trop élevé, particulièrement dans le Bois,
- des résultats inférieurs aux objectifs cibles.

**Au niveau boursier, le cours clôture à 71 € contre 72 € fin 2006 :**

Le volume quotidien de transactions a progressé, avec 1 239 titres échangés en moyenne sur l'année 2007, contre 930 en 2006. L'action a évolué dans une fourchette de 69,5 € à 81,50 €, terminant l'année à 71 €.

La composition du capital n'a pas enregistré d'évolution majeure depuis l'Assemblée Générale de juin 2007.

## II.2.2.2 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE

**RESULTATS EN PROGRESSION :**

**Résultat opérationnel courant de 12,7M€ (+ 9,5 %) et résultat opérationnel courant retraité (hors effets de base pénalisants et charges non récurrentes) de 15,4M€ (+ 114 %). Résultat net positif de 12,4M€ contre 10,3M€ en 2006.**

Le Groupe réalise un chiffre d'affaires de 632,5 M€, en hausse de 4,7 % par rapport à celui de 2006.

Hors arrêt de la papeterie, et à périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en hausse de 4,7 %. Le chiffre d'affaires hors France augmente de 3,3 % à 261,7 M€.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en progression de 4,2 %.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 12,7 M€ contre 11,6 M€ en 2006 (soit une hausse de 9,5 %).

Corrigé de l'impact de l'arrêt technique de la papeterie, des reprises de provisions de 3,6 M€ pour retraites et mutuelles en 2006, et des charges non récurrentes, le résultat opérationnel courant s'élève à 15,4 M€ contre 7,2 M€ en 2006, soit une hausse de 8,2 M€.

Cette variation s'explique comme suit :

- Prix et amélioration du mix produits : + 12,8 M€
- Impact dollar : - 2,0 M€
- Prix matières premières, transports et énergie : - 10,6 M€
- Volumes et réduction de coûts : + 9,3 M€
- Amortissements et provisions : - 1,3 M€

## SITUATION FINANCIÈRE

Les autres produits et charges opérationnels passent de 10,0 M€ à 12,4 M€, essentiellement :

- 10,5 M€ reprise de provision sur les actifs de la branche Bois et dotation sur la branche Laminates (Impairment test),
- 2,5 M€ plus-values sur cessions d'actifs (Woolsack, Club des cadres, maison à Mimizan, boutique à Paris).

Le résultat opérationnel passe de 21,6 M€ à 25,1 M€ soit une amélioration de 3,5 M€.

Le résultat financier passe de - 5,4 M€ à - 7,9 M€, en dégradation de 2,5 M€ pour deux raisons principales :

- 1,4 M€ Augmentation des taux financiers court terme sur la période,
- 1,0 M€ Augmentation de l'endettement net moyen sur la période,

Les frais financiers nets représentent, en 2007, 1,2 % du chiffre d'affaires, contre 0,9 % en 2006.

La charge d'impôt est de 4,8 M€ contre 5,9 M€ en 2006.

Le résultat net de l'exercice ressort à 12,4 M€ contre 10,3 M€ en 2006.

### CONSOLIDATION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE :

Après augmentation des investissements, gearing de 63 %

Accélération des investissements industriels avec 19,7 M€ en 2007 soit 98 % des amortissements, contre 18,3 M€ en 2006 et 11,9 M€ en 2005.

Besoin en fonds de roulement d'exploitation de 133,2 M€ (53 jours de CAHT), contre 137,3 M€ en 2006 (56 jours de CAHT), en baisse de 4,1 M€.

Free cash flow à 15,0 M€ contre 1,2 M€ en 2006 (Free cash flow = Résultat opérationnel courant net d'impôt + dotations nettes amortissements + dotations nettes provisions + produit d'impôt sur dotation aux amortissements +/- variation du besoin en fonds de roulement - investissements décaissés nets d'impôts et nets des désinvestissements).

L'endettement net ressort à 118,2 M€, contre 120,2 M€ en 2006, soit une baisse de 2,0 M€ (- 1,7 %).

11,6 M€ de hausse des capitaux propres qui s'élèvent à 187,4 M€ compte tenu notamment :

- du résultat net positif de 12,4 M€,
- de l'augmentation de capital consécutive aux levées d'options représentant 2,8 M€ y compris les primes d'émissions correspondantes,
- du prélèvement de 3,9 M€ sur les réserves libres pour la distribution du dividende.

63 % de gearing, avec une consolidation de la structure d'endettement : 28,7 M€ de nouveaux emprunts moyen/long terme dont le solde net (y compris la part à moins d'un an) représente 68 % de l'endettement net global, contre 55 % en 2006.

## II.2.2.3 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DES BRANCHES

### ACTIVITÉ BOIS : UNE ACTIVITÉ BIEN ORIENTÉE

Après une année 2006 de profonde mutation, 2007 marque un tournant pour l'activité Bois avec des évolutions importantes :

- Simplification de l'organisation avec la fusion des sociétés Imberty ("Gascogne Imberty"),
- Renforcement du management,
- Passage de l'usine de sciage de Saint-Symphorien en 2 x 8,
- Décision de supprimer l'arrêt usine du mois d'avril à partir de 2008,
- Lancement de nouvelles gammes de produits décoratifs et bois d'extérieur,
- Renforcement de l'innovation et du développement,
- Mise en place d'un nouveau progiciel de gestion.

Par ailleurs, la société Gascogne Wood a souscrit en décembre 2007 à hauteur de 22 % au capital de la nouvelle société "Scieries des Landes de Gascogne" située sur le massif landais (Lesperon).

Le chiffre d'affaires consolidé de la branche ressort à 110,2 M€, en progression de 20 % par rapport à l'exercice précédent dont 7,9 % d'impact Imberty (12 mois sur 2007 vs 8 mois en 2006), et 12,1 % de croissance de l'activité historique de la branche.

Toutes les sociétés ont progressé sans qu'il y ait eu de cannibalisation des ventes :

- Forestière : hausse des ventes hors groupe en ligne avec la stratégie de développement mise en place,
- Gascogne Wood : + 8,0 % avec des prises de parts de marchés en produits décoratifs, des ventes GSB en forte progression, et une demande soutenue pour les bois d'industrie,
- Groupe Imberty : + 67 % (+ 7,3 % à périmètre constant).

Le résultat opérationnel courant progresse de 3,0 M€ à 5,1 M€, sous l'effet combiné de :

- La hausse du chiffre d'affaires,
- L'amélioration du mix produits,
- La poursuite de la réduction des coûts (malgré des charges nettes non récurrentes en augmentation de 0,3 M€).

Hors éléments exceptionnels et charges non récurrentes, le résultat opérationnel courant passe de 3,2 M€ à 5,8 M€.

Le niveau des amortissements a été limité à 1,4 M€, compte-tenu des provisions constituées sur les actifs immobilisés de la branche (tests d'impairment des années précédentes).

Les autres produits et charges opérationnels incluent une reprise à hauteur de 16 M€ d'une partie de la provision précédemment constituée sur les actifs de la branche. Cette reprise aura un impact à la hausse de 1,5 M€ sur la dotation aux amortissements de l'année 2008.

Les performances de l'année 2007 confirment la solidité et le dynamisme de la branche, avec de belles perspectives d'amélioration, y compris dans la gestion du besoin en fonds de roulement, dont le niveau est encore aujourd'hui trop élevé.

L'année 2008 verra la poursuite des évolutions structurelles avec la fusion des sociétés Gascogne Wood et Gascogne Imberty dans l'entité "Gascogne Wood Products", ainsi que le lancement du projet maison Bois qui devraient accélérer la croissance de cette activité.

#### **ACTIVITÉ PAPIER : UN REDRESSEMENT QUI SE CONFIRME**

L'activité Papier confirme le redressement, opéré dès 2006, tant au niveau commercial qu'industriel :

- Réorganisation et focalisation des efforts sur les fonctions de l'usine,
- Mise en œuvre d'un plan de formation généralisé,
- Lancement de nouveaux produits tels que le PanKraft et le Firea,
- Lancement d'un projet d'investissement de 10 M€ pour le développement de nouveaux produits, avec un démarrage prévu en 2009,
- Participation à l'appel d'offres d'énergies renouvelables (CRE2 – Commission de Régulation des Energies).

Le chiffre d'affaires consolidé (hors ventes internes) ressort à 82,5 M€, contre 81,8 M€ soit une progression de 1 %. Hors impact de l'arrêt technique du mois de février, le chiffre d'affaires progresse de 4,4 %. Cette progression s'est réalisée sous l'effet combiné :

- d'un contexte concurrentiel favorable,
- de hausses successives des prix de vente sur tous les produits,
- d'un travail sur le mix produits et géographique.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 1,7 M€ contre 3,1 M€ en 2006. Corrigés du coût de l'arrêt usine de 3,5 M€, de la reprise de provisions pour prévoyance et départs en retraite de 2006 (2,2 M€), et des charges non récurrentes, le résultat opérationnel courant retraité passe de - 1,5 M€ en 2006 à +3,0 M€ en 2007. Cette progression de 4,5 M€ s'explique principalement par l'effet prix et mix (+ 5,2 M€), et la poursuite de la réduction des coûts (+ 1,6 M€), qui ont plus que compensé l'impact négatif du dollar, la hausse des coûts matières et des amortissements (- 2,3 M€).

Un test de dépréciation des actifs (IAS 36) réalisé sur l'UGT, n'entraîne aucune modification au niveau des provisions antérieurement constituées.

L'année 2008 devrait marquer un nouveau développement de l'activité tout en permettant de préparer l'investissement majeur de 2009.

#### **ACTIVITÉ SACS : RÉSISTANCE DES RÉSULTATS DANS UN CONTEXTE DIFFICILE**

L'activité Sacs a confirmé une progression des ventes sur ses principaux marchés, dans un contexte de fortes hausses des coûts des matières premières (4 M€), tout en poursuivant ses développements produits :

- France : fusion des sociétés sous "Gascogne Sack", nouvelle ligne sac plastique à Mimizan, homologation auprès de deux grands clients, et mise en place d'une supply chain,
- Allemagne : installation et démarrage d'une imprimeuse 9 couleurs pour des produits à plus forte valeur ajoutée,
- Grèce : développement commercial et diversification des marchés,
- Tunisie : développements géographique et produits.

Au total, l'activité Sacs réalise en 2007 un chiffre d'affaires consolidé de 118,6 M€, en progression de 4 %, sous l'effet conjugué d'une hausse des volumes et des prix, de l'amélioration du mix produits, avec un développement en Europe de l'Est et hors Europe (21 %).

La rentabilité de l'activité a toutefois été pénalisée par :

- trois hausses successives des prix du papier qui ont été progressivement répercutées,
- un rééquilibrage du portefeuille clients en Grèce,
- le démarrage d'une nouvelle imprimeuse en Allemagne.

Dans ces conditions, le résultat opérationnel courant ressort à 4,4 M€, contre 6 M€ en 2006, avec toutefois comme élément non récurrent, l'impact positif en 2006 d'une reprise nette de provisions d'exploitation de 0,8 M€ (accord de prévoyance et de santé conclu en avril 2006). Corrigé de cet impact, et des charges non récurrentes, le résultat opérationnel courant retraité passe de 5,1 M€ à 4,5 M€, soit un écart de - 0,6 M€ sous l'effet principal des hausses des coûts matières (- 4 M€), qui n'ont pas pu être répercutées en totalité (effet prix de + 3,5 M€).

Les investissements industriels réalisés en 2007, l'accélération des développements produits, le renforcement à l'international et la poursuite des hausses de prix, devraient accélérer la croissance du chiffre d'affaires et des résultats de la branche en 2008.

## SITUATION FINANCIÈRE

### ACTIVITÉ COMPLEXES : DES PROGRÈS MASQUÉS PAR LES DIFFICULTÉS INDUSTRIELLES DE DAX ET GIVET

L'activité Complexes a connu en 2007 une évolution contrastée selon les sites :

- Dax : renforcement de l'organisation, et travail sur l'efficacité afin d'améliorer les performances industrielles,
- Givet : finalisation du transfert des machines de l'usine de Hollande fermée en 2006, et poursuite de la mise au point industrielle,
- Suisse : reconfiguration générale de l'organisation et résultats en complet retournement,
- Allemagne : améliorations commerciale, industrielle et résultats historiques.

Dans un contexte de réorganisation, et malgré les impacts négatifs du dollar et d'une activité particulièrement pénalisée sur le site de Givet (mise au point industrielle), la branche affiche une progression du chiffre d'affaires de 5 % sous l'effet conjugué d'une demande soutenue, de hausses généralisées des prix, et du travail sur le mix produits.

Le résultat opérationnel courant est de - 2,6 M€ contre - 4,0 M€ en 2006, cette amélioration étant principalement imputable aux performances des sociétés étrangères.

Corrigé des charges non récurrentes, le résultat opérationnel courant reconstitué passe de - 3,2 M€ en 2006 à - 2,5 M€ en 2007.

En application de la norme IAS 36, les autres produits et charges opérationnels incluent une provision de 5,5M€ constituée sur les actifs de l'UGT Complexes.

Compte tenu des mesures prises en 2007 pour améliorer les performances industrielles, le travail sur le mix produits et la poursuite des hausses de prix, 2008 devrait voir la consolidation des progrès accomplis et le retour à la rentabilité des sites de Dax et Givet.

### ACTIVITÉ DISTRIBUTION : UNE RECONFIGURATION EN BONNE VOIE

L'année 2007 marque la dernière étape de la restructuration de la Distribution, engagée en 2005, avec la constitution de trois business units :

- Ventes itinérantes
- Regroupement du réseau commercial : passage de 13 à 5 régions
- Mutualisation des marchés : passage de 3 réseaux à 1
- Renforcement des "Grands comptes" : de 2 à 11 commerciaux
- Vente à distance
- Lancement de deux plateformes (Bordeaux et Roubaix)
- Développement informatique de support
- E-Commerce
- Constitution d'une équipe
- Lancement du site marchand début janvier 2008

La branche a par ailleurs poursuivi l'ajustement quantitatif (- 10 %) et qualitatif des effectifs tout en mettant en place une politique salariale incitative pour les commerciaux.

Dans un contexte toujours difficile, le chiffre d'affaires enregistre un recul de 2 % imputable en grande partie au secteur GMS. Les ventes à l'industrie, principal marché de la branche restent quasiment stables à + 0,4 %.

Malgré la baisse du chiffre d'affaires et de la marge brute (- 0,7 M€), le résultat opérationnel courant reste stable par rapport à 2006 à 3,8 M€, compte tenu principalement de la poursuite de la baisse des coûts (+ 0,5 M€). Corrigé des charges non récurrentes (1,4 M€ en 2007 contre 1,3 M€ en 2006 principalement liés aux départs) et des éléments exceptionnels, le résultat opérationnel courant reconstitué passe de 4,1 M€ à 4,3 M€ en 2007.

Les autres produits et charges opérationnelles affichent un résultat exceptionnel positif de 0,2 M€, résultant principalement de la cession de la boutique de Paris.

L'année 2008 devrait enregistrer le plein effet d'une branche reconfigurée avec une organisation efficace et la montée en puissance de la vente à distance et de l'e-commerce dont le site marchand a été lancé début janvier.

### FONCTIONS SUPPORTS

En 2007, les fonctions supports ont amplifié le travail de fond déjà engagé au cours des exercices antérieurs.

#### > Finances/informatique

- Reporting accéléré et dynamisé :
- Réduction des délais de clôture,
- Mise en place d'un système de base de données interactif permettant des analyses et des consultations à distance,
- Finalisation du déploiement des logiciels de comptabilité et de reporting homogènes.



- **Actions structurelles :**

- Augmentation des emprunts moyens terme (y compris la part à moins d'un an) qui passent de 66,4 M€ en 2006 à 80,4 M€ en 2007,
- Mise en place de couvertures de taux sur les concours court terme à hauteur de 60 M€,
- Poursuite des cessions d'actifs non stratégiques pour 2,2 M€,
- Poursuite de la mise en place des centres de services partagés,
- Réalisation de diagnostics et intensification des actions en matière de besoin en fonds de roulement d'exploitation.

- **Informatique**

- Sécurisation des réseaux et systèmes (connexion sécurisée haut débit et "back up" croisé entre les sites),
- Mise en place d'un intranet groupe,
- Poursuite de l'uniformisation des logiciels centraux.

- > **Développement international/Grands comptes**

- Mutualisation des réseaux (USA, Espagne/Portugal, Europe Centrale, Thaïlande),
- Création des filiales Gascogne USA, Gascogne UK et bureau de représentation en Ukraine,
- Augmentation de 14 % du CA "Grands comptes".

- > **Innovation et développement**

- **Des actions structurantes**

- Démarrage des actions transversales (synergies inter branches, mise en place d'actions R&D multi-BU chez 2 grands comptes),
- Sélection de sujets stratégiques pour le Groupe (projet maison bois, sac plastique, papiers siliconés pour l'industrie électronique, papiers avec traitements de surface spécifiques ...),
- Audit sur les meilleures pratiques organisationnelles et sur le fonctionnement des départements R&D.

- **Innovation et développement produits**

- Bois : lambris "prêt à décorer", gamme de bardages, bois extérieur ou de construction,
- Papier : nouveaux papiers (ignifugés ou oléophobes) et travail sur les coûts énergétiques (projet biomasse),
- Sacs : sac plastique single layer, sac à valve de petite contenance avec système verseur, sac Kraft 100 % certifié PEFC, sac square et single layer imprimé solvant,
- Complexes : adhésif luminescent, papiers gommés et auto adhésifs pour timbres, complexes renforcés, opercules, nombreux développements en cours,
- Distribution : lancement de deux plateformes de vente à distance et réalisation d'un site e-commerce marchand opérationnel dès janvier 2008.

- > **Ressources humaines**

- Poursuite des ajustements quantitatifs (- 18 % versus 2003 à périmètre constant) et qualitatifs des effectifs,
- Introduction de la gestion des ressources humaines par les compétences,
- Actions intensifiées en matière de sécurité :
  - Mise en place d'une charte sécurité Groupe,
  - Baisse des accidents avec arrêts de 8 % par rapport à 2006,
  - Baisse du taux de gravité de 29 points par rapport à 2006,
  - Organisation d'un challenge sécurité pour tous les sites industriels.

## SOCIÉTÉ MÈRE

En décembre 2007, la société Gascogne Wood Products a été créée sous forme de SAS, avec un capital intégralement souscrit par Gascogne SA. Cette opération a été réalisée dans le cadre de la préparation de la fusion des sociétés Gascogne Wood et Gascogne Imberty.

Au cours de l'exercice des nouveaux emprunts moyen/long terme ont été souscrits pour un montant de 27,0 M€.

Le chiffre d'affaires social de Gascogne SA, essentiellement composé des prestations facturées à ses filiales au titre de l'assistance technique, du contrôle et de la coordination des activités, s'établit à 8,9 M€, contre 8,2 M€ en 2006. Le supplément de 0,7 M€ provient essentiellement du loyer social qui a été revu au niveau des clés de répartition, et du périmètre (facturation de sociétés jusque là exclues).

Au niveau des charges d'exploitation, les autres achats et charges externes baissent de 0,2 M€, ainsi que les frais de personnel à hauteur de 0,4 M€. Les autres charges restent dans l'ensemble stables par rapport à 2006.

Compte tenu de ces éléments, le résultat d'exploitation est positif à + 0,6 M€, contre un déficit de - 1,0 M€ en 2006.

Le résultat financier net ressort positif à 0,9 M€, contre 4,0 M€ en 2006. Il est composé pour l'essentiel des éléments suivants :

- dividendes encaissés des filiales pour un montant de 3,9 M€, contre 2,5 M€ en 2006,
- produits financiers nets encaissés des filiales pour 4,4 M€ contre 1,3 M€ en 2006, dans le cadre du "cash pooling" principalement,
- intérêts versés à hauteur de 5,5 M€, contre 1,8 M€ en 2006 : nouveaux emprunts souscrits et montée en puissance du "cash pooling" qui joue le rôle de financement auprès des filiales via les comptes courants,
- Provision sur les titres de la société Laminates France de 2,1 M€, consécutivement au test d'impairment appliqué aux comptes sociaux.

## SITUATION FINANCIÈRE

Dans ces conditions, le résultat courant ressort positif à hauteur de 1,5 M€, contre 3,0 M€ en 2006.

Le résultat exceptionnel positif de 1,6 M€ est principalement composé des plus-values sur les cessions d'actifs intervenues à Mimizan (Woolsack, club des cadres, maison individuelle).

Le résultat net ressort positif à 3,2 M€, contre 1,9 M€ en 2006.

La structure du bilan enregistre les principales variations suivantes :

- les autres créances augmentent de 8,3 M€, correspondant aux avances en comptes courants aux filiales du Groupe dans le cadre de la mise en place du "cash pooling",
- les emprunts et dettes financières augmentent de 12,1 M€ en raison des nouveaux emprunts souscrits, et de la remontée des concours bancaires courants sur Gascogne SA dans le cadre du "cash pooling".

Par ailleurs, le nombre d'actions auto-détenues au 31 décembre 2007 est de 41 818, identique à celui de fin 2006 (pas de rachat d'actions sur l'exercice 2007).

### II.2.2.4 POINT SUR L'ÉVOLUTION DES CONTENTIEUX

Suite aux procédures engagées par Gascogne SA et Sachsa Verpackung devant le Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes pour faire appel de l'amende de 13,2 M€ infligée par la Commission Européenne, les sociétés sont toujours dans l'attente du jugement final qui devrait intervenir en 2008.

Par jugement du 24 février 2006 du Tribunal de Commerce de Bordeaux, la société Holding CP s'est vue reconnaître le droit de se prévaloir auprès de la société Escobois d'un engagement d'achat signé en 1995 portant sur les titres de la société FP Bois. La société Escobois a fait appel de cette décision le 10 mars 2006 devant la cour d'appel de Bordeaux. En raison de deux incidents de procédure, l'affaire est toujours en cours.

### II.2.2.5 CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Après une année 2006 qui a vu la première concrétisation des efforts entrepris, l'année 2007 confirme les ambitions légitimes de résultats du Groupe à des niveaux toujours plus élevés. Le retour à une situation bénéficiaire pour la deuxième année consécutive et la forte amélioration de la rentabilité opérationnelle du Groupe, malgré une nouvelle envolée des coûts de l'énergie et des matières premières, sont la meilleure démonstration de l'efficacité des efforts déployés sans relâche par les équipes depuis plusieurs années.

Chaque activité aura été marquée différemment :

- Bois : un retournement réussi, une simplification de l'organisation, un renforcement du management et de l'innovation,
- Papier : un redressement confirmé, une montée en gamme, et une dynamique vertueuse porteuse de croissance rentable,
- Sacs : une bonne résistance de la rentabilité dans un contexte de hausses des coûts matières, la poursuite des investissements, le développement commercial à l'export et l'amélioration du mix produits,
- Complexes : une amélioration tempérée portée par le retournement des filiales étrangères, mais handicapé par le dollar, et l'efficacité industrielle des sites français encore insuffisante,
- Distribution : l'achèvement d'une profonde mutation avec une organisation reconfigurée en bonne voie pour améliorer sa rentabilité.

Au-delà de toutes les mesures mises en œuvre pour poursuivre l'optimisation de la gestion du Groupe (outils de suivi, reporting), et le renforcement de la structure financière (baisse de l'endettement net en parallèle avec une consolidation de la dette, free cash-flow multiplié par 12, amélioration du gearing de 5 points qui termine à 63 %), les activités recèlent encore un fort potentiel d'amélioration de leurs performances et se redéployent dans un vaste programme de lancement de nouveaux produits, porteurs de croissance et de rentabilité.

Doté d'une structure financière intacte permettant de disposer des moyens de saisir des opportunités de croissance externe, d'une stratégie claire pour chacune de ses activités, le Groupe envisage positivement son développement pour les années à venir.

### II.2.2.6 EVENEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le 31 janvier 2008, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la nouvelle société "Gascogne Wood Products" a approuvé la fusion par absorption des sociétés Gascogne Wood et Gascogne Imberty avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## II.2.2.7 CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2007

### FONCTION ET MANDATS SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2007

- > François VITTOZ, Chef d'entreprise,  
Président-Directeur Général de GASCOGNE SA. Président de : CENPAC SAS.
- > Gérard HIGUINEN, Administrateur de sociétés,  
Vice-Président du Conseil de Surveillance de POMONA. Co-Gérant de FIBAHI Société Civile.
- > Christian MARTIN, Expert-comptable,  
Gérant de CHRISTIAN MARTIN ET ASSOCIES.
- > Jérôme MONTOYA, Directeur financier,  
Président de Landes Opportunités SAS.
- > Jean-François SAGLIO, Administrateur de sociétés,  
Président de CARLO TASSARA SA.
- > Yves-Claude ABESCAT, Cadre dirigeant dans le domaine bancaire  
Président Directeur Général de SALVEPAR SA. Représentant permanent de SALVEPAR au Conseil de GL EVENTS.  
Représentant permanent de SG CAPITAL DEVELOPPEMENT aux Conseils de : LT PARTICIPATIONS - OBERTHUR TECHNOLOGIES,  
Administrateur de : IPSOS SA. – FRANCOIS CHARLES OBERTHUR FIDUCIAIRE.
- > Frédéric DOULCET, Chef d'entreprise,  
Président de : VERNEUIL PARTICIPATIONS SA • SAIRO SAS. Directeur Général délégué d'EEM.  
Administrateur de : OBER SAS – DUC SA – SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS,  
Gérant de : VERNEUIL ET ASSOCIES - FDCP – SCI BOBRIS.
- > Vincent ROUXEL, Directeur de BAIN et COMPANY,  
Administrateur de : SAM outillage • SETFORGE • NATURE ET DECOUVERTES • WHEELABRATOR. Gérant de VR-SERVICES.
- > Pierre VERKHOVSKOY, Avocat à la Cour of Counsel CLIFFORD CHANCE EUROPE.
- > Gunther MAUERHOFER, Administrateur de SPERIAN.
- > Marie-Françoise WALBAUM, Responsable du département "Principal Investments" de BNP PARIBAS,  
Administrateur de : ESSO SAF • GALERIES LAFAYETTE.

Les membres du Conseil d'Administration détiennent 11 206 actions au 15 janvier 2008.

Ils sont nommés conformément à la loi.

Les mandats en cours, d'une durée de six ans, prendront fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2011 statuant sur les comptes de l'exercice 2010.

### COMITE EXECUTIF AU 31 DÉCEMBRE 2007

François VITTOZ	Président-Directeur Général
Fabienne BUCCELLI	Directeur des Ressources Humaines
Jérôme MONTOYA	Directeur Financier
André POUBLAN	Directeur de l'Innovation et du Développement
Jean-Luc IMBERTY	Directeur Général activité Bois
Philippe LAVAUD	Directeur Général activité Complexes
Georges LOUPIT	Directeur Général activité Sacs
Jean-François REGNIER	Directeur Général activité Distribution
Olivier TASSEL	Directeur Général activité Papier

### COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG, représenté par Thierry COLATRELLA	Titulaire
Xavier BOROTRA	Suppléant
Jean Henri LEGORJU	Titulaire
Pierre MANIGAND	Suppléant

**II.2.2.8 CAPITAL**

**Evolution du capital**

Exercice	Nature	Opérations (en euros)		Capital social (en euros)	Nombre d'actions de 15 € de nominal	Droit de vote double
			Montants			
01/01/07			-	29 255 670	1 950 378	-
	Levées d'options	augmentation de capital	647 400,00	-	43 160	-
		prime d'émission	2 196 040,40	-	-	-
31/12/07			-	29 903 070	1 993 538	594 345

**Autres titres donnant accès au capital**

En dehors des options de souscription décrites dans le rapport spécial en II.2.2.8.4, il existe un plan d'attribution d'actions gratuites autorisé par l'Assemblée Générale du 12 juin 2006 et limité à un maximum de 3 % du capital. Ce plan est décrit en II.2.2.8.5.

**II.2.2.8.1 OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS**

En vertu des pouvoirs conférés par les Assemblées Générales Extraordinaires des 6 juin 1988, 7 juin 1993 et 25 mai 1998, le Directoire a consenti des options de souscription d'actions de la société, au bénéfice de certaines catégories de personnel.

Depuis l'organisation de la société en Conseil d'Administration, aucune option de souscription d'actions n'a été consentie.

Restent à lever au 31 décembre 2007 : 69 540 options équivalant à 69 540 actions.

Il n'y a pas eu d'options de souscription ou d'achat d'actions annulées durant l'exercice, mais 19 835 options sont échues au 30 janvier 2008.

Restent à lever au 22 février 2008 : 49 280 options équivalent à 49 280 actions.

**Informations sur les options de souscription ou d'achat d'actions**

Date de la décision	Nombre total d'options attribuées	dont attribuées aux mandat. sociaux	dont attribuées aux salariés	Point de départ d'exercice des options	Date d'expiration	Prix de souscription ou d'achat	Nombre d'options levées au 22/02/08	Nombre d'options restantes au 22/02/08
30/01/1998	68 600	21 600	47 000	31/01/2003	30/01/2008	65,86 €	48 765	-
26/03/1999	5 200	2 500	2 700	26/03/2004	25/03/2009	71,80 €	-	5 200
24/03/2000	5 500	1 500	4 000	24/03/2005	24/03/2010	65,25 €	-	5 500
18/09/2000	2 000	-	2 000	18/09/2005	17/09/2010	68,65 €	-	2 000
09/02/2001	5 400	5 400	-	09/02/2006	08/02/2011	78,20 €	-	5 400
18/04/2001	11 300	500	10 800	18/04/2006	17/04/2011	81,05 €	-	11 300
12/09/2001	1 000	-	1 000	12/09/2006	11/09/2011	76,64 €	-	1 000
07/12/2001	5 000	5 000	-	07/12/2006	06/12/2011	75,00 €	-	5 000
08/03/2002	1 500	-	1 500	08/03/2007	07/03/2012	69,69 €	-	1 500
30/04/2002	700	-	700	30/04/2007	29/04/2012	76,35 €	-	700
07/02/2003	8 800	2 250	6 550	07/02/2007	07/02/2011	73,55 €	120	8 680
05/05/2003	3 000	3 000	-	05/05/2007	05/05/2010	63,11 €	-	3 000
<b>TOTAL</b>	<b>118 000</b>	<b>41 750</b>	<b>76 250</b>				<b>48 885</b>	<b>49 280</b>

**II.2.2.8.2 RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE**

Au 31 décembre 2007, le capital de votre société était composé de 1 993 538 actions au nominal de 15 €.

A la date de rédaction du présent rapport, le nombre d'actions composant le capital est de 1 993 963. Compte tenu de l'existence du droit de vote double pour les actions détenues en compte nominatif depuis plus de 3 ans (article 13 des statuts), le nombre total de droits de vote s'établit à 2 588 308 au 1<sup>er</sup> février 2008.

**Identité des principaux actionnaires connus :**

A la connaissance de la société au 22 février 2008, les actionnaires suivants détiennent directement :

- plus de 5 % du capital ou des droits de vote : Société Générale, Gascogne Investissement, Meysset Développement,
- plus de 10 % du capital ou des droits de vote : Tocqueville Finance, Compagnie d'investissement de Paris (groupe BNP)
- plus de 15 % du capital ou des droits de vote : néant
- plus de 20 % du capital ou des droits de vote : néant
- plus de 25 % du capital ou des droits de vote : Electricité et Eaux de Madagascar
- plus de 33,33 à % du capital ou des droits de vote : néant

Au 31 décembre 2007, la participation des salariés dans le capital de votre société se monte à 76 750 actions détenues par le Fonds Commun de Placement Gascogne Investissement, soit 3,85 % du capital.

Enfin, nous vous informons qu'au 31 décembre 2007, votre société détenait 41 818 actions Gascogne SA de valeur nominale de 15 € et représentant une valeur brute de 3 117 K€. Les frais de négociation liés à ces acquisitions s'élèvent à 960 €.

Ces actions ont été affectées au plan d'actions gratuites.

Les objectifs du programme de rachat d'actions en cours sont rappelés ci-dessous :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Gascogne SA par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI admise par l'AMF,
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société.

### Pacte d'actionnaires

A la connaissance de la société au 22 février 2008, aucun pacte d'actionnaires n'est actuellement en cours et aucun actionnaire, autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

### Autocontrôle

L'Assemblée Générale du 12 juin 2006 a autorisé les rachats d'actions. Du 14 juin au 31 décembre 2006, la société a acquis 10 000 titres au cours moyen de 67,36 €.

L'Assemblée Générale du 5 juin 2007 a autorisé les rachats d'actions mais à la date de rédaction du présent rapport, cette autorisation n'a pas été utilisée. L'autocontrôle représente 41 818 actions, soit 2,10 % du capital.

### Autorisations en cours

Les augmentations de capital et les émissions d'obligations autorisées en cours figurent dans le tableau ci-après :

AG du	Compétence	Délégation	Durée
5 juin 2007	Ordinaire	Emission d'obligations privées réservées au personnel par l'intermédiaire des FCP (5 000 000 €)	2 ans

Cette autorisation a été utilisée en 2007 à hauteur de 430 000 €.

### II.2.2.8.3 MARCHÉ DES TITRES DE L'EMETTEUR - COTATION

En 2007, les titres Gascogne SA, code EUROCLEAR FR0000000124414 sont référencés sur l'Eurolist d'Euronext compartiment C.

#### Volumes mensuels (extraits d'Euronext Paris SA)

Mois	Nombre de titres échangés	Capitaux (millions d'euros)	Cours extrêmes	
			plus haut (euros)	plus bas (euros)
<b>2007</b>				
Janvier	17 323	1,28	77,00	71,00
Février	22 358	1,70	78,00	75,10
Mars	37 367	2,93	81,45	72,40
Avril	51 273	4,12	81,40	78,80
Mai	52 995	4,29	81,51	79,25
Juin	25 982	2,08	81,40	77,00
Juillet	15 694	1,24	80,17	77,50
Août	18 295	1,45	80,40	77,50
Septembre	26 721	2,08	80,23	73,00
Octobre	29 956	2,22	77,15	71,00
Novembre	10 001	0,73	76,95	70,00
Décembre	8 056	0,57	72,40	69,50
<b>2008</b>				
Janvier	13 009	0,82	70,99	58,01

### II.2.2.8.4 RAPPORT SPÉCIAL SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Conformément aux dispositions de la loi NRE, nous portons à votre connaissance les informations relatives aux salariés et mandataires sociaux du Groupe Gascogne, bénéficiaires d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice 2007 (il n'existe pas actuellement d'options d'achat d'actions) :

- Aucun salarié ni aucun mandataire social n'a bénéficié d'attribution d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice.
- Aucun mandataire social n'a levé d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice.
- Au 31 décembre, seul un salarié de Gascogne SA a levé 1 000 options de souscription d'actions pour un prix d'exercice de 65,86 €. Par ailleurs, deux salariés du Groupe ont levé 360 options de souscription d'actions pour un prix moyen d'exercice de 68,42 €.

### II.2.2.8.5 RAPPORT SPÉCIAL SUR LES ATTRIBUTIONS D' ACTIONS GRATUITES

L'Assemblée Générale du 12 juin 2006, dans sa septième résolution, a autorisé le Conseil d'Administration à attribuer des actions gratuites dans la limite de 3 % du capital social, après augmentation éventuelle du capital, pendant une période de douze mois.

Dans ses séances du 22 juin 2006 et du 22 septembre 2006, le Conseil d'Administration a fixé les conditions et les critères d'attribution d'actions gratuites pour huit dirigeants sur un nombre maximum autorisé de 12 bénéficiaires :

- obligation d'investir immédiatement en actions Gascogne SA,
- objectifs de résultats à fin 2007 et fin 2008 portant sur l'EBITDA après financement des investissements,
- obligation de conserver les actions obtenues pendant deux ans.

Aucune attribution d'actions n'a été consentie aux mandataires sociaux durant l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Le Conseil d'Administration du 5 juin 2007 a étendu à trois collaborateurs le plan d'attribution d'actions gratuites (attribution de 5 897 actions gratuites), portant ainsi à 11 le nombre des éventuels bénéficiaires.

Afin d'éviter la dilution du capital, les attributions globales sont limitées à 42 000 actions existantes.

### II.2.2.9 POLITIQUE DU GROUPE EN MATIÈRE SOCIALE

#### II.2.2.9.1 INDICATEURS SOCIAUX QUALITATIFS DE GASCOGNE

##### Sécurité

##### Engager une dynamique de progrès sur la sécurité et la prévention des risques

"La sécurité et la santé des personnes sont une responsabilité primordiale du Groupe et de chacun de ses employés. (cf. Charte éthique du Groupe – Nos valeurs – avril 2005)"

La politique du Groupe en matière de Santé – Sécurité – Environnement définie et exposée à l'ensemble des sociétés met en valeur son engagement d'agir durablement pour prévenir les risques professionnels par une amélioration permanente et continue de ses résultats en la matière.

Cette politique a été formalisée dans une charte "Santé-Sécurité-Environnement" basée sur quatre principes d'action : être responsable, anticiper, décider, être exemplaire.

Cette volonté a généré une dynamique de progrès basée sur des démarches et actions de qualité, engagées dans toutes les entités. Ces actions s'appuient sur l'engagement et la responsabilisation de chacun selon sa fonction et son rôle.

Des "Visites Hiérarchiques Sécurité" (VHS) visant à renforcer l'engagement sécurité des managers sur le terrain ont été initiées dans toutes les activités. Cette démarche contribue à changer significativement et durablement les comportements et les pratiques de travail du personnel.

De même, un "challenge performance sécurité" a été lancé pour l'année 2007 sur tous les sites industriels. Il récompensera l'effort entrepris en matière de sécurité, à travers une action particulière, sur la base de résultats tangibles et significatifs.

Des formations participatives sur les risques professionnels, une campagne de sensibilisation du personnel par voie d'affiches sécurité, un magazine spécifique sécurité et des informations accessibles à tous sur l'intranet du Groupe sont autant d'initiatives et d'actions qui participent à la création de la culture "travailler en sécurité".

##### Compétences

##### Les enjeux d'une gestion des compétences

Dans le cadre de la négociation sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (G.P.E.C.), une réflexion approfondie sur les enjeux et la gestion des compétences a été menée au sein du groupe Gascogne, auprès des directions générales, DRH et partenaires sociaux (organisations syndicales et comités d'entreprises).

Les principaux enjeux relevés peuvent être résumés ainsi :

- Anticiper les grandes tendances qui influent sur l'évolution des besoins des activités en matière de ressources humaines,
- Maintenir et développer les compétences individuelles, facteur de performance et d'employabilité,
- Ajuster les compétences aux évolutions d'activité,
- Faire face aux évolutions démographiques,
- Assurer le transfert de savoir-faire.

La connaissance et l'évaluation individuelle des compétences doivent permettre de mieux identifier les axes de formation, vecteur de professionnalisation accrue et d'adaptation aux évolutions des emplois.

En 2007, différents chantiers ont été ouverts sur ce thème.

Une Nomenclature des métiers de Gascogne a été élaborée.

A l'usine de Dax de Gascogne Laminates, des groupes de titulaires ont participé à la description de leur emploi et aux compétences associées. Le même travail est en cours pour les métiers de la vente chez Cenpac. Gascogne Sack a bâti un référentiel de compétences et mis en place des entretiens professionnels pour tout le personnel. Gascogne Paper a fait appel aux contrats de professionnalisation (formation en alternance) pour le recrutement de jeunes collaborateurs.

## Dialogue social

### Renforcer le dialogue social

Une négociation sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (G.P.E.C.) a été menée au niveau du groupe.

7 réunions se sont tenues entre juillet et décembre 2007 avec l'ensemble des délégués syndicaux. Un projet d'accord a été présenté à tous les comités d'entreprises. Ce projet n'ayant pas été conclu au niveau Groupe, des négociations sur ce thème sont d'ores et déjà ouvertes dans les sociétés françaises de plus de 300 salariés.

Différents accords ont été signés par les sociétés du Groupe : accord salarial et d'intéressement chez Cenpac ; accord salarial chez Gascogne Paper ; accord sur le travail de nuit, accord renforçant les dispositifs de couverture sociale en cas d'arrêt de travail, accord complémentaire d'intéressement basé sur des objectifs en matière de sécurité chez Gascogne Wood.

Les instances représentatives du personnel de la nouvelle entité juridique Gascogne Wood ont été repensées dans une volonté commune de conserver une gestion sociale de proximité.

## Communication

### Une communication de proximité

Des initiatives pour développer une information et une communication internes régulières et de proximité ont été menées par les directions générales des activités.

Ainsi le site de Dax de Gascogne Laminates a ouvert ses portes en juin 2007 aux familles et proches afin de leur faire découvrir l'activité, ses métiers, ses produits. Cette journée particulièrement réussie, avec plus de 350 visiteurs, a permis de tisser des liens entre les familles et l'entreprise.

Des rencontres individuelles sont organisées par la direction de Gascogne Paper à l'attention de ses cadres favorisant ainsi les échanges et la prise en compte de chacun.

Des réunions inter-actives ont été conduites par site à l'attention de tous les salariés de Gascogne Wood et de Gascogne Imberty.

Une campagne participative sur le thème "travailler en sécurité" a été menée auprès de l'ensemble du personnel de l'activité Sacs France.

Au niveau du Groupe et afin de faciliter l'accès à l'information de chaque salarié sur le Groupe et son environnement, Gascogne s'est doté d'un outil intranet qui présente une information plus disponible et de proximité.

### II.2.2.9.2 INDICATEURS SOCIAUX QUANTITATIFS DE GASCOGNE

Les effectifs ci-dessous sont les effectifs inscrits pour toutes les sociétés consolidées au 31 décembre de chaque année.

#### Effectifs

	CDD		CDI		Total	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Société mère	-	1	25	25	25	26
Activité Bois	7	29	562	604	569	633
Activité Papier	1	7	494	483	495	490
Activité Sacs	16	30	508	510	524	540
Activité Complexes	25	24	568	559	593	583
Activité Distribution	22	14	489	444	511	458
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>105</b>	<b>2 646</b>	<b>2 625</b>	<b>2 717</b>	<b>2 730</b>

## SITUATION FINANCIÈRE

### Répartition par ancienneté

	de 0 à 10 ans		de 11 à 20 ans		de 21 à 30 ans		plus de 30 ans	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Société mère	14	15	8	6	2	4	1	1
Activité Bois	197	265	191	180	141	137	40	51
Activité Papier	138	168	93	103	147	148	117	71
Activité Sacs	202	230	120	117	145	141	57	52
Activité Complexes	284	295	164	160	63	61	82	67
Activité Distribution	260	230	110	91	93	92	48	45
<b>Total</b>	<b>1 095</b>	<b>1 203</b>	<b>686</b>	<b>657</b>	<b>591</b>	<b>583</b>	<b>345</b>	<b>287</b>

### Taux d'absentéisme (en %)

	2006	2007
Société mère	2,52	5,03
Activité Bois	4,29	5,34
Activité Papier	4,25	4,74
Activité Sacs	4,53	3,91
Activité Complexes	5,99	5,51
Activité Distribution	4,80	5,36
<b>Taux moyen</b>	<b>4,81</b>	<b>4,98</b>

### Nombre d'accidents du travail avec arrêt :

2005 : 134

2006 : 143

2007 : 131

### Accidents du travail

	Taux de gravité		Taux de fréquence		Nbre de journées perdues	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Activité Bois	0,65	0,62	46,64	45,00	476	1 062
Activité Papier	0,75	1,16	20,32	21,29	553	961
Activité Sacs	1,00	0,45	36,63	31,17	876	487
Activité Complexes	1,09	0,70	38,79	32,77	1 148	812
Activité Distribution	1,20	0,46	24,63	25,59	874	350
<b>Taux moyen/nombre de journées</b>	<b>0,95</b>	<b>0,66</b>	<b>33,91</b>	<b>32,15</b>	<b>3 927</b>	<b>3 672</b>

### Répartition Hommes/Femmes

	Hommes		Femmes		Total	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Société mère	14	14	11	12	25	26
Activité Bois	416	472	153	161	569	633
Activité Papier	436	437	59	53	495	490
Activité Sacs	433	450	91	90	524	540
Activité Complexes	484	476	109	107	593	583
Activité Distribution	282	260	229	198	511	458
<b>Total</b>	<b>2 065</b>	<b>2 109</b>	<b>652</b>	<b>621</b>	<b>2 717</b>	<b>2 730</b>



## Répartition Hommes/Femmes cadres

	Hommes		Femmes		Total	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Société mère	13	13	3	3	16	16
Activité Bois	51	46	10	9	61	55
Activité Papier	37	37	5	5	42	42
Activité Sacs	44	43	4	6	48	49
Activité Complexes	71	63	8	11	79	74
Activité Distribution	63	62	10	13	73	75
<b>Total</b>	<b>279</b>	<b>264</b>	<b>40</b>	<b>47</b>	<b>319</b>	<b>311</b>

## II.2.2.10 POLITIQUE EN MATIÈRE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration est composé, au 31 décembre 2007, de onze membres dont six sont indépendants.

Les trois Comités spécialisés : Comité de Stratégie, Comité des Comptes et Comité des rémunérations, se réunissent régulièrement pour préparer les dossiers soumis au Conseil d'Administration.

**Limitation des pouvoirs du Directeur Général**

Conformément à la décision de l'Assemblée du 5 juillet 2005 et à la modification des statuts, le Directeur Général doit obtenir l'autorisation du Conseil d'Administration dans les cas suivants :

- pour toute décision d'investissement industriel d'un montant unitaire supérieur à cinq millions d'euros ;
- pour toute décision relative à une prise de participation supérieure ou égale à 10 % du capital d'une société cotée ou non, ou d'un montant supérieur à cinq millions d'euros (valeur d'entreprise), réalisée par tous moyens y compris par échange de titres ;
- pour toute décision portant sur le capital susceptible d'entraîner une modification supérieure à 0,5 % des fonds propres de la société.

**Rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration**

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Comité Exécutif au 31 décembre 2007 se sont élevées à 1 964 444 € pour l'exercice 2007. Les jetons de présence servis au titre de l'exercice 2007 au Conseil d'Administration se sont élevés à 180 000 € dont 45 000 € pour la participation aux Comités spécialisés.

Le Conseil d'Administration s'est réuni sept fois au cours de l'exercice 2007, le Comité de Stratégie cinq fois, le Comité des Comptes quatre fois et le Comité des Rémunérations une fois.

**Rémunérations et avantages octroyés aux mandataires sociaux**

Conformément aux dispositions de la loi NRE du 15 mai 2001, nous portons à votre connaissance les montants versés aux mandataires sociaux :

M. Yves-Claude ABESCAT	10 144 €
CACI 1 (jusqu'au 25 juin 2007)	2 847 €
M. Frédéric DOULCET	16 861 €
M. Gérard HIGUINEN	18 907 €
M. Christian MARTIN	15 037 €
M. Gunther MAUERHOFER	19 929 €
M. Jérôme MONTOYA (cf tableau ci-après)	172 421 €
M. Vincent ROUXEL	17 884 €
M. Jean-François SAGLIO	16 060 €
M. Pierre VERKHOVSKOY	13 793 €
M. François VITTOZ (cf tableau ci-après)	715 935 €
Mme Marie-Françoise WALBAUM	17 884 €

## SITUATION FINANCIÈRE

	Type de mandat	Salaire brut annuel 2007	Rem.variable (bonus) sur exercice 2006 versée en 2007	Avantage en nature	Jetons de présence	Total 2007
François VITTOZ	Président-Directeur Général	420 042	273 000	5 009	17 884	715 935
Jérôme MONTOYA	Administrateur					
Directeur financier		119 439	36 600	3 612	12 770	172 421

Aucune autre rémunération n'est versée à ces mandataires sociaux par d'autres sociétés du Groupe.

A la date du présent rapport, la société n'a pas d'engagement vis-à-vis de son Président-Directeur Général en matière d'indemnité de départ (golden parachute).

Il bénéficie, comme les autres cadres dirigeants du Groupe présents à l'effectif au 19 août 2005, d'un contrat de retraite par capitalisation lui assurant 15% de son dernier salaire annuel (hors bonus) s'il est toujours présent dans la société au moment de son départ à la retraite.

Cet engagement est couvert au 31 décembre 2007 par des versements capitalisés.

Le contrat de travail de François VITTOZ, suspendu lors de sa nomination en tant que mandataire social, prévoit une indemnité d'un an de rémunération (salaire et bonus bruts) en cas de licenciement sauf pour faute lourde.

Le bonus 2006 du PDG versé en 2007 a été calculé sur le critère de l'excédent brut d'exploitation, auquel se sont ajoutés des critères qualitatifs personnels.

La société n'a aucun autre engagement financier envers ses mandataires sociaux.

### Opérations sur titres des mandataires sociaux et dirigeants initiés

La société n'a pas été informée par les mandataires sociaux ou les membres du Comité Exécutif d'opérations sur titres au cours de l'exercice 2007.

## II.2.2.11 POLITIQUE DU GROUPE EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE

### II.2.2.11.1 INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX QUALITATIFS DE GASCogne

Leader sur ses marchés, le groupe Gascogne assume pleinement ses responsabilités industrielles et citoyennes et entend contribuer au développement des territoires sur lesquels il est implanté par des pratiques exemplaires.

D'années en années, le Groupe multiplie les initiatives en faveur d'un management responsable notamment en matière de responsabilité environnementale :

- Contribution à la valorisation de la forêt landaise : acteur d'une gestion forestière responsable et adhérent à la politique régionale de qualité de la gestion durable.
- Militant pour une exploitation forestière respectueuse de l'environnement : adhésion de l'ensemble des opérateurs en forêt aux codes de bonnes pratiques, sensibilisation de tous aux impacts environnementaux, initiateur d'un groupement forestier certifié PEFC<sup>\*</sup>.
- Précurseur en matière de certifications forestières : partenaire de la mise en place du PEFC au plan national, représentant au sein du comité PEFC-Aquitaine, promoteur de produits certifiés.
- Elaboration de produits respectueux de l'environnement : utilisation de produits sans solvant en phase aqueuse, approvisionnement en matière première certifiée, réduction des volumes d'emballage.
- Maîtrise des émissions : réduction des déchets, gestion écologique des encres, stations de filtration.
- Investissements en faveur des énergies propres : valorisation des déchets du sciage, recyclage et production d'énergies vertes.
- Participation à l'appel d'offre d'énergies renouvelables, à partir de biomasse (Commission de Régulation des Energies - CRE2).
- Amélioration des systèmes de mesure et de contrôle.
- Extension des démarches qualité :
  - certification PEFC pour toutes les activités du Groupe liées au bois ;
  - certification FSC (Forest Stewardship Council) pour les sites de Belvès et de Martigny (Suisse) ;
  - certification ISO 9001 version 2000 – système de management de la qualité – sur l'ensemble des sites de production ;
  - certification ISO 14001 – système de management environnemental – sur 3 sites ;
  - certification ISO 22000 (norme alimentaire haut de gamme européen) pour les sites de Mimizan et Nantes ;
  - certification HACCP<sup>\*\*</sup> du système de management de la sécurité alimentaire des principales usines dédiées à ce marché ;
  - certification BRCIOP (British Retail Consortium Institute of Packaging) : standard anglais maximum pour emballages alimentaires pour le site de Mimizan ;

\* Programme Européen des Forêts Certifiées

\*\* Hazard Analysis and Critical Control Point

- certification ISO 22000 (hygiène) pour le site de Linnich (Allemagne) ;
- certification BAM pour la fabrication de sacs pour le transport de matières dangereuses (sacherie allemande) ;
- OHSAS 18001- santé et sécurité au travail - sur la sacherie grecque (en cours pour les sacheries françaises) ;
- Label RHP (Risque Hautement Protégé) pour le site de Nantes.
- Développement d'éco-produits novateurs :
  - papier Kraft certifié PEFC 100 % naturel, 100 % dégradable ;
  - partenariat avec le Conseil Général des Landes pour promouvoir le sac papier ;
  - encres à l'eau pour impression papier et plastique ;
  - film étirable haute technicité, pour une réduction des volumes d'emballage ;
  - lambris et parquets avec finition à la cire végétale à l'eau.
- Initiatives pédagogiques :
  - ouvertures de sites de production au tourisme industriel, campagnes de sensibilisation en direction des publics scolaires sur le thème de "l'homme et la forêt" ;
  - démarches de communication autour du sac Kraft 100 % certifié PEFC : clients, salons, campagnes d'image avec la Copacel ;
  - ACV (analyse du cycle de vie) sur le sac papier boutique en comparaison avec le sac plastique.

### II.2.2.11.2 INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX QUANTITATIFS DE GASCOGNE

Les impacts environnementaux majeurs du groupe Gascogne résident essentiellement dans l'activité Papier, fortement consommatrice d'eau et d'énergie.

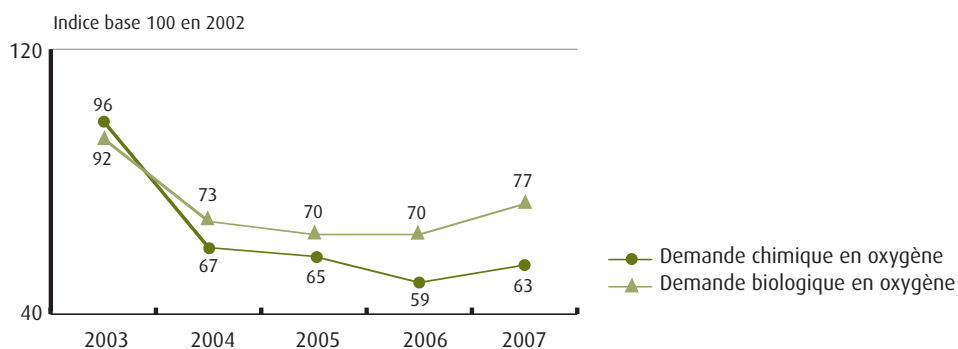
Sur le plan des émissions aqueuses, l'année 2007 reste dans la lignée des progrès notables observés en 2004 et 2005.

Sur le plan des émissions de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>), 2007 confirme les progrès déjà observés en 2005 et 2006.

L'activité Bois se caractérise également par sa consommation quasi exclusive de combustibles fossiles, contribuant également à la réduction des gaz à effet de serre.

#### > Gascogne Paper

##### Consommation d'eau et évolution des rejets organiques aqueux



Les investissements importants réalisés au cours des exercices 2003 et 2004, portant sur le bouclage des circuits (presses laveuses), ont notamment permis la baisse significative du niveau de pollution organique (DCO et DBO).

### Utilisation rationnelle de l'énergie, biomasse et rejets de gaz à effet de serre

#### Consommation de biomasse et combustibles fossiles



Sans égaler totalement la performance de 2006, une utilisation rationnelle de l'énergie, faisant appel à plus de 80 % de biomasse, a permis de réduire les rejets de gaz à effet de serre sur l'année 2007.

Ainsi pour la troisième année d'application du Plan National d'Allocation de Quotas (de CO<sub>2</sub>), Gascogne Paper a réalisé une consommation de quotas inférieure à la quantité attribuée dans le P.N.A.Q. 1 (2005-7).

#### > Gascogne Wood

##### Consommation de biomasse et combustibles fossiles



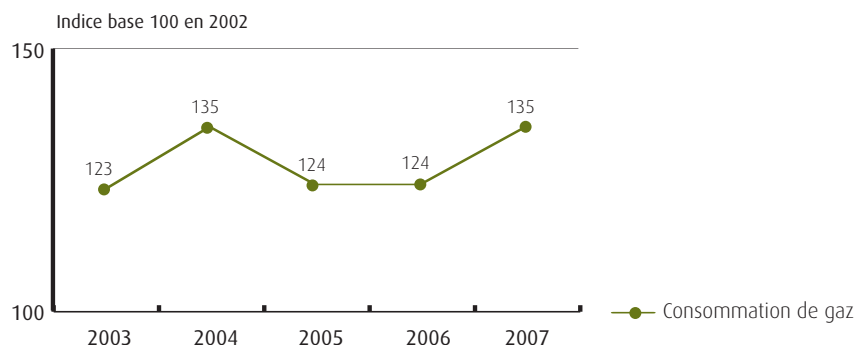
Les données n'incluent pas les chiffres de la société IMBERTY, intégrée en 2006.

Deux éléments marquants sont à noter :

- La diminution de la consommation énergétique globale et la prépondérance de l'utilisation d'énergie biomasse, en substitution aux énergies fossiles, avec un impact sur les émissions de gaz à effet de serre, et autres émissions dues à la combustion,
- L'anticipation sur la réglementation portant sur les émissions de COV (composés organiques volatils). Depuis l'origine, le site de Castets utilise des vernis et des teintures sans solvants en phase aqueuse. Les seuls solvants utilisés sur le site le sont pour les nettoyages. Un système de recyclage a permis de diviser par deux cette quantité.

#### > Gascogne Laminates

##### Consommation de gaz



L'année 2007 a été marquée par une bonne maîtrise de l'énergie, l'augmentation de la consommation correspondant à l'augmentation d'activité du site de Dax (week-ends).

##### Emissions de C.O.V. (composés organiques volatils):

Le site de Dax a réduit de 47 % ses émissions de C.O.V.

### > Commentaires sur les aspects environnementaux de Gascogne Paper

#### Renouvellement de l'autorisation préfectorale d'exploitation du site de production

Une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploitation (délivrée en 1993) est en cours d'examen par la préfecture des Landes.

Le dossier à l'étude inclut notamment les deux éléments suivants :

- Dérogation sur les rejets dans l'océan de déchets organiques.
- Emissions de poussières de la chaudière à écorces.

#### Remise en état du site

La remise en état du site nécessitera trois principales opérations :

- Suppression de tous les transformateurs dont l'huile contient plus de 500 ppm de PCB d'ici 2010. Au delà, les autres transformateurs à huile diélectrique devront être supprimés.
- Travaux de désamiantage ou de confinement sur la chaudière Tomlinson (arrêtée depuis 1991). Le désamiantage du système de distribution de vapeur et d'une partie des bâtiments de bureaux a été réalisé en 2007.
- Mise en conformité de l'ancienne décharge interne, ce qui nécessitera la mise en place d'une couverture étanche et d'une revégétalisation de la surface.

## II.2.2.12 INFORMATIONS SUR LES RISQUES

La gestion des risques fait l'objet d'un suivi rigoureux de la Direction Générale du Groupe, en s'appuyant notamment sur la Direction Financière et les directions opérationnelles au niveau des activités.

La gestion des risques, sous l'égide de la Direction Générale, consiste à :

- définir une politique de prévention et de réduction des risques, proposer des plans d'action et veiller à leur mise en œuvre,
- vérifier l'efficacité, la cohérence et le respect des procédures et systèmes d'informations comptables et financiers.

### II.2.2.12.1 RISQUES INDUSTRIELS

Gascogne est attentif à la maîtrise de l'impact environnemental des sites industriels et des risques qui y sont attachés. Les activités du Groupe relèvent des régimes classiques de déclaration et d'exploitation propres à chaque pays. La conformité réglementaire est gérée dans chaque site, avec une démarche d'amélioration continue.

Dans la continuité des actions menées au cours de ces dernières années, le Groupe s'est attaché à identifier l'ensemble des risques opérationnels pouvant apparaître sur les usines et sites industriels. Ces actions ont porté pour l'essentiel sur la sécurisation des équipements clés utilisés. Conjointement avec les experts de nos assureurs, des visites ont eu lieu pour évaluer le degré de prévention et de protection contre l'incendie des principaux sites industriels tant en France qu'à l'étranger. Les recommandations qui ont suivi ces visites ont amené à renforcer la prévention et les moyens de protection contre les incendies quand cela s'est avéré nécessaire. Des visites d'actualisation ont eu lieu au cours de l'année, conduisant dans certains cas à de nouvelles propositions de prévention et d'amélioration.

Concernant l'usine à papier, exposée à des risques tels que l'explosion de la chaudière de régénération, d'un cylindre frictionneur ou l'arrêt de la chaudière mixte, les actions mises en place consistent à réduire la probabilité de survenance du sinistre, par :

- des arrêts techniques spécifiques de courte durée tout au long de l'année,
- des contrôles de vérification de l'état du matériel tous les 18 mois au cours d'un arrêt de plusieurs jours (le dernier ayant eu lieu en février 2007).

### II.2.2.12.2 Risques liés à l'activité du Groupe

Dans le cadre de l'analyse des risques liés à son activité (concurrence, marchés, pays...), le Groupe a poursuivi et actualisé le travail engagé au cours des trois dernières années sur l'élaboration d'un plan stratégique pour chacune de ses activités, avec notamment :

- une analyse des risques/opportunités (marchés, produits, technologies...), et forces/faiblesses,
- un "benchmark" systématique afin de mieux se situer par rapport aux principaux concurrents dans les segments de marché considérés,
- l'élaboration de différents scénarios stratégiques pour les années à venir.

Ces travaux ont été menés sous la direction du Président-Directeur Général et avec une forte implication des équipes de direction au niveau des activités.

Des synthèses ont été effectuées et discutées avec le Comité de Stratégie qui, outre les orientations stratégiques du Groupe, étudie les projets d'investissements significatifs et de croissance externe.

Par ailleurs, afin d'accroître la compétitivité de ses activités, des programmes importants ont été lancés pour :

- développer les produits à forte valeur ajoutée,
- accélérer l'innovation, notamment à travers le développement de synergies inter-activités avec la création de groupes de travail transversaux.

## SITUATION FINANCIÈRE

Une Direction de l'Innovation et du Développement a été créée en février 2007 avec pour objectifs :

- d'accélérer les projets d'innovation et de développement de chaque activité ou BU,
- d'auditer et transférer les meilleures pratiques entre activités et BU,
- de développer les synergies entre activités et BU.

Cette innovation et ce développement se définissent comme une démarche pragmatique ciblée client, concernant :

- l'assistance technique/développement,
- la logistique,
- le service au client,
- l'achat comme vecteur de développement.

### II.2.2.12.3 Gouvernance

Dans le cadre de ses activités, le Groupe a mis en place un programme de Compliance destiné à sensibiliser et faire respecter les règles déontologiques applicables aux affaires, notamment en matière concurrentielle. Pour les collaborateurs concernés, ce programme s'appuie sur les éléments suivants :

- une formation spécifique aux règles de "bonne conduite" en matière concurrentielle,
- la signature d'une lettre d'engagement individuel pour se conformer à ces règles.

Le suivi de ce programme a été intensifié au cours de cette année avec :

- une actualisation mensuelle par la direction des ressources humaines de chaque activité de la liste des personnes concernées par ce programme,
- l'organisation d'une nouvelle session de formation pour les nouveaux entrants.

Le Groupe compte poursuivre et intensifier ce programme au cours des années à venir notamment par un système de veille permanente (suivi de l'évolution de la jurisprudence et de la législation), ainsi que par l'organisation régulière de sessions de formation ou de rappel sur les points essentiels à respecter.

### II.2.2.12.4 Risques environnementaux

Leader sur de nombreux marchés et dans une phase d'internationalisation croissante de ses activités, le Groupe s'est efforcé depuis plusieurs années d'adopter des pratiques industrielles exemplaires, avec notamment l'extension des démarches qualité. Ainsi la certification ISO 9001 (système de qualité) a été généralisée à toutes les activités, la certification ISO 14001 (système de management environnemental) a été obtenue sur trois sites, et est en cours d'étude pour d'autres. Au cours de cette année, les sites industriels français de l'activité Sacs ont obtenu le certificat ISO 22.000 (Norme alimentaire haut de gamme pour les pays européens), et l'un d'entre eux le certificat BRC/IOP (référentiel emballage pour les pays Anglo-Saxons).

Les impacts environnementaux majeurs du Groupe se situent essentiellement au niveau de l'usine à papier de Mimizan, dont l'activité est fortement consommatrice d'eau et d'énergie (voir à ce sujet le § II.2.2.11.2).

### II.2.2.12.5 Risques juridiques

Le Groupe a mis en place un pôle juridique central afin de coordonner et contrôler les actions en matière de droit des sociétés, droit commercial et contentieux.

- Dépendance des sociétés du Groupe

Les sociétés du Groupe ne sont dépendantes à l'égard d'aucun brevet, licence ou contrat d'approvisionnement qui pourrait avoir une importance significative sur leur activité ou leur rentabilité.

- Litiges (voir note IV.15.2 sur les litiges dans l'annexe aux comptes consolidés)

### II.2.2.12.6 Risques matières premières et approvisionnements

Afin de "sécuriser" ses approvisionnements, le Groupe s'est attaché à diversifier ses sources dans le cas où les sociétés se trouveraient en relation avec un fournisseur en situation de monopole. Une cartographie des achats a été réalisée afin d'identifier et valoriser les types d'achats communs aux différentes sociétés et d'étudier des possibilités de regroupements. Dans un environnement de fortes pressions à la hausse pour le prix de certaines matières premières, le Groupe commence à étudier au cas par cas l'opportunité de couvrir certaines matières cotées sur un marché organisé ou d'inclure directement des clauses d'indexation dans les contrats d'approvisionnement auprès des fournisseurs, afin de réduire la sensibilité des résultats à l'évolution des cours. C'est ainsi que pour l'achat de fioul, l'activité Papier avait contracté fin 2006 un contrat ferme à prix fixe pour couvrir la totalité de ses achats 2007, et a souscrit pour l'année 2008 un contrat d'achat spécifique avec le fournisseur, incluant un prix "plafond". Concernant les achats d'énergie dont les prix sont également soumis à de fortes pressions à la hausse, l'activité Papier a étudié la possibilité d'adhérer à un consortium d'entreprises visant à acheter de l'électricité au travers d'un contrat de partenariat industriel spécifique, à un prix fixe et "prédéfini" sur une durée de 15 ans. Ce projet est toujours en cours. Les couvertures sont centralisées au niveau du Groupe qui porte les contrats correspondants.

### II.2.2.12.7 Risques de marché financier et de financement

#### Risques de change

En matière commerciale, la politique du Groupe est, sauf cas particulier, de couvrir un budget annuel. Le Groupe est principalement exposé sur le change euro/dollar. Ces risques sont couverts par un système de netting qui permet à la maison mère de centraliser depuis deux ans des couvertures sur l'exposition nette de ses filiales, en utilisant principalement des contrats à terme et quelques contrats dits "participatifs". Elles sont effectuées dans le cadre de procédures strictes en relation avec la Direction Générale. La valorisation des couvertures est décrite à la note III.5 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### Risque de taux

Depuis deux ans, les couvertures de taux sont centralisées au niveau de la maison mère et réalisées au cas par cas par la Direction Financière. Dans le cadre de son financement, le Groupe a conclu des emprunts moyen terme à taux variable. Afin de se couvrir contre le risque de hausse des taux relatif à ses emprunts, il a été mis en place des swaps receveur taux variable/payeur taux fixe, des caps et des tunnels. Par ailleurs, le Groupe a souscrit en 2007 des couvertures de taux sur les concours court terme à hauteur de 60 M€. Ces contrats de cap ou de swap d'une durée de 12 à 24 mois, sont basés sur des relevés d'opérations trimestrielles et sur l'indice Euribor 3 mois. Leur valorisation est décrite en note III.5 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### Risque de contrepartie

Toutes les couvertures sont effectuées auprès d'établissements bancaires de premier plan. Le Groupe n'a pas de placement significatif et n'est donc pas soumis aux risques de contrepartie avec ceux-ci. S'agissant du risque de crédit, des programmes d'assurance SFAC et COFACE ont été mis en place, couvrant les principales sociétés contre les risques de non paiement pour des motifs financiers ou politiques. Par ailleurs, le Groupe considère qu'il n'existe pas de concentration particulière de risque de crédit avec une seule contrepartie.

#### Risque de liquidité

Le financement du Groupe repose principalement sur :

- des emprunts moyen/long terme,
- des lignes de découverts, spots, billets de trésorerie, dont les utilisations globales restent inférieures aux autorisations,
- des lignes de mobilisation de créances commerciales.

Il existe également des contrats de crédit bail et de location longue durée pour quelques actifs immobiliers, des équipements et du matériel roulant, qui reprennent les dispositions classiques de ce type de financement.

Le Groupe s'efforce de maintenir sécurité et équilibre entre ses différentes sources de financement et à l'intérieur de son pool bancaire. A cet effet, un "cash pooling" a été mis en place depuis 2006, avec notamment la centralisation au niveau de la maison mère de la gestion et des relations avec les partenaires financiers.

### II.2.2.12.8 Risques technologiques

Dans un souci d'efficacité et de maîtrise des risques liés à l'information, il a été décidé de créer au niveau du Groupe une Direction Informatique qui s'est structurée et consolidée au cours des deux dernières années. Les objectifs prioritaires fixés par la Direction générale ont été d'harmoniser, rationaliser, mutualiser et sécuriser les différents systèmes existants dans les activités. Dans ce contexte, l'ensemble de notre architecture, les flux et procédures ont été révisés afin d'arriver à un niveau homogène et conforme aux exigences de nos activités et nos marchés. A titre d'exemple, quelques actions menées :

- augmentation des débits et du maillage des réseaux,
- répartition des ressources d'exploitation en France sur deux sites distants reliés avec une connexion sécurisée "haut débit",
- mise en œuvre de sécurités croisées entre les serveurs de ces sites,
- audit et mise à niveau de nos moyens de détection des flux indésirables ou dangereux,
- suivi régulier de l'évolution technologique pour assurer un service constant.

Par ailleurs, dans le cadre des travaux de contrôle interne, une première revue des droits d'accès informatiques aux applications et logiciels a été faite dans certaines activités. Ces travaux ont notamment permis de corriger ou supprimer des droits d'accès en fonction des profils de postes. Ces travaux seront finalisés en 2008 sur l'ensemble des sociétés du Groupe.

Le Groupe a également fait réaliser en 2007 deux audits informatiques :

- un audit de sécurité au niveau de la maison mère,
- une revue et des tests de fonctionnement sur les applications du nouveau progiciel de gestion installé dans la branche Bois.

Ces actions s'inscrivent dans la durée et dans une démarche systématique de recherche de qualité et de sécurité, afin de conserver dans le temps un niveau technologique adapté à nos besoins et évolutions.

### II.2.2.12.9 Risques sociaux

La société attache une attention particulière à la qualité des relations sociales et au développement du dialogue avec les partenaires sociaux. Lorsque des opérations de réorganisation pouvant avoir une conséquence sur les effectifs sont envisagées, les solutions à mettre en œuvre sont étudiées en concertation avec les syndicats et les représentants du personnel, en conformité avec les dispositions légales. Des dispositifs adaptés sont prévus afin de favoriser les reclassements des salariés concernés au sein ou en dehors du Groupe.

## SITUATION FINANCIÈRE

Afin de se prémunir au mieux du risque de perte de ses savoir-faire, le Groupe a mis en place un système d'évaluation, et de "Management review" de tous les cadres, contribuant à une meilleure connaissance du potentiel de développement et d'évolution de l'encadrement. Ces revues permettent également de mettre en place des plans de succession concernant les hommes et femmes clés de l'organisation avec, dans certains cas, des mesures propres à les fidéliser et/ou assurer leur remplacement. Par ailleurs, le Groupe a mis en place, avec l'aide d'un cabinet spécialisé, un système de délégation de pouvoirs permettant de clairement identifier et faire reconnaître au niveau de chaque site, les devoirs et responsabilités du management.

En matière de Santé-Sécurité-Environnement, le Groupe souhaite agir durablement pour prévenir les risques professionnels par une amélioration permanente et continue de ses résultats en la matière. D'importantes initiatives et actions ont été engagées en 2007 dans ce domaine, ayant notamment conduit à une réduction de 8 % des accidents avec arrêts par rapport à 2006 (voir détails des opérations au § II.2.2.9.2).

### II.2.2.12.10 Risques fiscaux

Le Groupe fait l'objet de contrôles fiscaux réguliers réalisés par les autorités fiscales des pays dans lesquels il est présent. Le Groupe travaille en collaboration avec des cabinets spécialisés afin de s'assurer du respect des lois et réglementations fiscales dans chacune de ses filiales.

### II.2.2.12.11 Assurances

Le Groupe a mis en place des programmes d'assurance auprès de compagnies de premier plan pour couvrir les principaux risques de Dommages/Pertes d'exploitation, Responsabilité civile avant et après livraison. Ces programmes assurent à l'ensemble des filiales du Groupe des garanties et limites adaptées à leurs besoins. Dans le cadre des programmes d'assurance Responsabilité civile (avant et après livraison) sont notamment couverts, sous réserve des franchises exclusions et limites de couvertures usuelles, les dommages corporels, les dommages matériels et immatériels. Dans le cadre du programme d'assurance Dommage/Perte d'exploitation, sont notamment couverts, sous réserve des franchises, exclusions et limites de couverture usuelles, les dommages corporels et matériels, la perte d'exploitation pour les principaux sites du Groupe consécutifs à tout événement d'origine soudaine et accidentelle (tel qu'incendie, tempête, explosion, dommage électrique, vol...). Ce programme est composé d'une police mère adaptée à chacune des activités pour les sites français, et de polices locales dans les sites hors de France.

Le tableau ci-dessous détaille les risques couverts :

Activité	Capitaux (M€)				Franchises (K€)	
	Responsabilité civile		Dommages aux biens	Pertes d'exploitation	Dommages aux biens	Pertes d'exploitation
Avant livraison	Après livraison					
Bois <sup>(1)</sup>	6,1	3,0	194	43	(ns)	3 jours
Papier	5,0	5,0	468	53	100 <sup>(2)</sup>	5 jours <sup>(2)</sup>
Sacs	15,0	15,0	227	32	50	
Complexes	15,0	15,0	223	38	50	
Distribution	7,6	1,5	43	44	25	

(1) Y compris groupe Imberty.

(2) Après épuisement de la franchise annuelle de 450 K€.

### II.2.2.13 PRÉSENTATION DES RÉOLUTIONS

#### Affectation du résultat

Le résultat net comptable à prendre en considération pour l'affectation du résultat de 3 168 981,21 € doit être majoré du report à nouveau, soit 26 396,00 €, Le résultat distribuable est donc de 3 195 377,21 €

Nous vous proposons l'affectation suivante :

- dotation à la réserve légale : 64 380,00 €
- prélèvement sur le poste "réserve facultative" de la somme de 2 850 892,00 €
- Soit un total de 5 981 889,00 €

Le montant de la réserve facultative sera porté de 38 328 014 € à 35 477 122 €

Le montant du dividende servi à chaque action sera de 3 €.

Les dividendes afférents aux actions détenues par Gascogne SA à la date de mise en paiement seront affectés en report à nouveau.



Le dividende distribué au titre des trois derniers exercices a été le suivant :

Exercices	Revenus éligibles à la réfaction de 50 %		Revenus non éligibles à la réfaction de 50 %
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2004	3 900 756 € soit 2 € par action	-	-
2005	2 925 567 € soit 1,5 € par action	-	-
2006	3.874.360 € soit 2 € par action	-	-

Le résultat consolidé par action au 31 décembre 2007 ressort à 6,42 €. Le résultat dilué par action ressort, en application des normes IFRS (méthode du rachat d'actions) à 6,38 €.

#### Modalités de paiement du dividende

Le paiement du dividende sera effectué à la date du 24 juillet 2008 en numéraire. Cette mise en paiement se fera conformément à la réglementation en vigueur rappelée ci-dessous :

- pour les actions inscrites en compte nominatif administré ainsi que pour les actions au porteur faisant l'objet d'une inscription en compte : par les intermédiaires habilités auxquels la gestion de ces titres a été confiée.

Les Etablissements suivants sont habilités à effectuer sans frais le paiement de ce dividende :

- Banque Pelletier
- Société Générale
- Banque Nationale de Paris
- Crédit Agricole
- Crédit Commercial de France
- Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial.

- pour les actions inscrites en compte nominatif pur : directement par la Société Générale, mandataire de votre société pour la tenue des comptes titres nominatifs.

#### Autorisation d'acheter des actions GASCOGNE

L'autorisation d'acheter des actions Gascogne donnée par l'Assemblée Générale du 5 juin 2007 va expirer le 5 décembre 2008.

Nous vous informons qu'au 22 février 2008, votre société détient 41 818 actions Gascogne SA, acquises pour un prix total de 3 117 K€.

Nous vous demandons d'autoriser le Conseil d'Administration à opérer en bourse pour :

- assurer la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité,
- consentir des actions gratuites à certaines catégories de salariés,
- remettre les actions en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Ces achats s'effectueront sur le maximum de titres permis par la loi dont le prix d'achat unitaire ne devra pas excéder 94 €.

Cette autorisation expirera 18 mois après la date de la présente assemblée.

#### Jetons de présence

Nous vous demandons de statuer sur le montant des jetons de présence alloués à votre Conseil d'Administration, y compris pour la participation aux Comités spécialisés, que nous vous proposons de fixer à un montant maximal de 180 000 €.

## II.2.3 - RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE CONTROLE INTERNE

Chers Actionnaires,

Conformément à la loi, je viens vous rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration, ainsi que des procédures de contrôle interne utilisées par la société.

### II.2.3.1 PRÉPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Depuis le 5 juillet 2005, le mode d'administration de la société est un Conseil d'Administration. A la date d'établissement du présent rapport, le Conseil d'Administration se compose des onze membres ci-dessous :

Yves-Claude ABESCAT	Directeur de banque
Frédéric DOULCET	Chef d'entreprise
Gérard HIGUINEN	Chef d'entreprise
Christian MARTIN	Expert-comptable
Gunther MAUERHOFER	Administrateur de sociétés
Jérôme MONTOYA	Directeur financier
Vincent ROUXEL	Conseil en stratégie
Jean-François SAGLIO	Administrateur de sociétés
Pierre VERKHOVSKOY	Avocat à la Cour
François VITTOZ	Président-Directeur Général
Marie-Françoise WALBAUM	Dirigeant d'établissements bancaires

Six administrateurs sont considérés comme des "personnalités indépendantes" choisis pour leurs compétences dans des domaines particuliers, ainsi qu'en fonction de leur expérience réussie du management d'entreprises industrielles. Par ailleurs, nous précisons qu'ils répondent aux critères d'indépendance tels que visés par le rapport Bouton.

Les administrateurs se sont tous engagés à respecter le règlement intérieur du Conseil, dont les dispositions sont conformes aux pratiques de place.

Le calendrier des réunions du Conseil est fixé pour l'exercice suivant lors de l'avant-dernière réunion de l'exercice. Des réunions supplémentaires ont lieu si nécessaire.

Au cours de l'exercice écoulé il y a eu sept réunions du Conseil.

Les convocations aux réunions du Conseil sont envoyées quinze jours à l'avance, sauf exception.

Les membres du Conseil sont assidus (taux de présence : 91 %).

Les commissaires aux comptes sont convoqués aux réunions du Conseil qui arrêtent les comptes annuels et les comptes semestriels. Ils y participent systématiquement.

Au cours de l'exercice, le Conseil a travaillé à partir des dossiers préparés par les différents Comités : stratégie, comptes, rémunération. Le taux de présence des administrateurs à ces Comités est de 98 %.

### II.2.3.2 LIMITATION DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Conformément à la décision de l'Assemblée du 5 juillet 2005, le Directeur Général doit obtenir l'autorisation du Conseil d'Administration dans les cas suivants :

- pour toute décision d'investissement industriel d'un montant unitaire supérieur à cinq millions d'euros ;
- pour toute décision relative à une prise de participation supérieure ou égale à 10 % du capital d'une société cotée ou non, ou d'un montant supérieur à cinq millions d'euros (valeur d'entreprise), réalisée par tous moyens y compris par échange de titres ;
- pour toute décision portant sur le capital susceptible d'entraîner une modification supérieure à 0,5 % des fonds propres de la société.

### II.2.3.3 RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

#### > Président-Directeur Général

La rémunération du Président-Directeur Général se compose d'une partie fixe et d'une partie variable appelée bonus.

Le Comité des Rémunérations, après avoir analysé les pratiques de marché avec un cabinet conseil, a proposé aux administrateurs de fixer à 420 042 € brut la rémunération fixe du Président-Directeur Général depuis sa prise de fonction.

Compte tenu de la réalisation d'objectifs déterminés par le Conseil d'Administration, le Président-Directeur Général perçoit un bonus annuel calculé, pour 2007, sur le critère de l'excédent brut d'exploitation auquel se rajoutent des critères qualitatifs personnels, avec une réfaction possible en fonction de l'atteinte d'un résultat net minimum.

#### > Directeur Financier

Représentant des actionnaires salariés au Conseil d'Administration, le Directeur Financier est rémunéré pour sa fonction technique.

A ce titre, il bénéficie, comme les autres cadres dirigeants du Groupe, d'une rémunération fixe annuelle et d'une partie variable, fonction d'objectifs d'excédent brut d'exploitation pour 70 % et d'objectifs personnels pour 30 %.

#### Actions gratuites :

L'Assemblée Générale du 12 juin 2006 a autorisé le Conseil à émettre des actions gratuites au profit des dirigeants.

Dans ses séances du 22 juin 2006, du 22 septembre 2006 et du 5 juin 2007, le Conseil d'Administration a fixé les conditions de performance et les critères d'attribution d'actions gratuites pour une quantité globale maximum de 42 000 actions.

Ces actions ont été acquises dans le cadre de l'autorisation de rachat d'actions et sont comptabilisées dans l'autocontrôle.

Si tous les objectifs sont atteints, et sous certaines conditions, le Président-Directeur Général et le Directeur Financier pourront en fonction des actions qu'ils ont souscrites et conservées au nominatif, bénéficier au maximum de respectivement 14 437 et 1 530 actions gratuites. Ces attributions interviendront à l'issue des Assemblées Générales 2008 et 2009 statuant sur les comptes annuels.

#### Jetons de présence :

L'Assemblée Générale autorise chaque année le montant global des jetons de présence pour l'exercice en cours. Le Conseil d'Administration a décidé de les répartir pour 3/4 en rémunération de la participation effective des Administrateurs au Conseil d'Administration et pour 1/4 pour leur participation aux différents Comités.

Une exception cependant pour le Directeur Financier qui ne perçoit pas de jetons de présence au titre du Comité des Comptes, sa présence étant purement technique.

## II.2.3.4 PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

### II.2.3.4.1 ORGANISATION GÉNÉRALE DES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

#### 1. Définition et enjeux du contrôle interne

Le Groupe a mis en place depuis un an et demi un service de contrôle interne afin de développer et structurer les procédures au niveau de la société mère et des filiales intégrées dans les comptes consolidés. Le contrôle interne a été défini comme un processus mis en œuvre par la direction, et le personnel, sous le contrôle du Comité des Comptes, en vue d'assurer une gestion rigoureuse et efficace du Groupe. Cette définition implique notamment :

- le respect des politiques définies par le Groupe, ainsi que la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs,
- la prévention des fraudes et erreurs,
- l'exactitude et l'exhaustivité des informations financières.

En ce sens, le contrôle interne doit concourir à prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs et de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place les deux éléments suivants :

- une charte éthique, définissant le comportement des collaborateurs au sein du Groupe (intégrité, sincérité, confidentialité, conflits d'intérêts),
- un programme de "compliance" concernant la connaissance et le respect des lois en matière de concurrence, avec une information spécifique et la signature d'une lettre d'engagement individuel.

#### 2. Organisation du contrôle interne

Fonctionnant avec une organisation répartie en cinq activités dans plusieurs pays, renforcée par des fonctions transversales, le Groupe a choisi d'organiser le contrôle interne au travers :

- de dispositifs et d'organes d'évaluation et de contrôle,
- de politiques et de procédures.

##### 2.1 Dispositifs et organes d'évaluation du contrôle interne

Le Conseil d'Administration du Groupe s'est doté d'un Comité des Comptes dont les principales missions, et le nombre de réunions sont décrites dans le chapitre "Gouvernement d'entreprise". Il doit jouer un rôle important dans le pilotage du contrôle interne puisqu'il a notamment pour mission :

- d'examiner le programme de contrôle interne, et de s'assurer de son suivi au travers des réunions périodiques,
- de s'assurer du suivi des recommandations préconisées par les commissaires aux comptes,
- d'examiner et évaluer toute question relative à l'établissement, au contrôle et à la publication des documents financiers diffusés par le Groupe dans le cadre des arrêtés de comptes,
- de se tenir informé et de veiller à l'évolution des travaux dans le domaine de la gestion des risques.

La fonction d'audit interne du Groupe, qui a pour mission de mettre en place, puis contrôler la bonne application des procédures, reporte à la Direction Financière, ainsi qu'au Comité des Comptes. Elle s'appuie également sur les travaux et rapports des commissaires aux comptes dans le cadre de leurs travaux sur la certification des comptes.

Le contrôle et la coordination de l'activité des branches reposent sur l'organisation suivante :

#### Le Comité Exécutif (Comex) du Groupe :

Présidé par le PDG du Groupe, il regroupe les Directeurs généraux des activités, le Directeur des Ressources Humaines, le Directeur Financier et le Directeur Innovation et Développement.

Il se réunit mensuellement pour :

- examiner l'activité, les perspectives et les résultats de chaque activité,
- coordonner les actions transversales,
- contrôler la bonne application de la politique générale et des stratégies arrêtées pour chaque activité,
- contribuer à la réflexion stratégique.

### Le Comité Financier :

Tous les deux mois environ, le Comité Financier, présidé par le Directeur financier du Groupe réunit les contrôleurs financiers de chaque activité pour :

- examiner la situation et les perspectives financières,
- faire le point sur les financements en place, les risques de change et de taux, et l'évolution de l'organisation,
- élaborer et suivre les plans d'actions concernant notamment le reporting, la gestion des actifs, le suivi des produits et des coûts, ainsi que les évolutions d'organisation.

Dans chaque filiale étrangère, est également institué un organe de contrôle, au sein duquel siègent le Directeur général de l'activité et le contrôleur financier. Cet organe se réunit au moins deux fois par an, pour faire le point de la situation, en plus des procédures de "reporting" mensuelles.

### 2.2 Le manuel de contrôle interne

En 2006, le Groupe a démarré la rédaction d'un manuel de contrôle interne qui devra à terme regrouper l'ensemble des procédures et sera applicable à toutes les entités.

Ce manuel comportera les points suivants :

- Les pouvoirs et engagements ainsi que les principes de séparation des fonctions,
- L'ensemble des contrôles internes fondamentaux à mettre en place pour assurer le fonctionnement optimal des principaux processus de l'entreprise :
  - ventes/clients
  - achats/fournisseurs
  - stocks
  - personnel/paie
  - investissements/immobilisations
  - informatique

L'ensemble des contrôles internes fondamentaux à mettre en place pour assurer la fiabilité de l'organisation comptable, du reporting et des états financiers au regard des objectifs suivants :

- protection des actifs
- exhaustivité des enregistrements comptables
- réalité des transactions
- respect des dates d'enregistrement des transactions
- correcte évaluation des actifs et des passifs
- confidentialité

Au cours de l'année 2007, certains travaux engagés en 2006 ont été finalisés :

- Nouvelles procédures Groupe
- Investissements immobilisés
- Révision des comptes
- Suivi des dépenses d'investissements
- Revue des principaux processus et cycles d'exploitation de l'entreprise avec identification des points faibles de l'organisation, formalisation de points de recommandation, et constitution du manuel des procédures du Groupe (environ 50 % du périmètre du Groupe couvert).

### 2.3 La gestion des risques

Des procédures ont été mises en place afin de se prémunir contre les principaux risques identifiés (voir § "Informations sur les risques" dans le rapport de gestion). La Direction Financière du Groupe a notamment mis en place des procédures liées au risque de change et au risque de taux avec les objectifs suivants : maîtriser ces risques dans le Groupe, préserver les marges commerciales et maîtriser le niveau des frais financiers. Cette politique s'inscrit dans un cadre de gestion applicable au Groupe qui définit les cours ou les taux à protéger, la stratégie à adopter et les règles prudentielles à appliquer.

Le Groupe souhaite approfondir cette démarche, en réalisant une cartographie des risques, qui permettra d'améliorer la formalisation sur ces thèmes, et de hiérarchiser les risques potentiels en fonction de leur impact et de la probabilité de survenance de chacun d'entre eux. Cette démarche devra être coordonnée avec les travaux de contrôle interne en cours.

### 2.4 La trésorerie et le financement

La Direction "Trésorerie" mise en place au début de l'année 2006, gère maintenant de façon centralisée la trésorerie du Groupe. Dans un souci de contrôle des risques, des procédures Groupe ont été mises en place, notamment pour la gestion du change, le cash pooling et le netting.

Un important travail de développement de la culture de management par le cash a été entrepris au cours de ces dernières années, principalement au niveau des managers. L'objectif est de sensibiliser les décideurs à l'importance du cash, et de leur donner les moyens d'adapter leur gestion à la situation financière de leur unité.

Un suivi journalier de la trésorerie a été mis en place en 2007 et sera complété dès le début de l'année 2008 par un suivi quotidien de l'endettement net du groupe et de chacune des activités.

## 2.5 Autres dispositifs contribuant au contrôle interne du Groupe

En terme d'environnement de contrôle, et sans avoir un lien direct avec les aspects comptables et financiers, d'autres actions mises en place concourent également à créer un contrôle de proximité dans les différentes activités, notamment :

- Un dispositif de lettres de délégations de pouvoirs, qui détermine les conditions et limites de l'exercice des responsabilités et les pouvoirs d'engagement des responsables de différents niveaux
- Au niveau du Groupe, des fonctions centrales (en dehors de la Direction Financière) ont un rôle de pilotage, de coordination, et de contrôle, en particulier :
  - La Direction des Ressources Humaines du Groupe participe au recrutement des cadres supérieurs. Les performances des principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe font l'objet d'une revue annuelle d'évaluation.
  - Le service juridique du Groupe gère les aspects liés au droit des sociétés, et valide avant signature tous les contrats importants ou aspects juridiques nécessitant une expertise ou une consultation spécifique.
  - La démarche qualité sur l'ensemble des sites industriels constitue également un élément important du contrôle interne global.
  - La gestion du Groupe s'appuie également sur des systèmes d'information avec des logiciels propres à chaque activité (tout en harmonisant dès que possible certains éléments), ainsi que sur la création et la mutualisation d'applicatifs transversaux, comme outils de normalisation, de structuration et de sécurisation des processus.

### II.2.3.4.2 PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET COMPTABLE

#### Procédures de budget et de reporting

Les processus de reporting et de budget peuvent être résumés comme suit :

- établissement et approbation d'un budget détaillé annuel mensualisé (compte de résultat et bilan)
- établissement de budgets :
  - commerciaux détaillés (produits, zones géographiques...),
  - résultats par sites,
  - effectifs (ressources humaines),
  - industriels (production et résultat par établissement),
  - investissements industriels,
  - résultats et bilans par société ;
- reporting mensuel par établissement, puis par société et par activité détaillant les résultats, ainsi que les indicateurs physiques principaux,
- analyse mensuelle des résultats au regard du budget et de l'année N-1,
- actualisation des prévisions trois fois par an.

Les processus budgétaires et de reporting ont été établis avec des outils communs, des règles comptables et financières homogènes à l'ensemble du Groupe, permettant ainsi une uniformisation des données de gestion et de pilotage.

En 2007, le système de reporting a été amélioré par :

- une accélération des délais de clôture,
- le développement de nouveaux états de gestion : analyse des écarts de résultats mensuels versus N-1 et budget, tableaux de bord financier, graphes d'évolution des indicateurs clés...

#### Procédures d'élaboration et de contrôle des comptes

Une consolidation des comptes du Groupe est réalisée tous les semestres (bilan, compte de résultat, tableaux des flux de trésorerie et de variation des capitaux propres).

Une procédure de pré-clôture annuelle avait été initiée sur l'exercice 2005 et renouvelée en 2006.

En 2007, le Groupe a réalisé deux pré-clôtures, une en mai pour la clôture semestrielle, et une en octobre pour la clôture annuelle, avec pour objectifs d'accélérer et fiabiliser les arrêtés de comptes.

La société mère utilise les systèmes comptables (logiciels) Anaël pour les comptes de la holding et Sage Concept pour la consolidation des comptes des filiales.

En 2007, les actions suivantes ont été finalisées :

- l'implantation d'un progiciel comptable commun à l'ensemble des filiales françaises et la société Gascogne Laminates Switzerland (Anaël),
- la mise en œuvre de la dernière version du logiciel de reporting et de consolidation de Sage, qui est également utilisé par les filiales,
- la mise en exploitation de Business Objects (système de gestion de bases de données), qui permet un accès sur mesure aux niveaux définis des informations financières.

Ces logiciels communs ont pour objectif de remonter, au travers d'une liasse de reporting standard, les informations comptables et financières de façon homogène, nécessaires à l'action de la Direction Générale et à l'information du public. Les liasses de consolidation et leur conformité aux règles comptables du Groupe font l'objet d'une revue systématique par les auditeurs locaux.

Le plan d'actions 2008 sera essentiellement axé sur les éléments suivants :

- poursuite de la mise en place des procédures de contrôle interne,
- poursuite de la rédaction des procédures pour le manuel financier du Groupe,
- approfondissement de l'analyse des risques,
- déploiement et exploitation des outils d'analyse.

Le 22 février 2008,  
Le Président du Conseil d'Administration

## II.3 – ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2007

## II.3.1 - COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ 2007

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
<b>Chiffre d'affaires</b>	V.1	<b>632 545</b>	<b>603 927</b>	<b>602 422</b>
Autres produits opérationnels		-	-	-
Variation des stocks des produits en cours et produits finis	V.2	6 673	7 039	(5 092)
Achats consommés	V.3	(342 831)	(318 978)	(323 560)
Charges externes		(132 921)	(132 722)	(121 715)
Frais de personnel	V.4	(122 816)	(121 962)	(121 704)
Impôts et taxes		(10 226)	(12 862)	(12 624)
Dotations aux amortissements		(20 162)	(19 262)	(16 766)
(Dotations) Reprises de provisions	V.5	2 273	3 708	1 185
Autres produits et charges d'exploitation	V.6	123	2 692	888
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>12 658</b>	<b>11 580</b>	<b>3 034</b>
Autres produits et charges opérationnels	V.7	12 445	10 010	(29 396)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>25 103</b>	<b>21 590</b>	<b>(26 362)</b>
Coût de l'endettement financier net		(7 140)	(5 919)	(3 874)
Autres produits et charges financiers		(723)	478	259
<b>Charges financières</b>	V.8	<b>(7 863)</b>	<b>(5 441)</b>	<b>(3 615)</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	V.9	(51)	69	135
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>17 189</b>	<b>16 218</b>	<b>(29 842)</b>
Impôt sur le résultat	V.10	(4 787)	(5 886)	3 572
<b>Résultat de l'ensemble consolidé</b>		<b>12 402</b>	<b>10 332</b>	<b>(26 270)</b>
Attribuable à :				
. Actionnaires de Gascogne SA		12 355	10 327	(26 253)
. Intérêts minoritaires		47	5	(17)
Résultat net de base par action (en €)	V.11	6,42	5,41	(14,46)
Résultat net dilué par action (en €)	V.11	6,38	5,40	(14,46)

## II.3.2 - BILAN CONSOLIDÉ 2007

## ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Immobilisations incorporelles	IV.2	40 307	32 353	26 206
Immobilisations corporelles	IV.3	184 763	171 712	158 337
Titres mis en équivalence	IV.4	2 524	2 496	2 484
Actifs financiers non courants	IV.5	2 673	2 744	2 631
Impôts différés actifs	IV.6	1 665	1 560	1 740
<b>Actif non courant</b>		<b>231 932</b>	<b>210 865</b>	<b>191 398</b>
Stocks	IV.7	131 639	123 713	105 600
Clients et autres débiteurs	IV.8	163 707	163 195	160 717
Autres actifs courants	IV.9	492	433	276
Impôt sur les bénéfices à récupérer	IV.18	918	2 982	3 799
Actifs financiers courants	IV.5	766	447	424
Trésorerie et équivalents de trésorerie	IV.12	29 513	32 651	32 033
<b>Actif courant</b>		<b>327 035</b>	<b>323 421</b>	<b>302 849</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>558 967</b>	<b>534 286</b>	<b>494 247</b>

## CAPITAUX PROPRES ET PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
<b>Capitaux propres</b>				
Capital	IV.10.1	29 903	29 256	29 256
Primes d'émission, de fusion, d'apport		44 539	42 342	42 342
Réserves consolidées		103 844	97 352	127 933
Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers		294	(111)	(348)
Actions propres	IV.10.2	(3 118)	(3 118)	(10 712)
Ecart de conversion	IV.10.4	(451)	(299)	7
Résultat consolidé		12 355	10 327	(26 253)
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	<b>IV.10</b>	<b>187 366</b>	<b>175 749</b>	<b>162 225</b>
Intérêts minoritaires		191	144	138
<b>Total des capitaux propres consolidés</b>		<b>187 557</b>	<b>175 893</b>	<b>162 363</b>
<b>Passif</b>				
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an	IV.12	58 877	47 519	40 728
Engagements de retraite et autres avantages	IV.14	16 092	16 647	20 913
Provisions, part à plus d'un an	IV.15	2 962	16 246	15 225
Autres passifs non courants	IV.17	12 091	5 299	5 210
Impôts différés passifs	IV.6	11 294	9 463	2 846
<b>Passif non courant</b>		<b>101 316</b>	<b>95 174</b>	<b>84 922</b>
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an (*)	IV.12	88 795	105 365	85 837
Provisions, part à moins d'un an	IV.15	14 177	2 041	6 263
Fournisseurs et autres créditeurs	IV.16	162 098	149 645	147 764
Autres passifs courants	IV.17	4 011	5 493	5 823
Impôt sur les bénéfices à payer	IV.18	1 013	675	1 275
<b>Passif courant</b>		<b>270 094</b>	<b>263 219</b>	<b>246 962</b>
<b>Total du passif</b>		<b>371 410</b>	<b>358 393</b>	<b>331 884</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>558 967</b>	<b>534 286</b>	<b>494 247</b>
(*) dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		66 660	86 148	59 736

## II.3.3 - TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ 2007

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>12 402</b>	<b>10 332</b>	<b>(26 270)</b>
Charge d'impôt	4 787	5 886	(3 572)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	51	(69)	(135)
Charges financières	7 863	5 441	3 615
Dotations aux amortissements	20 162	19 263	16 766
Dotations (reprises) aux provisions	(12 806)	(15 768)	26 223
Pertes (profits) sur cession d'actifs immobilisés	(2 468)	(4 176)	127
Autres charges (produits) non générateurs de flux	(107)	(320)	(553)
<b>Capacité d'autofinancement avant impôts, quote-part des sociétés mises en équivalence et charges financières</b>	<b>29 884</b>	<b>20 589</b>	<b>16 201</b>
Variation des stocks	(9 275)	(12 454)	4 043
Variation des clients et autres débiteurs	(1 210)	3 613	293
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	12 971	(1 509)	13 454
Variation des autres créances et dettes	81	167	1 634
<b>Flux générés par l'activité</b>	<b>32 451</b>	<b>10 406</b>	<b>35 625</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	20	20	20
Intérêts payés	(7 748)	(5 770)	(3 599)
Impôts payés	(862)	(731)	(1 384)
<b>Flux de trésorerie opérationnels (A)</b>	<b>23 861</b>	<b>3 925</b>	<b>30 662</b>
Acquisitions d'immobilisations	(19 848)	(19 145)	(11 931)
Cessions d'immobilisations	3 608	7 522	1 514
Décalages de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(769)	108	934
Acquisition de filiale sous déduction de la trésorerie acquise	(1 044)	(12 370)	(4 598)
Cession de filiale sous déduction de la trésorerie cédée	-	20	-
<b>Flux de trésorerie d'investissement (B)</b>	<b>(18 053)</b>	<b>(23 865)</b>	<b>(14 081)</b>
<b>Excédent (besoin) de financement (A) + (B)</b>	<b>5 808</b>	<b>(19 940)</b>	<b>16 581</b>
Dividendes versés au cours de l'exercice par la société mère	(3 874)	(2 878)	(3 632)
Augmentation de capital	2 844	-	-
Subventions d'investissement reçues	461	756	63
Augmentation (Diminution) des dettes financières	10 610	(4 045)	(12 296)
Décalages de trésorerie liés aux opérations de financement	262	244	(10)
<b>Flux de trésorerie de financement (C)</b>	<b>10 303</b>	<b>(5 923)</b>	<b>(15 875)</b>
<b>Variation de la trésorerie nette (A) + (B) + (C)</b>	<b>16 111</b>	<b>(25 863)</b>	<b>706</b>
Autres mouvements	166	71	(667)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>(53 529)</b>	<b>(27 737)</b>	<b>(27 776)</b>
Variation de la trésorerie nette (A) + (B) + (C)	16 111	(25 863)	706
Autres mouvements	166	71	(667)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>(37 252)</b>	<b>(53 529)</b>	<b>(27 737)</b>



## II.3.4 - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2007

(en milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission de fusion d'apport	Réserves et résultat consolidés	Reserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers	Actions propres	Écarts de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Minoritaires	Capitaux propres
<b>Situation au</b>									
<b>31 décembre 2005</b>	29 256	42 342	101 680	(348)	(10 712)	7	162 225	138	162 363
Juste valeur des instruments financiers	-	-	-	237	-	-	237	-	237
Différences de conversion	-	-	-	-	-	(306)	(306)	-	(306)
Résultat net de la période	-	-	10 327	-	-	-	10 327	5	10 332
<b>Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période</b>	-	-	10 327	237	-	(306)	10 258	5	10 263
Dividende distribué	-	-	(2 878)	-	-	-	(2 878)	-	(2 878)
Paiements fondés sur des actions	-	-	183	-	-	-	183	-	183
Autocontrôle	-	-	(1 534)	-	7 594	-	6 060	-	6 060
Autres variations	-	-	(99)	-	-	-	(99)	1	(98)
<b>Situation au</b>									
<b>31 décembre 2006</b>	29 256	42 342	107 679	(111)	(3 118)	(299)	175 749	144	175 893
Variation de la juste valeur des instruments financiers	-	-	-	405	-	-	405	-	405
Différences de conversion	-	-	-	-	-	(152)	(152)	-	(152)
Résultat net de la période	-	-	12 355	-	-	-	12 355	47	12 402
<b>Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période</b>	-	-	12 355	405	-	(152)	12 608	47	12 655
Augmentation de capital	647	2 197	-	-	-	-	2 844	-	2 844
Dividende distribué	-	-	(3 874)	-	-	-	(3 874)	-	(3 874)
Paiements fondés sur des actions	-	-	275	-	-	-	275	-	275
Autocontrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments comptabilisés en capitaux propres	-	-	(236)	-	-	-	(236)	-	(236)
<b>Situation au</b>									
<b>31 décembre 2007</b>	29 903	44 539	116 199	294	(3 118)	(451)	187 366	191	187 557

**II.3.5 - NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2007**

<b>I. ENTITE PRÉSENTANT LES ÉTATS FINANCIERS</b>	p. 35
<b>II. BASE DE PRÉPARATION</b>	p. 35
<b>III. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES</b>	p. 35
<b>IV. NOTES SUR DES POSTES DU BILAN</b>	p. 45
IV.1 Modification du périmètre de consolidation	p. 45
IV.2 Immobilisations incorporelles	p. 46
IV.3 Immobilisations corporelles	p. 48
IV.4 Titres mis en équivalence	p. 49
IV.5 Actifs financiers	p. 50
IV.6 Impôts différés	p. 50
IV.7 Stocks	p. 51
IV.8 Clients et autres débiteurs	p. 52
IV.9 Autres actifs courants	p. 52
IV.10 Capitaux propres	p. 52
IV.11 Plans d'options d'achat d'actions et attribution d'actions gratuites	p. 53
IV.12 Emprunts et dettes financières, trésorerie et équivalents de trésorerie	p. 55
IV.13 Instruments financiers	p. 58
IV.14 Engagements de retraite et autres avantages	p. 65
IV.15 Provisions	p. 68
IV.16 Fournisseurs et autres créditeurs	p. 70
IV.17 Autres passifs	p. 70
IV.18 Impôts sur les bénéfices à récupérer et à payer	p. 70
<b>V. NOTES SUR DES POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT</b>	p. 71
V.1 Chiffre d'affaires	p. 71
V.2 Variation des stocks de produits finis et en-cours	p. 71
V.3 Achats consommés	p. 71
V.4 Frais de personnel	p. 71
V.5 (Dotations) Reprises de provisions pour risques et charges	p. 71
V.6 Autres produits et charges d'exploitation	p. 72
V.7 Autres produits et charges opérationnels	p. 73
V.8 Charges financières	p. 74
V.9 Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	p. 74
V.10 Impôt sur le résultat	p. 74
V.11 Résultat par action	p. 75
<b>VI. AUTRES INFORMATIONS</b>	p. 75
VI.1 Informations sectorielles	p. 75
VI.2 Parties liées	p. 76
VI.3 Engagements hors bilan	p. 77
VI.4 Événements postérieurs à la clôture	p. 78

## I. ENTITÉ PRÉSENTANT LES ÉTATS FINANCIERS

Gascogne SA est une entreprise domiciliée en France. Le siège social de la société est situé 650, avenue Pierre Benoit, 40990, Saint-Paul-lès-Dax. Les états financiers consolidés de Gascogne SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 comprennent la société consolidante et ses filiales (l'ensemble désigné comme le "Groupe") et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Les principales activités de Gascogne sont la transformation du bois, la production de papier, de sacs et de complexes et la distribution d'emballages.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, ainsi que états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les 6 mois écoulés au 30 juin 2007, sont disponibles sur demande au siège social ou sur [www.groupe-gascogne.com](http://www.groupe-gascogne.com)

## II. BASE DE PRÉPARATION

### II.1 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2007.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 22 février 2008.

### II.2 BASES D'ÉVALUATION

Les états financiers sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur et des passifs résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions évalués à la juste valeur.

Les méthodes et principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 31 décembre 2007 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 et 2006, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS d'application obligatoire pour les exercices à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Leur application n'a pas eu d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre à l'exception de la norme IFRS 7 : "Instruments financiers – informations à fournir" dont les conséquences ont été traduites dans la note IV.13 de l'annexe des comptes consolidés.

### II.3 MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de Gascogne. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

### II.4 RECOURS À DES ESTIMATIONS ET AUX JUGEMENTS

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêt des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent principalement sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des pertes de valeur d'actifs, des provisions.

## III. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Cette note détaille les principes comptables retenus par le Groupe, en accord avec les IFRS.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées de façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

### III.1 PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

#### III.1.1 MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques opérationnelles et financières d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les filiales dont le Groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

La mise en équivalence s'applique à toutes les entreprises associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée lorsque le pourcentage de droits de vote détenus est supérieur ou égal à 20 %.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Toutes les transactions et soldes intra groupe sont éliminés.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

## SITUATION FINANCIÈRE

### III.1.2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées par intégration globale :

Sociétés	Siège social	N° de SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<b>FINANCIER</b>				
Gasconne	40990 F-Saint Paul lès Dax	895750412		
Landes Opportunités	40990 F-Saint Paul lès Dax	421228701	100,00	100,00
Gasconne Deutschland	Wieda (Allemagne)	HRB54618	100,00	100,00
Gasconne United Kingdom	Workshop - (Royaume Uni)	2873736 (GB)	100,00	100,00
<b>Activité BOIS</b>				
Foresco	40210 F-Esource	388628166	100,00	99,69
Forestière de Gasconne	40210 F-Esource	323491662	100,00	99,81
Gasconne Wood	40210 F-Esource	487709198	99,62	99,62
Gasconne Imberty	24170 F-Belves	493479471	100,00	100,00
Gasconne Wood Products	40210 F-Esource	501719413	100,00	100,00
Allwood France	65300 F-Campistrou	349772624	100,00	100,00
Imberty Belgium	4020 Liège (Belgique)	BE-425608482	99,33	99,33
<b>Activité PAPIER</b>				
Gasconne Paper	40200 F-Mimizan	334612967	100,00	100,00
Papeteries de Gasconne GmbH	Münster (Allemagne)	HRB1009	100,00	100,00
Papeteries de Gasconne SL	Barcelone (Espagne)	29487F141B152448	100,00	100,00
Papeteries de Gasconne SPA	Milan (Italie)	M3090005/7762/5	51,00	51,00
Papeteries de Gasconne Benelux	Bussum (Pays bas)	31.024.261-GOOI EEMLAND	100,00	100,00
Gasconne Kraft Paper Inc.	Atlanta (USA)	CBP-2.953.531	100,00	100,00
Depland	87200 F-Saint Junien	760500587	100,00	100,00
<b>Activité SACS</b>				
Gasconne Sack	40200 F-Mimizan	493467989	100,00	100,00
Sachsa Verpackung	Wieda (Allemagne)	HRB 1200 55	100,00	100,00
Aigis	Athènes (Grèce)	13138/01AT/B/86/49	100,00	100,00
Grande Sacherie de Radès	Radès (Tunisie)	B0233542005	99,99	99,99
<b>Activités COMPLEXES</b>				
Gasconne Laminates France	40100 F-Dax	312757347	100,00	100,00
Gasconne Laminates Suisse	Martigny (Suisse)	CH-621.3.0001.891-1	100,00	100,00
Gasconne Laminates Deutschland	Düren (Allemagne)	HRB3891	100,00	100,00
Kris Duff Management	Sacramento (Cal. USA)	EIN 68-0416774	100,00	100,00
Mupa Emballages	40100 F-Dax	389613498	100,00	100,00
<b>Activités DISTRIBUTION</b>				
Cenpac	40100 F-Dax	652051830	100,00	100,00
Aquitaine Landes Industries	40100 F-Dax	421228545	100,00	100,00
Cenpac Distribution	40100 F-Dax	348498775	100,00	100,00

Sociétés consolidées par mise en équivalence :

Sociétés	Siège social	N° de SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<b>Activité BOIS</b>				
Scieries des Landes de Gasconne	40260 F-Lesperon	501611206	22,00	22,00
<b>Activités SACS</b>				
Sacchificio Veneto	Grezzana (Italie)	V4720	40,00	40,00

Il n'y a pas de société consolidée par intégration proportionnelle.

### III.2 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de Gascogne sont présentés suivant les principes de la norme IAS1 "Présentation des états financiers". Ils sont constitués du compte de résultat, du bilan, du tableau de variation des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et des notes annexes.

#### III.2.1 COMPTE DE RÉSULTAT

Le Groupe a opté pour la méthode de présentation des charges par nature qui consiste à regrouper les charges du compte de résultat selon leur nature.

#### III.2.2 BILAN

Les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à compter de l'arrêté des comptes de la période sont classés en courant. Les autres actifs et passifs sont classés en non courant.

#### III.2.3 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Le tableau de variation des capitaux propres présente :

- les variations résultant des transactions sur le capital et les distributions,
- le résultat net de l'exercice,
- les profits et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres,
- l'effet cumulé des changements de méthode comptables.

#### III.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'établissement du tableau de flux de trésorerie, le Groupe a opté pour la méthode indirecte suivant les dispositions de la norme IAS 7 "Tableau de flux de trésorerie". La méthode indirecte consiste à déterminer les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles en partant du résultat qui est ajusté :

- des transactions sans incidence sur la trésorerie,
- de tout report ou régularisation d'encaissements ou de décaissements opérationnels passés ou futurs,
- des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

### III.3. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IAS 14 "Information sectorielle", et compte tenu de l'organisation interne du Groupe en terme de management et de reporting, le Groupe a retenu le secteur d'activité comme secteur primaire et le secteur géographique comme secteur secondaire.

Le Groupe est organisé en 5 branches d'activité formant les secteurs primaires : le Bois, le Papier, les Sacs, les Complexes, et la Distribution. Le Groupe reconnaît 5 secteurs secondaires géographiques : la France, l'Europe (hors France), les Amériques, l'Afrique et la zone Asie Pacifique.

Les activités des principaux secteurs sont les suivantes :

- activité Bois : la production de bois d'œuvre et de trituration, parquets, lambris finis, moulures, panneaux, aménagement et accessoires,
- activité Papier : la fabrication de papier kraft naturel frictionné et kraft naturel pour sacs,
- activité Sacs : la production de sacs petite, moyenne et grande contenances,
- activité Complexes : la fabrication de complexes multicouches (standard ou renforcé), supports siliconés, papiers gommés, complexes auto-adhésifs,
- activité Distribution : la vente de tous moyens d'emballage, papier cadeau, papier alimentaire, adhésifs, etc.

L'information sectorielle du Groupe est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour établir et présenter les états financiers.

### III.4 MONNAIE ÉTRANGÈRE

#### III.4.1 TRANSACTIONS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

La comptabilisation et l'évaluation des opérations libellées en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères".

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de la clôture. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en pertes et profits de change dans le résultat financier.

#### III.4.2 LES ETATS FINANCIERS DES ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER

Les comptes des filiales étrangères du Groupe sont tenus dans leur monnaie fonctionnelle. Le bilan des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro est converti en euros au cours de clôture, sauf les capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Le compte de résultat est converti au cours approchant le cours à la date de transaction.

Le tableau de flux de trésorerie est converti au cours moyen, à l'exception de la trésorerie qui est convertie au cours de clôture.

Les différences de conversion du bilan sont enregistrées distinctement au poste "Écarts de conversion" dans les capitaux propres et comprennent l'incidence de la variation des taux de change sur les actifs et sur les passifs.

### III.5 COUVERTURES DE CHANGE OU DE TAUX

Le principe de couverture consiste à neutraliser l'effet économique d'une exposition à un risque particulier (risque de change, de taux, de crédit, ...) présent ou futur, en concluant un contrat dont l'exposition au même risque induit un effet économique opposé.

La couverture assure que les effets économiques de l'exposition au risque en question se compenseront en variant symétriquement.

#### III.5.1 DÉFINITION

La norme IAS 39 "Instruments financiers comptabilisation et évaluation" reconnaît trois catégories de couvertures possibles :

- la couverture de juste valeur : couverture de l'exposition d'un actif ou d'un passif ou d'un engagement ferme qui pourrait affecter le résultat,
- la couverture de flux de trésorerie : couverture d'un flux de trésorerie futur associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue qui pourrait affecter le résultat,
- la couverture d'un investissement net dans une entreprise étrangère.

#### III.5.2 ELIGIBILITÉ À LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

Pour qu'une opération de couverture soit éligible à la comptabilité de couverture, il faut que :

- il existe dès l'origine de la couverture une désignation et une documentation formalisée décrivant la relation de couverture et son objectif,
- la couverture soit évaluée et considérée comme "hautement efficace" durant toutes les périodes couvertes par les états financiers pour lesquels la couverture a été désignée,
- l'efficacité de la couverture puisse être mesurée de manière fiable,
- en ce qui concerne les couvertures de flux de trésorerie, une transaction faisant l'objet d'une couverture soit "hautement probable".

#### III.5.3 COMPTABILISATION DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur. Les sociétés concernées évaluent l'efficacité, ou l'inefficacité des instruments de couverture à compenser l'exposition de l'élément couvert aux variations de juste valeur ou de flux de trésorerie attribuables au risque couvert.

Les variations de juste valeur de ces instruments sont traitées suivant les modalités suivantes :

##### Couverture de juste valeur

Si la couverture est éligible à la comptabilité de couverture, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé en résultat. Par ailleurs le profit ou la perte de l'élément couvert est également comptabilisé en résultat.

##### Couverture des flux de trésorerie

Si la couverture est éligible à la comptabilité de couverture, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé comme suit :

- la partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres, jusqu'à la réalisation de la transaction, puis virée en résultat au dénouement de la transaction,
- la partie inefficace du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture est immédiatement comptabilisée en résultat.

##### Couverture d'un investissement net

La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger est comptabilisée comme un flux de trésorerie ; en conséquence :

- la partie du profit ou de la perte qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres,
- la partie inefficace est immédiatement comptabilisée en résultat.

### III.6 GOODWILL ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les normes applicables sont IAS 38 "Immobilisations incorporelles", IAS 36 "Dépréciation d'actifs" et IFRS 3 "Regroupements d'entreprises". Conformément à la norme IAS 38, seuls les éléments contrôlés par l'entreprise pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et dont le coût peut être déterminé de manière fiable, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Les immobilisations incorporelles comprennent les catégories suivantes : brevets et licences, logiciels, droits au bail, frais de développement de nouveaux produits ou de logiciels internes.

#### III.6.1 GOODWILL

Tous les regroupements d'entreprise sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

En application de la norme IFRS 3, "Regroupements d'entreprises", lors d'un regroupement d'entreprises, les actifs, les passifs et les passifs éventuels de la filiale sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les intérêts minoritaires sont évalués pour leur part dans les justes valeurs des actifs, passifs et passifs éventuels comptabilisés. La différence entre le coût d'acquisition des titres de la filiale et la quote-part du Groupe dans ses actifs nets évalués à leur juste valeur est comptabilisée en goodwill. Chaque goodwill est rattaché à une unité génératrice de trésorerie (UGT) du Groupe.

Conformément à la norme IFRS 3, les goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an. Les pertes de valeur de goodwill sont irréversibles. Le goodwill négatif résultant de l'acquisition est comptabilisé immédiatement en résultat.

### III.6.2 BREVETS ET LICENCES

Les brevets et licences sont amortis linéairement sur la durée de la période de leur protection juridique. Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité qui s'établit entre 1 et 10 ans.

### III.6.3 FRAIS DE DÉVELOPPEMENT

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de développement sont immobilisés dès que l'entreprise peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- sa capacité à vendre ou à utiliser l'immobilisation incorporelle,
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables,
- la disponibilité des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour réaliser le projet,
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de recherche et de développement qui ne satisfont pas les critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés, qui satisfont les critères ci-dessus, sont immobilisés à l'actif du bilan. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité.

Les dépenses ainsi portées à l'actif comprennent les coûts des matières, de la main d'œuvre directe et une quote-part appropriée des frais généraux.

Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

### III.6.4 DÉPENSES ULTÉRIEURES

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées si et seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

## III.7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", seuls les éléments contrôlés par l'entreprise, dont le coût peut être déterminé de façon fiable, pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et qui sont utilisés sur une durée supérieure à un exercice sont comptabilisés en immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont évalués en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par catégorie d'élément d'actif, sur la base du coût d'acquisition. Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations. En effet, la plupart des actifs industriels du Groupe sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Conformément à l'option offerte par IFRS 1, le Groupe a choisi de ne pas réévaluer à leur juste valeur les immobilisations corporelles dans le bilan d'ouverture, mais d'appliquer la méthode du coût historique amorti. Le Groupe a appliqué rétrospectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2004 la norme IAS 16 à l'ensemble de ses immobilisations corporelles, ce qui l'a conduit à revoir les durées d'utilité et à appliquer une approche par composants.

En application de la norme IAS 23 "Coûts d'emprunts", le Groupe a opté pour comptabiliser les intérêts des emprunts affectés à la construction et à l'acquisition des actifs corporels en charges financières. Ils ne sont donc pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Par ailleurs, le Groupe a analysé l'ensemble de ses processus industriels et a ainsi isolé parmi ses équipements industriels les composants majeurs devant faire l'objet d'un plan d'amortissement spécifique et dans ce cadre, les durées d'utilité effectives des actifs industriels ont été revues. Cette approche dite "par composant" a été également appliquée aux bâtiments.

Dans ce cadre, il n'y a plus lieu de constater de provisions pour gros entretien. Les grosses réparations sont désormais traitées comme un composant constitutif de la valeur de l'actif.

Les immobilisations sont amorties linéairement sur la durée d'utilité prévue pour chaque type de bien ou de composant. Les durées retenues sont :

Bâtiments	15 à 50 ans
Matériel et outillage	5 à 30 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans

### Coûts ultérieurs :

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

### III.8 CONTRATS DE LOCATION

Conformément à la norme IAS 17, les contrats de location sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du preneur. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple.

Les contrats de location-financement sont comptabilisés dans les immobilisations au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur en contrepartie d'une dette financière. Ces actifs sont amortis sur leur durée d'utilité attendue sur la même base que les actifs détenus ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant.

Les charges de loyers en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charge dans le compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

### III.9 DÉPRÉCIATION DES ACTIFS CORPORELS, INCORPORELS ET DES GOODWILL

Conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie et les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation à chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'elles ont pu perdre notablement de leur valeur. Les valeurs comptables des autres actifs : les immobilisations incorporelles à durées d'utilité définies – essentiellement les brevets et logiciels – ainsi que les immobilisations corporelles font également l'objet d'un test de dépréciation, lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur de ces immobilisations.

S'il existe un indice indiquant qu'un actif a pu perdre de sa valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement doit être estimée. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, on détermine la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient. Une UGT est définie comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT relatives à un actif ou à un groupe d'actifs doivent être identifiées de façon permanente d'un exercice à l'autre sauf si ce changement est justifié.

Le test de dépréciation consiste à déterminer si la valeur nette comptable de l'actif testé est inférieure à sa valeur recouvrable, cette valeur étant définie comme la plus élevée de la juste valeur nette des frais de cession et de la valeur d'utilité. Dans le cas où la valeur recouvrable de l'actif serait inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée sous forme de dépréciation pour la différence entre ces deux montants. Cette perte de valeur est enregistrée en "Autres produits et charges opérationnels" et est imputée en priorité aux goodwill. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définies (telles que brevets ou logiciels) sont réversibles et peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient supérieure à la valeur nette comptable (dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée). Les pertes de valeur relatives aux goodwill sont irréversibles. Après imputation sur le goodwill, les pertes de valeurs résiduelles s'imputent sur la valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Cette imputation a pour effet de diminuer la base amortissable et donc de réduire le montant de la dotation aux amortissements des exercices suivants.

En l'absence de juste valeur résultant de prix constatés sur un marché, la valeur recouvrable des actifs est déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur cession. En pratique cette valeur d'utilité est déterminée comme étant la somme des flux de trésorerie futurs actualisés générés par l'actif testé, avec prise en compte d'une valeur terminale basée sur un taux de croissance à long terme de ces flux de trésorerie. Les projections sont basées sur une durée de 5 ans et résultent des "business plans" construits sur les hypothèses économiques et les conditions prévisionnelles retenues par la Direction.

### III.10 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation" et par la norme IAS 32 "Instruments financiers : Informations à fournir et présentation".

Les actifs financiers comprennent les actifs de transaction, les instruments dérivés actifs, les prêts et créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les titres des sociétés non consolidées sont évalués à leur juste valeur.



**Trésorerie et équivalents de trésorerie :**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les SICAV monétaires qui constituent un placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les comptes bancaires qui font l'objet de restrictions (tels que les comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays (contrôle de change, etc...) sont exclus de la trésorerie du bilan et des flux de trésorerie. Ils sont classés en actifs non courants.

En cas de perte durable de valeur, une perte de valeur est constatée si la valeur comptable est supérieure à la juste valeur, celle-ci étant déterminée en tenant compte des perspectives de développement à moyen terme. La perte de valeur est comptabilisée en résultat sous forme de provision.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les instruments dérivés passifs.

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, les instruments dérivés (actif et passif) à leur juste valeur.

**III.11 ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS**

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs est considéré et classé comme "Actif non courant destiné à être cédé" dans la mesure où sa valeur comptable sera recouvrée principalement, non pas par son utilisation continue mais par le biais d'une vente. Pour qu'un actif soit éligible à la catégorie "Actif non courant destiné à être cédé", il doit être effectivement disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs dès lors que leur valeur est significative. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession.

**III.12 ACTIONS PROPRES**

Les actions propres qui sont les titres d'autocontrôle possédées par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition et viennent en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement aux capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

**III.13 PROVISIONS**

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente pour le Groupe.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe devra supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est fournie en annexe.

**Les passifs éventuels correspondent à :**

- des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs et incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entreprise,
- des obligations actuelles résultant d'éléments passés mais qui ne sont pas comptabilisées dans la mesure où il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et le montant de l'obligation ne peut pas être évalué de manière fiable.

Dans le cas de restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution avant la date de la clôture.

Lorsque l'entreprise dispose d'un échéancier fiable, les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

**III.14 STOCKS**

Les stocks sont évalués à leur coût de revient en utilisant la méthode du coût moyen pondéré ou à leur valeur nette probable de réalisation si celle-ci est inférieure. Si la valeur nette probable de réalisation des stocks est inférieure à leur coût de revient, ce montant est ramené à la valeur nette probable de réalisation par le biais d'une dépréciation des stocks. Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks de produits finis et d'encours de production ne comprennent que les coûts liés à la production. Aucune charge d'intérêt n'est capitalisée.

### III.15 AVANTAGES AU PERSONNEL

Il s'agit principalement des engagements de retraites – à prestations définies ou à cotisations définies –, des indemnités de fin de carrière et des médailles du travail.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations et la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19 "Avantages au personnel", les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Ces calculs actuariels intègrent différentes hypothèses pour chaque entité (en France et à l'étranger) et en considérant leur contexte macro-économique et social :

- tables de mortalité,
- âges de départ à la retraite,
- taux de progression des salaires et de rotation du personnel,
- taux de rendement des actifs de couverture, le cas échéant,
- taux d'actualisation.

Les écarts actuariels comprennent :

- des ajustements liés à l'expérience (différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit),
- des ajustements résultant de changements d'hypothèses actuarielles.

Les calculs actuariels des avantages postérieurs à l'emploi sont effectués par un actuaire indépendant et sont comptabilisés de la manière suivante :

#### > Au bilan

Le montant comptabilisé au passif au titre des prestations définies apparaît au passif sous la rubrique "Engagements de retraites et autres avantages" et est égal à :

- la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de la clôture,
- diminuée de la juste valeur, à la date de la clôture, des actifs du régime utilisés directement pour payer ou financer les obligations,
- diminuée des coûts des services passés non encore comptabilisés et des paiements effectués.

#### > Au compte de résultat

Le montant comptabilisé en charges ou en produits apparaît sous la rubrique "(Dotation) reprise de provisions" et est le montant total net des éléments suivants :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice ou les droits acquis au cours de l'exercice,
- le coût financier qui résulte de l'actualisation,
- le rendement attendu des actifs du régime,
- les écarts actuariels,
- le coût des services passés et les pertes ou profits résultant de toute réduction ou liquidation de régime.

La société n'a pas opté pour la méthode du corridor et la totalité des écarts actuariels est comptabilisée en compte de résultat.

### III.16 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Conformément à la norme IFRS 2 " Paiements fondés sur des actions", la juste valeur des options d'achats et de souscription d'actions, de même que toute offre réservée aux salariés portant sur des actions du Groupe sont évaluées à la date de l'octroi. Ainsi, en est-il également pour les attributions d'actions gratuites.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est fonction du prix d'exercice de l'option, de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue, des dividendes attendus et du taux d'intérêt sans risque sur la durée de vie de l'option. Cette valeur est comptabilisée en charge de personnel, étalée linéairement sur la période allant de la date de l'octroi à la fin de la période d'acquisition des droits avec une contrepartie en capitaux propres, pour les plans dénoués en actions et en dette vis à vis du personnel, pour les plans dénoués en trésorerie. Les options sur actions du Groupe n'étant pas cotées, leur prix est évalué par un expert financier indépendant en utilisant la méthode de Black & Scholes.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2 :

- seuls les plans d'options d'achat d'actions octroyés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel,
- le coût total du plan d'attribution d'actions gratuites est évalué et comptabilisé en charges de personnel, avec un étalement sur la période d'acquisition.

### III.17 ECARTS DE CONVERSION

Suivant la norme IFRS1, les écarts de conversion figurant au bilan ont été remis à zéro au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Ultérieurement, les écarts de change résultant du règlement d'éléments monétaires ou de la présentation d'éléments non monétaires d'une entreprise à des cours différents de ceux utilisés pour les comptabiliser initialement au cours de l'exercice ou pour les présenter dans des états financiers antérieurs sont comptabilisés en produits et charges de l'exercice. Cependant les écarts de change relatifs à un élément monétaire qui en substance fait partie intégrante de l'investissement net dans une entité étrangère sont inscrits dans les capitaux propres du Groupe jusqu'à la sortie de cet investissement.

Ces écarts concernent essentiellement Gascogne Laminates Switzerland, filiale suisse considérée comme "entité étrangère" du Groupe au sens de la norme IAS 21 "Effet des variations de cours des monnaies étrangères".

### III.18 CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de déchets, les ventes de marchandises et les frais de transport facturés. Conformément à la norme IAS 18 "Produit des activités ordinaires" un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'ensemble des conditions suivantes est réalisé :

- l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages inhérents à la propriété des biens,
- l'entreprise a cessé d'être impliquée dans la gestion du bien ou service vendu,
- le montant des produits peut être évalué d'une manière fiable,
- il est probable que des avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise,
- les coûts encourus ou à encourir concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Dans le cas d'accords prévoyant une acceptation formelle des biens ou services reçus par le client, le chiffre d'affaires est en principe différé jusqu'à la date d'acceptation. Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Il est comptabilisé net, après les éventuels escomptes, rabais et ristournes offerts au client.

### III.19 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels correspondent aux charges et produits hors gestion courante du Groupe. Ils se caractérisent essentiellement par leur nature inhabituelle et par leur montant significatif.

Ces autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments suivants :

- le résultat des cessions d'immobilisations,
- les pertes ou reprises de valeur des immobilisations corporelles, incorporelles et goodwill résultant des tests de dépréciation prescrits par la norme IAS 36,
- les provisions ou dépenses de réorganisation et de restructuration.

### III.20 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le résultat opérationnel correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte du résultat financier, des impôts et de la part des minoritaires.

### III.21 RÉSULTAT FINANCIER NET

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat (voir méthode comptable décrite en note III.5).

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat dès que le Groupe acquiert le droit à percevoir les paiements. La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location financement est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

### III.22 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés sont calculés sur les différences temporelles existant entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués selon la méthode du report variable, c'est à dire en utilisant le taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et de la réglementation fiscale qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- Le goodwill non déductible fiscalement,
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,
- Différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

## SITUATION FINANCIÈRE

Conformément à la norme IAS 12 "Impôt sur le résultat", le Groupe présente les impôts différés dans le bilan consolidé séparément des autres actifs et passifs. Des actifs d'impôt différé sont inscrits au bilan dans la mesure où il est probable qu'ils pourront être récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs dans le cadre de l'intégration fiscale du Groupe,
- historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de régler sur la base de leur montant net.

### III.23 RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé suivant les principes de la norme IAS 33 "Résultat par action".

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action correspond au rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par Gascogne SA (autodétention) qui sont déduites des capitaux propres et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription et d'achat d'actions et les attributions gratuites d'actions.

Le nombre moyen pondéré d'actions dilué est calculé selon la méthode de calcul du rachat d'actions prévu par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix moyen du marché sur la période de référence. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

### III.24 COMPTABILISATION DES SUBVENTIONS PUBLIQUES REÇUES

Les subventions reçues sont exclusivement des subventions d'investissement et sont classées en "Autres passifs" (courants et non courants). Elles sont ensuite extournées en "Autres produits et charges d'exploitation" en étalant linéairement leur montant sur la durée d'utilité de l'immobilisation concernée.

### III.25 COMPTABILISATION DES QUOTAS D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE

Dans la branche Papier, le Groupe s'est vu attribuer un quota d'émission de gaz à effet de serre.

Dans l'attente d'un amendement de norme et/ou d'interprétation définitive publiée par l'IASB/IFRIC, le Groupe a opté pour la comptabilisation d'un actif incorporel et d'une subvention publique évalués pour leur montant initial à la valeur de marché.

Au fur et à mesure des émissions de gaz, le Groupe constate un passif correspondant aux quotas d'émission à restituer à l'Etat. Ce passif est comptabilisé par la contrepartie d'une charge représentative des émissions de gaz constatées au cours de la période.

Ce passif est évalué sur la base de la valeur d'entrée des quotas alloués qui sont détenus à la clôture ou, le cas échéant, pour la partie excédant les quotas détenus, à la valeur de marché à la clôture de la période.

Le poste de subvention publique initialement mouvementé lors de la délivrance des quotas par l'Etat est repris à hauteur du passif constaté par la contrepartie d'un produit.

A la date de clôture, un test de dépréciation est réalisé sur les quotas d'émission figurant à l'actif. Lorsqu'une provision pour dépréciation à l'actif est comptabilisée, la subvention publique figurant au passif est reprise pour le même montant. Ainsi l'impact net sur le résultat est nul.

Les produits de cession de quotas d'émission sont enregistrés en autres produits.

Les achats de quotas d'émission sur le marché sont enregistrés en autres charges.

Une provision est comptabilisée s'il est probable que le Groupe aura des émissions réelles supérieures au nombre de quotas détenus.

Au 31 décembre 2007, aucun impact net n'a été enregistré au compte de résultat. Les mouvements ayant affectés les quotas sont repris dans la note IV.2 (Immobilisations incorporelles). Par ailleurs à cette date, les estimations d'émissions sont inférieures aux droits alloués à ce jour.

## IV. NOTES SUR DES POSTES DU BILAN

### IV.1 MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

#### Entrée de périmètre

Gascogne United Kingdom (Gascogne UK), filiale détenue à 100 % par Gascogne, est une société de commercialisation créée pour assurer le suivi de la commercialisation des produits du Groupe au Royaume Uni et en Irlande.

Gascogne Wood Products, filiale créée par Gascogne et détenue à 100 %, a pour objet d'absorber par fusion le 31 janvier 2008 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2008 les sociétés Gascogne Wood et Gascogne Imberty.

Les Scieries des Landes de Gascogne (S.L.G.) est une filiale de Gascogne Wood détenue à 22 %. Créée conjointement avec la société Arnaud SA qui en détient 78 %, S.L.G. est située dans les Landes et a pour objet la transformation du bois. L'activité de cette société n'ayant débuté qu'en décembre 2007, l'impact sur les comptes du Groupe n'est pas significatif.

Le Groupe a pris le contrôle de la société Kris Duff Management (KDM) en date du 1<sup>er</sup> septembre 2007. L'objet de cette société est la prise en charge de la commercialisation des produits de Gascogne Laminates pour l'Amérique du Nord.

Les actifs et passifs qui ont été acquis au cours de l'exercice 2007, évalués en juste valeur à leur date d'entrée dans le Groupe, sont analysés ci-après et rapprochés avec les flux de trésorerie de l'acquisition pour déterminer le goodwill :

(en milliers d'euros)	Comptes sociaux	Ajustements de juste valeur et intercos éliminés	Actifs et passifs acquis en juste valeur
Actifs et passifs identifiables	30	-	30
Part du Groupe dans les actifs et les passifs identifiables	-	-	30
Goodwill	-	-	933
Contrepartie acquittée (*)	-	-	963
Trésorerie acquise	-	-	32
<b>Sortie de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>995</b>

(\*) incluant des honoraires pour 67 k€.

La comptabilisation de l'acquisition de la société KDM a été effectuée sur une base provisoire. Une analyse est en cours pour définir la juste valeur des actifs corporels et incorporels acquis, des passifs et passifs éventuels assumés et affecter une partie du goodwill provisoire indiqué ci-dessus.

Ce goodwill relatif à KDM n'a donc pas été affecté à la clôture aux actifs correspondants conformément à la possibilité offerte par IFRS 3 qui permet d'ajuster rétrospectivement la comptabilisation initiale dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition soit le 31 août 2008.

#### Sortie de périmètre

Des fusions internes sont intervenues entre sociétés du Groupe au 31 janvier 2007 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

- Quatre sociétés du groupe Imberty, respectivement Imberty SA, Imberty SARL, Imberty Services et Distribution et Charbon de Bois Le Périgord, ont été absorbées au sein d'une société unique Gascogne Imberty ;
- Les sociétés Gascogne Emballage et Chupin Emballage ont été absorbées au sein d'une société unique Gascogne Sack ;
- Suite à sa liquidation, la société hollandaise Sopal BV a été déconsolidée au 31 décembre 2007.

## IV.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Tableau des immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Goodwills	Frais de développements, brevets acquis	Logiciels et développements progiciels	Autres immobilisations incorporelles	Ajustements amortissements liés à IAS36	Dépréciations d'actifs incorporels	Total
<b>Valeur Brute</b>							
au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	39 485	2 747	3 744	2 930	-	-	48 906
Entrée de périmètre	6 597	-	108	-	-	-	6 705
Acquisitions	-	112	240	409	-	-	761
Cessions	-	-	(88)	-	-	-	(88)
Ecart de conversion	(175)	-	-	-	-	-	(175)
Autres	(16)	46	44	(609)	-	-	(535)
<b>Valeur Brute</b>							
au 31 décembre 2006	45 891	2 905	4 048	2 730	-	-	55 574
<b>Valeur Brute</b>							
au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	45 891	2 905	4 048	2 730	-	-	55 574
Entrée de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	932	131	837	578	-	-	2 478
Cessions	-	(1)	(89)	(813)	-	-	(903)
Ecart de conversion	(120)	-	-	-	-	-	(120)
Autres	-	(8)	671	6 721	-	-	7 384
<b>Valeur Brute</b>							
au 31 décembre 2007	46 703	3 027	5 467	9 216	-	-	64 413
<b>Amortissements cumulés</b>							
au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	(16 449)	(2 554)	(2 406)	(1 034)	34	(291)	(22 700)
Entrée de périmètre	16	-	(34)	-	-	-	(18)
Dotations aux amortissements	-	(270)	(266)	(52)	-	-	(588)
Diminutions d'amortissements	-	-	88	-	-	-	88
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	(24)	(2)	23	-	-	(3)
<b>Amortissements cumulés</b>							
au 31 décembre 2006	(16 433)	(2 848)	(2 620)	(1 063)	34	(291)	(23 221)
<b>Amortissements cumulés</b>							
au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	(16 433)	(2 848)	(2 620)	(1 063)	34	(291)	(23 221)
Entrée de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements	-	(149)	(622)	(36)	-	-	(807)
Diminutions d'amortissements	-	-	89	762	-	-	851
Dépréciations des actifs incorporels	(353)	-	-	-	-	-	(353)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	(62)	218	(120)	(612)	-	-	(576)
<b>Amortissements cumulés</b>							
au 31 décembre 2007	(16 848)	(2 779)	(3 273)	(949)	34	(291)	(24 106)
<b>Valeur Nette</b>							
au 31 décembre 2006	29 458	57	1 428	1 667	34	(291)	32 353
<b>Valeur Nette</b>							
au 31 décembre 2007	29 855	248	2 194	8 267	34	(291)	40 307

La principale variation des immobilisations incorporelles est liée à l'attribution des nouveaux quotas d'émission de gaz à effet de serre, dont la variation dans l'exercice est la suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2006	Attribution 2008-2012	Restitution	Autres	Exercice 2007
Valeur brute	1 130	7 606	(477)	(66)	8 193
Dépréciation	-	-	-	(585)	(585)
<b>Montant en fin de période</b>	<b>1 130</b>	<b>7 606</b>	<b>(477)</b>	<b>(651)</b>	<b>7 608</b>

Comme décrit au paragraphe "Principes comptables et méthodes d'évaluation", le Groupe a opté pour la comptabilisation d'un actif incorporel et d'une subvention publique évalués pour leur montant initial à la valeur de marché.

A la clôture de l'exercice 2007, l'attribution reçue en 2005 pour la période 2005-2007, dont le montant d'origine était de 1 652 K€, représente un solde de 2 k€, suite notamment à une dépréciation de 585 k€ liée à une baisse de valeur de la tonne. Au passif, la subvention publique a été reprise pour le même montant.

L'attribution reçue en 2007 concernant la période 2008-2012 s'élève à 7 606 K€. La contrepartie figure au passif dans les autres passifs non courants et courants (cf note IV.17).

Le détail des goodwills nets par unité génératrice de trésorerie est donné dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Exercice 2006	Variation de périmètre	Perte de valeur	Autres	Exercice 2007
UGT BOIS	6 598	-	-	-	6 598
UGT Aigis	1 323	-	-	-	1 323
UGT GSR	2 682	-	-	(121)	2 561
UGT COMPLEXES (*)	415	933	(353)	(62)	933
UGT DISTRIBUTION	18 440	-	-	-	18 440
<b>Montant en fin de période</b>	<b>29 458</b>	<b>933</b>	<b>(353)</b>	<b>(183)</b>	<b>29 855</b>

(\*) Activité Complexes hors Gascogne Laminates Switzerland.

**IV.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
**IV.3.1 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

(en milliers d'euros)	Terrains	Construction	Matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Ajustements amortissements liés à IAS36	Dépréciations d'actifs corporels	Total
<b>Valeur Brute</b>								
au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	15 411	88 738	381 966	24 303	590	-	-	511 008
Entrée de périmètre	36	3 529	7 196	1 061	222	-	-	12 044
Acquisitions	33	1 679	7 087	3 746	8 945	-	-	21 490
Cessions	(837)	(2 564)	(14 573)	(3 184)	-	-	-	(21 158)
Ecart de conversion	(24)	(215)	(506)	(80)	-	-	-	(825)
Autres	-	426	2 834	(463)	(2 350)	-	-	447
<b>Valeur Brute</b>								
au 31 décembre 2006	14 619	91 593	384 004	25 383	7 407	-	-	523 006
<b>Valeur Brute</b>								
au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	14 619	91 593	384 004	25 383	7 407	-	-	523 006
Entrée de périmètre	32	80	-	48	-	-	-	160
Acquisitions	10	2 020	8 911	3 430	7 047	-	-	21 418
Cessions	(125)	(1 536)	(3 359)	(5 286)	-	-	-	(10 306)
Ecart de conversion	(20)	(191)	(441)	(74)	(5)	-	-	(731)
Autres	62	2 170	10 830	(545)	(11 240)	-	-	1 277
<b>Valeur Brute</b>								
au 31 décembre 2007	14 578	94 136	399 945	22 956	3 209	-	-	534 824
<b>Amortissements cumulés</b>								
au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	(2 023)	(38 592)	(233 967)	(16 310)	-	13 052	(74 831)	(352 671)
Entrée de périmètre	-	(1 464)	(3 481)	(596)	-	-	-	(5 541)
Dotations aux amortissements	(216)	(2 988)	(18 259)	(2 966)	(21)	5 776	-	(18 674)
Diminutions d'amortissements	13	1 895	13 284	2 717	-	-	-	17 909
Dépréciations des actifs corporels	-	-	-	-	-	-	7 156	7 156
Ecart de conversion	-	44	408	63	-	-	-	515
Autres mouvements	(55)	(82)	(76)	204	21	-	-	12
<b>Amortissements cumulés</b>								
au 31 décembre 2006	(2 281)	(41 187)	(242 091)	(16 888)	-	18 828	(67 675)	(351 294)
<b>Amortissements cumulés</b>								
au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	(2 281)	(41 187)	(242 091)	(16 888)	-	18 828	(67 675)	(351 294)
Entrée de périmètre	-	-	(198)	-	-	-	-	(198)
Dotations aux amortissements	(215)	(3 215)	(17 444)	(3 757)	-	5 216	-	(19 415)
Diminutions d'amortissements	116	1 346	3 255	4 793	-	-	-	9 510
Dépréciations des actifs corporels	-	-	-	-	-	-	10 848	10 848
Ecart de conversion	-	44	383	61	-	-	-	488
Autres mouvements	-	(12)	1 475	(1 463)	-	-	-	-
<b>Amortissements cumulés</b>								
au 31 décembre 2007	(2 380)	(43 024)	(254 620)	(17 254)	-	24 044	(56 827)	(350 061)
<b>Valeur Nette</b>								
au 31 décembre 2006	12 338	50 406	141 913	8 495	7 407	18 828	(67 675)	171 712
<b>Valeur Nette</b>								
au 31 décembre 2007	12 198	51 112	145 325	5 702	3 209	24 044	(56 827)	184 763



## IV.3.2 - CONTRATS DE LOCATION

## &gt; Location-financements

Les retraitements liés aux location-financements sont repris dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur Brute au 31 décembre 2005	-	1 147	2 304	4 628	7 247	15 326
Amortissements et provisions	-	-	(454)	(3 621)	(3 356)	(7 431)
<b>Valeur Nette au 31 décembre 2005</b>	-	<b>1 147</b>	<b>1 850</b>	<b>1 007</b>	<b>3 891</b>	<b>7 895</b>
Valeur Brute au 31 décembre 2006	-	1 147	2 304	5 503	8 215	17 169
Amortissements et provisions	-	(40)	(515)	(4 234)	(3 424)	(8 213)
<b>Valeur Nette au 31 décembre 2006</b>	-	<b>1 107</b>	<b>1 789</b>	<b>1 269</b>	<b>4 791</b>	<b>8 956</b>
Valeur Brute au 31 décembre 2007	269	1 147	2 304	5 856	6 622	16 198
Amortissements et provisions	(78)	(40)	(577)	(3 072)	(3 602)	(7 369)
<b>Valeur Nette au 31 décembre 2007</b>	<b>191</b>	<b>1 107</b>	<b>1 727</b>	<b>2 784</b>	<b>3 020</b>	<b>8 829</b>

## &gt; Paiements futurs minimaux

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
A moins d'un an	2 548	2 063	2 274
De deux à cinq ans	4 231	4 384	3 623
A plus de cinq ans	178	295	90
<b>Total</b>	<b>6 957</b>	<b>6 742</b>	<b>5 987</b>

## &gt; Locations simples

Les loyers futurs minimums relatifs aux contrats de location simple, c'est à dire hors loyers de location-financement activés, se ventilent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
A moins d'un an	3 204	3 057	2 733
De deux à cinq ans	9 329	8 274	5 365
A plus de cinq ans	4 945	3 848	1 013
<b>Total</b>	<b>17 478</b>	<b>15 179</b>	<b>9 111</b>

Le montant des paiements au titre des locations simples enregistrées en charge de l'exercice s'établit à 4 710 K€.

## IV.4 TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

## Valeur d'équivalence

(en milliers d'euros)	Scieries des Landes de Gascogne	Sacchificio Veneto	United Flexibles	Total
Pourcentage de détention	22 %	40 %	25 %	-
<b>Valeur d'équivalence au 31 décembre 2005</b>	-	<b>2 444</b>	<b>40</b>	<b>2 484</b>
Résultat	-	72	(3)	69
Dividendes	-	(20)	-	(20)
Sortie de périmètre	-	-	(37)	(37)
<b>Valeur d'équivalence au 31 décembre 2006</b>	-	<b>2 496</b>	-	<b>2 496</b>
Résultat	(16)	(35)	-	(51)
Dividendes	-	(20)	-	(20)
Entrée de périmètre	99	-	-	99
<b>Valeur d'équivalence au 31 décembre 2007</b>	<b>83</b>	<b>2 441</b>	-	<b>2 524</b>

## SITUATION FINANCIÈRE

### Informations financières résumées des états sociaux des sociétés mises en équivalence (à 100 %)

(en milliers d'euros)	Exercice 2007		Exercice 2006		Exercice 2005	
	Scieries des Landes de Gascogne <sup>(*)</sup>	Sacchificio Veneto <sup>(*)</sup>	United Flexibles	Sacchificio Veneto	United Flexibles	Sacchificio Veneto
Total bilan	762	9 998	4 837	8 701	5 009	9 791
Capitaux propres	410	3 485	148	3 623	156	4 419
Chiffre d'affaires	-	15 215	28 831	13 751	22 727	13 569
<b>Résultat net</b>	<b>(40)</b>	<b>(88)</b>	<b>(8)</b>	<b>178</b>	<b>11</b>	<b>331</b>

(\*) Non audité

La société Les Scieries des Landes de Gascogne (S.L.G.), entrée récemment dans le périmètre de consolidation du Groupe, n'a pas engagé de transaction significative avec le Groupe au cours de l'exercice.

Sacchificio Veneto, sacherie implantée au nord de l'Italie, s'est approvisionnée en papier auprès du Groupe au cours de l'exercice.

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (sociétés mises en équivalence), ainsi que les créances vis-à-vis de ces dernières, sont reprises ci-après :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
<b>Bilan</b>			
Clients et autres débiteurs	377	2 244	1 914
Fournisseurs et autres créditeurs	-	-	-
<b>Compte de résultat</b>			
Chiffre d'affaires	1 024	9 029	8 942
Achats	-	113	135

## IV.5 ACTIFS FINANCIERS

### Actifs financiers non courants et courants

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
<b>Actifs financiers non courants</b>			
Actifs de transitions	62	59	139
Prêts (part à long terme)	1 836	1 817	1 798
Autres	775	868	694
<b>Total des actifs financiers non courants</b>	<b>2 673</b>	<b>2 744</b>	<b>2 631</b>
<b>Actifs financiers courants</b>			
Prêts (part à court terme)	42	41	41
Dérivés de taux - Dérivés de change	724	406	383
<b>Total des actifs financiers courants</b>	<b>766</b>	<b>447</b>	<b>424</b>
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>3 439</b>	<b>3 191</b>	<b>3 055</b>

Les Prêts sont principalement représentés par les prêts à la construction dont le montant s'élève à 1 776 K€.

La rubrique "Autres" comprend les dépôts de garantie et cautions pour 720 K€.

Les dérivés de taux et de change sont représentatifs des Instruments financiers (cf note IV.13).

## IV.6 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés actifs ont été reconnus compte tenu de leur recouvrabilité. Le principal pays concerné est la France.

### Tableau des impôts différés au bilan

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Impôts différés actifs	1 665	1 560	1 740
Impôts différés passifs	(11 294)	(9 463)	(2 846)
<b>Impôts différés actifs (passifs) nets</b>	<b>(9 629)</b>	<b>(7 903)</b>	<b>(1 106)</b>

## Variation des impôts différés

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Montant en début de période	(7 903)	(1 106)	(3 683)
Impact sur les réserves	(103)	(1 800)	231
Impact sur les résultats	(1 581)	(4 948)	2 357
Impact des écarts de change	(42)	(49)	(11)
<b>Montant en fin de période</b>	<b>(9 629)</b>	<b>(7 903)</b>	<b>(1 106)</b>

## Sources des principales variations des impôts différés

(en milliers d'euros)	Exercice 2006	Réserves	Résultat	Autres	Exercice 2007
Décalages fiscaux	2 526	-	(185)	-	2 341
Activation des déficits fiscaux	23	-	(23)	-	-
Provisions règlementées	(6 336)	-	1 037	-	(5 299)
Autres	298	-	498	(38)	758
IAS 01 Présentation des états financiers	5	-	(4)	-	1
IAS 02 Stocks	(88)	-	16	(5)	(77)
IAS 16 Immobilisations corporelles	(31 681)	-	1 139	1	(30 541)
IAS 17 Contrats de location	(715)	-	117	-	(598)
IAS 18 Produits des activités ordinaires	49	-	(15)	-	34
IAS 19 Avantages au personnel	4 164	110	(222)	-	4 052
IAS 20-Comptabilisat.subventions publiques	1 043	-	(104)	-	939
IAS 21 Effets variat.monnaies étrangères	(36)	-	3	-	(33)
IAS 36 - Dépréciation d'actifs	23 402	-	(3 735)	-	19 667
IAS 37 Provis. passifs éventuels (PGR)	(471)	-	(16)	-	(487)
IAS 32 et 39 Instruments financiers: comptabilisation et présentation	(28)	(213)	11	-	(230)
IFRS 2 - Stock options	(58)	-	(98)	-	(156)
<b>Total</b>	<b>(7 903)</b>	<b>(103)</b>	<b>(1 581)</b>	<b>(42)</b>	<b>(9 629)</b>

## IV.7 STOCKS

## Valeur nette des stocks

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Matières premières et approvisionnements	42 484	43 935	38 210
En cours de production : biens	17 523	17 594	12 782
Produits intermédiaires et finis	54 620	47 778	42 261
Marchandises	17 012	14 406	12 347
<b>Total des stocks</b>	<b>131 639</b>	<b>123 713</b>	<b>105 600</b>

## Variation des dépréciations des stocks

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Dotations de l'exercice	(4 512)	(3 187)	(3 471)
Reprises de l'exercice	3 198	3 009	2 751
<b>(Dotations) Reprises sur dépréciations des stocks</b>	<b>(1 314)</b>	<b>(178)</b>	<b>(720)</b>

Les reprises de provisions au cours de l'exercice résultent essentiellement de sorties de stocks dépréciés à la clôture de l'exercice précédent.

### IV.8 CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

#### Valeur nette des clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Clients et comptes rattachés	147 510	145 161	144 939
Créances à recevoir des parties liées	377	2 244	1 914
Paievements d'avance	1 655	767	66
Autres montants d'exploitation	14 165	15 023	13 798
<b>Total clients et autres débiteurs</b>	<b>163 707</b>	<b>163 195</b>	<b>160 717</b>

#### Variation des dépréciations des comptes clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Dotations de l'exercice	(1 252)	(514)	(1 400)
Reprises de l'exercice	656	1 081	977
<b>(Dotations) Reprises sur dépréciations des créances</b>	<b>(596)</b>	<b>567</b>	<b>(423)</b>

### IV.9 AUTRES ACTIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Créances sur immobilisations	200	222	-
Créances diverses	292	211	276
<b>Total des autres actifs courants</b>	<b>492</b>	<b>433</b>	<b>276</b>

### IV.10 CAPITAUX PROPRES

#### IV.10.1 - COMPOSITION DU CAPITAL

Au 31 décembre 2007, le capital est constitué de 1 993 538 actions dont la valeur nominale s'établit à 15 €.

Toutes les actions sont entièrement libérées.

La variation du capital est la suivante :

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Total	Nombre de titres (action)
<b>Total au 31 décembre 2006</b>	<b>29 256</b>	<b>42 342</b>	<b>71 598</b>	<b>1 950 378</b>
Stock options exercés	647	2 197	2 844	43 160
<b>Total au 31 décembre 2007</b>	<b>29 903</b>	<b>44 539</b>	<b>74 442</b>	<b>1 993 538</b>

#### IV.10.2. ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE

Les actions auto-détenues font l'objet d'un retraitement explicité dans la note III.12.

Au 31 décembre 2007, le nombre d'actions auto-détenues par Gascogne SA s'élève à 41 818 actions, représentant 2,14 % du capital.

Il n'y a pas eu d'acquisition ou de cession d'actions d'autocontrôle en 2007.

#### IV.10.3 - DISTRIBUTIONS

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 5 juin 2007 a décidé une distribution de dividendes de 2 € par action, soit 3 901 K€. Compte tenu de l'autocontrôle, la distribution effective s'est élevée à 3 874 K€.

Une distribution de dividendes de 3,00 € par action, soit 5 982 K€ sera proposée à l'Assemblée Générale du 19 mai 2008.

## IV.10.4 - ECART DE CONVERSION

Le tableau ci-dessous détaille les écarts de conversion inscrits en capitaux propres :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Montant en début de période	(299)	7	57
Gascogne Laminates Switzerland	33	(47)	(40)
GSR	(200)	(284)	-
Autres	15	25	(10)
<b>Montant en fin de période</b>	<b>(451)</b>	<b>(299)</b>	<b>7</b>

## IV.11 PLAN D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

## Options d'achat d'actions

Gascogne SA a consenti plusieurs plans d'options d'achat d'actions. Ces plans permettent à leurs bénéficiaires d'acheter un nombre fixe d'actions à un prix déterminé au cours d'une période donnée. Les options consenties par les plans peuvent être en général exercées entre 4 et 5 ans après la date d'attribution et expirent entre 3 et 5 ans après la date d'exercice. Les actions attribuées par le biais de ces plans ne peuvent en général pas être vendues avant une période de 4 à 5 ans suivant leur date d'attribution.

## Attribution d'actions gratuites

Conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale du 12 juin 2006, le Conseil d'Administration a décidé de procéder à l'attribution d'actions gratuites dans la limite de 3 % du capital social.

Dans ses séances du 22 juin 2006, 22 septembre 2006 et 5 juin 2007, le Conseil d'Administration a fixé les conditions et les critères d'attribution d'actions gratuites pour onze dirigeants sur un nombre maximum autorisé de 12 bénéficiaires :

- obligation d'investir immédiatement en actions Gascogne SA,
- objectifs de résultats à fin 2007 et fin 2008 portant sur l'EBITDA après financement des investissements,
- obligation de conserver les actions obtenues pendant deux ans.

Afin d'éviter la dilution du capital, les attributions sont limitées à 42 000 actions existantes.

## IV.11.1 - DESCRIPTION DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES PLANS D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

Les principales caractéristiques des plans de souscriptions d'options sur actions en vigueur au 31 décembre 2007 ainsi que ceux qui sont arrivés à expiration au cours de l'exercice sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Date d'attribution	Durée contractuelle du plan	Nombre d'options attribuées	Date de départ d'exercice	Date d'expiration	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options levées au 31/12/2007	Nombre d'options restantes au 31/12/2007
30/01/1998	10 ans	68 600	31/01/2003	30/01/2008	65,86	48 340	20 260
26/03/1999	10 ans	5 200	26/03/2004	25/03/2009	71,80	-	5 200
24/03/2000	10 ans	5 500	24/03/2005	24/03/2010	65,25	-	5 500
18/09/2000	10 ans	2 000	18/09/2005	17/09/2010	68,65	-	2 000
09/02/2001	10 ans	5 400	09/02/2006	08/02/2011	78,20	-	5 400
18/04/2001	10 ans	11 300	18/04/2006	17/04/2011	81,05	-	11 300
12/09/2001	10 ans	1 000	12/09/2006	11/09/2011	76,64	-	1 000
07/12/2001	10 ans	5 000	07/12/2006	06/12/2011	75,00	-	5 000
08/03/2002	10 ans	1 500	08/03/2007	07/03/2012	69,69	-	1 500
30/04/2002	10 ans	700	30/04/2007	29/04/2012	76,35	-	700
07/02/2003	8 ans	8 800	07/02/2007	07/02/2011	73,55	120	8 680
05/05/2003	7 ans	3 000	05/05/2007	05/05/2010	63,11	-	3 000
		<b>118 000</b>				<b>48 460</b>	<b>69 540</b>

**IV.11.2 - MOUVEMENTS INTERVENUS SUR LES PLANS D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS**

	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice par action (en €)	Total (en K€)
<b>Options en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2005</b>	<b>112 700</b>	<b>69,41</b>	<b>7 823</b>
Options accordées	-	-	-
Options exercées	-	-	-
Options reçues et non exercées	-	-	-
<b>Options en circulation au 31 décembre 2005</b>	<b>112 700</b>	<b>69,41</b>	<b>7 823</b>
Options accordées	-	-	-
Options exercées	-	-	-
Options reçues et non exercées	-	-	-
<b>Options en circulation au 31 décembre 2006</b>	<b>112 700</b>	<b>69,41</b>	<b>7 823</b>
Options accordées	-	-	-
Options exercées	(43 160)	65,88	(2 843)
Options reçues et non exercées	-	-	-
<b>Options en circulation au 31 décembre 2007</b>	<b>69 540</b>	<b>71,61</b>	<b>4 980</b>

Au 31 décembre 2007, il y a 69 540 options exerçables ; leur prix moyen d'exercice s'élève à 71,61 € par action. Le tableau ci-dessous synthétise les informations concernant les options en circulation et en particulier les options exerçables au 31 décembre 2007.

Fourchette de prix d'exercice par action	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre d'options	Durée de vie moyenne résiduelle (en années)	Prix moyen d'exercice par action (en euros)	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice par action (en euros)
De 60 à 69 euros	32 260	1	65,85	32 260	65,85
De 70 à 79 euros	25 980	3	74,64	25 980	74,64
De 80 à 89 euros	11 300	3	81,05	11 300	81,05
<b>Total</b>	<b>69 540</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>69 540</b>	<b>-</b>

**IV.11.3 - INFORMATION SUR LA JUSTE VALEUR DES OPTIONS ATTRIBUÉES**

Suivant la norme IFRS 2 "Paiements fondés en actions" tous les plans octroyés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués en juste valeur et comptabilisés en charges de personnel.

	Plan février 2003	Plan mai 2003
Prix d'exercice	73,55	63,11
Volatilité attendue <sup>(*)</sup>	20 %	24 %
Durée de vie de l'option	8 ans	7 ans
Dividende attendu	3,82 %	4,16 %
Taux de rendement sans risque	3,80 %	3,83 %
<b>Juste valeur des options (€)</b>	<b>10,92</b>	<b>12,95</b>

(\*) Volatilité pondérée en fonction de l'échéancier de l'exercice.

**IV.11.4 - CHARGES COMPTABILISÉES AU TITRE DES AVANTAGES SUR CAPITAUX PROPRES**

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Stock options	6	34	34
Actions gratuites	269	149	-
<b>Comptabilisé en frais de personnel</b>	<b>275</b>	<b>183</b>	<b>34</b>

Les actions gratuites attribuées ont été valorisées sur la base du cours de l'action à la date d'attribution. Les conditions d'attribution liées à la performance du titre ont été prises en compte dans la détermination de la juste valeur du plan.

Le coût total du plan d'attribution d'actions gratuites est estimé à 827 K€ selon la norme IFRS 2 (cf note III.16). La charge correspondante est étalée sur la période d'acquisition, soit du 22 juillet 2006 au 30 mai 2009. La charge de l'exercice 2007 s'élève à 269 K€.

Les charges comptabilisées au titre des paiements en actions aux principaux dirigeants du Groupe s'élève à 173 K€ en 2007.

#### IV.12 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES, TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Le taux d'intérêt moyen pondéré de l'endettement au cours de l'exercice 2007 s'est élevé à 4,66 %.

En 2007, l'endettement net du Groupe a varié de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2006	Variation de change	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	Exercice 2007
<b>Emprunts et dettes financières,</b>							
<b>part à plus d'un an</b>							
Emprunts obligataires	3 300	-	-	430	(300)	-	3 430
Emprunts auprès d'établissements de crédit	39 540	(52)	-	27 509	(487)	(15 482)	51 028
Emprunts relatifs aux location-financements	4 679	-	-	3 296	-	(3 566)	4 409
Autres dettes financières	-	-	-	10	-	-	10
<b>Total</b>	<b>47 519</b>	<b>(52)</b>	<b>-</b>	<b>31 245</b>	<b>(787)</b>	<b>(19 048)</b>	<b>58 877</b>
<b>Emprunts et dettes financières,</b>							
<b>part à moins d'un an</b>							
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts auprès d'établissements de crédit	16 807	(19)	33	4 814	(18 081)	15 460	19 014
Emprunts relatifs aux location-financements	2 063	-	-	-	(3 283)	3 768	2 548
Autres dettes financières	3	-	-	1	(2)	-	2
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	278	-	-	424	(161)	-	541
Soldes créditeurs auprès des banques et intérêts courus	86 182	(143)	2	23	(19 439)	35	66 660
Autres	32	(4)	34	-	(32)	-	30
<b>Total</b>	<b>105 365</b>	<b>(166)</b>	<b>69</b>	<b>5 262</b>	<b>(40 998)</b>	<b>19 263</b>	<b>88 795</b>
<b>Total des emprunts et dettes financières</b>	<b>152 884</b>	<b>(218)</b>	<b>69</b>	<b>36 507</b>	<b>(41 785)</b>	<b>215</b>	<b>147 672</b>
<b>Trésorerie et équivalents</b>							
<b>de trésorerie</b>							
Valeurs mobilières	10 759	-	-	305	(5 760)	-	5 304
Disponibilités	21 835	(60)	-	2 252	-	120	24 147
Autres	57	-	-	5	-	-	62
<b>Total</b>	<b>32 651</b>	<b>(60)</b>	<b>-</b>	<b>2 562</b>	<b>(5 760)</b>	<b>120</b>	<b>29 513</b>
<b>Endettement net</b>	<b>120 233</b>	<b>(158)</b>	<b>69</b>	<b>33 945</b>	<b>(36 025)</b>	<b>95</b>	<b>118 159</b>

Il convient de souligner que le poste "Trésorerie et équivalents de trésorerie" comprend au 31 décembre 2007 6 304 K€ de trésorerie non disponible :

- 5 304 K€ de valeurs mobilières de placement constituent un instrument de gage financier au profit de la Banque BNP pour contre garantir la caution accordée dans le cadre de l'amende de la Commission Européenne.
- Un certificat de dépôt de 1 000 K€ détenu en garantie d'un emprunt de 5 millions à l'origine souscrit auprès de la BNP.

**IV.12.1 - VENTILATION DES DETTES FINANCIÈRES, TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE PAR NATURE, PAR ÉCHÉANCE ET PAR TAUX FIXE/TAUX VARIABLE**
**Ventilation de l'endettement net par nature**

(en milliers d'euros)	Exercice 2007		Exercice 2006		Exercice 2005	
<b>Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an</b>						
Emprunts obligataires	3 430		3 300		1 800	
Emprunts auprès d'établissements de crédit	51 028		39 540		35 202	
Emprunts relatifs aux location-financements	4 409		4 679		3 713	
Autres dettes financières	10		-		13	
<b>Total</b>	<b>58 877</b>		<b>47 519</b>		<b>40 728</b>	
<b>Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an</b>						
Emprunts obligataires	-		-		1 827	
Emprunts auprès d'établissements de crédit	19 014		16 807		21 425	
Emprunts relatifs aux location-financements	2 548		2 063		2 274	
Autres dettes financières	2		3		146	
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	541		278		279	
Soldes créditeurs auprès des banques et intérêts courus	66 660		86 182		59 852	
Autres	30		32		34	
<b>Total</b>	<b>88 795</b>		<b>105 365</b>		<b>85 837</b>	
<b>Total des emprunts et dettes financières</b>	<b>147 672</b>		<b>152 884</b>		<b>126 565</b>	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>						
Valeurs mobilières	5 304		10 759		7 164	
Disponibilités	24 147		21 835		24 822	
Autres	62		57		47	
<b>Total</b>	<b>29 513</b>		<b>32 651</b>		<b>32 033</b>	
<b>Endettement net</b>	<b>118 159</b>		<b>120 233</b>		<b>94 532</b>	

**Ventilation des dettes financières par échéance**

(en milliers d'euros)	Exercice 2007		Exercice 2006		Exercice 2005	
A moins d'un an	88 455		105 365		85 837	
De deux à cinq ans	52 622		47 224		37 923	
A plus de cinq ans	6 595		295		2 805	
<b>Total</b>	<b>147 672</b>		<b>152 884</b>		<b>126 565</b>	

**Ventilation des dettes financières par taux fixe et taux variable**

(en milliers d'euros)	Exercice 2007		Exercice 2006		Exercice 2005	
Emprunts à taux fixe	21 840	14,8 %	27 499	18,0 %	39 640	31,3 %
Emprunts à taux variable	125 832	85,2 %	125 385	82,0 %	86 925	68,7 %
<b>Total</b>	<b>147 672</b>	<b>100,0 %</b>	<b>152 884</b>	<b>100,0 %</b>	<b>126 565</b>	<b>100,0 %</b>



La décomposition par taux fixe/taux variable des dettes financières est indiquée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Nature de taux	Montant	Echéances	Couvertures
Emprunts obligataires	Taux fixe	3 430	(*)	Néant
Emprunts bancaires	Taux fixe	11 441	(*)	Néant
Emprunts bancaires	Taux variable	58 601	(*)	(**)
Emprunts relatifs aux location-financements	Taux fixe	6 957	(*)	Néant
Autres dettes financières	Taux variable	571	(*)	Néant
Autres dettes financières	Taux fixe	12	(*)	Néant
Crédits bancaires	Taux variable	66 660	(*)	(***)
<b>Total</b>		<b>147 672</b>		

(\*) Voir supra.

(\*\*) Cf tableau des principaux instruments de couverture de taux note IV.13.

(\*\*\*) Contrats Swap ou Cap portant sur 60 M€

#### IV.12.2 - RAPPROCHEMENT AVEC LA TRÉSORERIE RETENUE DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Soldes créditeurs auprès des banques et intérêts courus	66 660	86 182	59 852
Intérêts courus sur les soldes créditeurs auprès des banques (*)	(58)	(34)	(116)
Autres (comptes courants à moins d'un an)	30	32	34
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(29 513)	(32 651)	(32 033)
Intérêts courus sur les soldes débiteurs auprès des banques (*)	133	-	-
<b>Trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie</b>	<b>37 252</b>	<b>53 529</b>	<b>27 737</b>

(\*) Les intérêts courus sont des charges calculées, non représentatives de flux de trésorerie.

Le Groupe dispose de lignes de crédit court terme ouvertes auprès des banques pour un montant de 144 M€. Dans ce cadre, au 31 décembre 2007, le Groupe utilise 67 M€.

#### IV.12.3 - EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Les emprunts obligataires représentent les obligations portées par le Fonds Commun de Placement Gascogne Epargne réservé aux salariés.

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Emprunts obligataires convertibles en actions	-	-	-
Emprunts obligataires non convertibles	3 430	3 300	1 800
<b>Emprunts obligataires à long terme</b>	<b>3 430</b>	<b>3 300</b>	<b>1 800</b>
Emprunts obligataires convertibles en actions	-	-	197
Emprunts obligataires non convertibles	-	-	1 630
<b>Emprunts obligataires à court terme</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 827</b>
Emprunts obligataires convertibles en actions	-	-	197
Emprunts obligataires non convertibles	3 430	3 300	3 430
<b>Total</b>	<b>3 430</b>	<b>3 300</b>	<b>3 627</b>

#### IV.12.4 - ENDETTEMENT EN DEVISES

Le montant de l'endettement en devises représente 1,7 % des dettes financières du Groupe.

**IV.13 INSTRUMENTS FINANCIERS**
**IV.13.1 JUSTE VALEUR**
**Bilan**

Les actifs et passifs financiers présentés selon les catégories comptables définies par IAS39, concernant respectivement l'exercice 2006 et 2007, sont ventilés dans les tableaux suivants :

(en milliers d'euros) <b>Exercice 2006</b>	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Actifs et passifs évalués au coût amorti	Actifs financiers disponibles à la vente	Dérivés qualifiés de couverture	Instruments non financiers <sup>(*)</sup>	Total valeur nette comptable	Notes (cf. rapport annuel 2006)
Actifs de transitions	-	-	59	-	-	59	IV.5
Prêts (part à long terme)	-	1 817	-	-	-	1 817	IV.5
Autres	-	776	92	-	-	868	IV.5
<b>Actifs non courants</b>	-	<b>2 593</b>	<b>151</b>	-	-	<b>2 744</b>	
Clients et autres débiteurs	-	163 195	-	-	-	163 195	IV.8
Autres actifs courants	-	433	-	-	-	433	IV.9
Prêts (part à court terme)	-	41	-	-	-	41	IV.5
Dérivés de taux - Dérivés de change	-	-	-	406	-	406	IV.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 760	21 891	-	-	-	32 651	IV.12.1
<b>Actifs courants</b>	<b>10 760</b>	<b>185 560</b>	-	<b>406</b>	-	<b>196 726</b>	
<b>Total actifs financiers</b>	<b>10 760</b>	<b>188 153</b>	<b>151</b>	<b>406</b>	-	<b>199 470</b>	
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an	-	47 519	-	-	-	47 519	IV.12.1
<b>Passifs non courants</b>	-	<b>47 519</b>	-	-	-	<b>47 519</b>	
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an	-	105 365	-	-	-	105 365	IV.12.1
Fournisseurs et autres créditeurs	-	126 579	-	-	23 066	149 645	IV.16
Dérivés de taux - Dérivés de change	-	-	-	325	-	325	IV.17
Autres passifs courants	-	3 569	-	-	1 599	5 168	IV.17
<b>Passifs courants</b>	-	<b>235 513</b>	-	<b>325</b>	<b>24 665</b>	<b>260 503</b>	
<b>Total passifs financiers</b>	-	<b>283 032</b>	-	<b>325</b>	<b>24 665</b>	<b>308 022</b>	

(\*) Dettes au personnel et charges sociales.

(en milliers d'euros) Exercice 2006	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Actifs et passifs évalués au coût amorti	Actifs financiers disponibles à la vente	Dérivés qualifiés de couverture	Instruments non financiers <sup>(*)</sup>	Total valeur nette comptable	Notes
Actifs de transitions	-	-	62	-	-	62	IV.5
Prêts (part à long terme)	-	1 836	-	-	-	1 836	IV.5
Autres	-	720	55	-	-	775	IV.5
<b>Actifs non courants</b>	-	<b>2 556</b>	<b>117</b>	-	-	<b>2 673</b>	
Clients et autres débiteurs	-	163 707	-	-	-	163 707	IV.8
Autres actifs courants	-	492	-	-	-	492	IV.9
Prêts (part à court terme)	-	42	-	-	-	42	IV.5
Dérivés de taux - Dérivés de change	-	-	-	724	-	724	IV.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 304	24 209	-	-	-	29 513	IV.12.1
<b>Actifs courants</b>	<b>5 304</b>	<b>188 450</b>	<b>-</b>	<b>724</b>	<b>-</b>	<b>194 478</b>	
<b>Total actifs financiers</b>	<b>5 304</b>	<b>191 006</b>	<b>117</b>	<b>724</b>	<b>-</b>	<b>197 151</b>	
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an	-	58 877	-	-	-	58 877	IV.12.1
<b>Passifs non courants</b>	-	<b>58 877</b>	-	-	-	<b>58 877</b>	
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an	-	88 795	-	-	-	88 795	IV.12.1
Fournisseurs et autres créditeurs	-	140 482	-	-	21 616	162 098	IV.16
Dérivés de taux - Dérivés de change	-	-	-	57	-	57	IV.17
Autres passifs courants	-	2 576	-	-	1 378	3 954	IV.17
<b>Passifs courants</b>	-	<b>231 853</b>	-	<b>57</b>	<b>22 994</b>	<b>254 904</b>	
<b>Total passifs financiers</b>	-	<b>290 730</b>	-	<b>57</b>	<b>22 994</b>	<b>313 781</b>	

(\*) Dettes au personnel et charges sociales.

### Compte de résultat

La présentation des gains et pertes par catégorie comptable d'actif et passif financier concernant respectivement les exercices 2006 et 2007, sont ventilés dans les tableaux suivants :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006
Produits d'intérêt sur trésorerie et équivalents de trésorerie	751	501
Dividendes perçus au titre des actifs disponibles à la vente	1	2
Part inefficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	75	-
Autres	-	8
<b>Produits financiers</b>	<b>827</b>	<b>511</b>
Charges d'intérêt sur les passifs financiers évalués au coût amorti	(7 776)	(5 180)
Perte nette de change	(373)	(348)
Part inefficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	-	(50)
Autres (*)	(541)	(374)
<b>Charges financières</b>	<b>(8 690)</b>	<b>(5 952)</b>
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(7 863)</b>	<b>(5 441)</b>

(\*) Essentiellement intérêts sur l'amende de 13,2 M€ dans le cadre du contrôle de la Commission de Bruxelles (voir note IV.15.2 Litiges).

## SITUATION FINANCIÈRE

### Juste valeur

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que leur valeur comptable au bilan :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007		Exercice 2006	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actifs de transitions	62	62	59	59
Prêts	1 878	1 878	1 858	1 858
Clients et autres débiteurs	163 707	163 707	163 195	163 195
Autres actifs	1 267	1 267	1 301	1 301
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 513	29 513	32 651	32 651
Dérivés de taux				
• Actifs	373	373	148	148
• Passifs	-	-	-	-
Dérivés de change				
• Actifs	351	351	258	258
• Passifs	(57)	(57)	(1)	(1)
Dérivés de marchandises				
• Actifs	-	-	-	-
• Passifs	-	-	(324)	(324)
Emprunts à taux fixe	(14 883)	(14 262)	(20 754)	(19 900)
Emprunts à taux variable	(59 172)	(59 172)	(39 205)	(39 205)
Emprunts location-financement	(6 957)	(6 957)	(6 742)	(6 742)
Crédits bancaires	(66 660)	(66 660)	(86 183)	(86 183)
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	(140 482)	(140 482)	(126 579)	(126 579)
Autres passifs	(2 576)	(2 576)	(3 569)	(3 569)
<b>Total</b>	<b>(93 636)</b>	<b>(93 015)</b>	<b>(83 887)</b>	<b>(83 034)</b>

### Méthode de détermination des justes valeurs

#### Placements en titres de capitaux propres

La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est déterminée par référence à leur cours coté sur un marché actif en date de clôture. S'il n'existe pas de marché actif et que la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable au moyen de méthodes d'évaluation, ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition, diminué de toute dépréciation cumulée.

#### Dérivés

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des contrats de change à terme et les options repose sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps et les contrats de change à terme par actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèle de valorisation (type Black&Scholes).

#### Passifs financiers non dérivés

La juste valeur correspond à la valeur des flux de trésorerie futurs générés par le remboursement du principal et des intérêts, actualisés aux taux d'intérêt du marché à la date de la clôture ajusté du spread de crédit défini par le Groupe.

La juste valeur des "dettes fournisseurs" et "créances clients" correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement.

### Comptabilité de couverture

Le Groupe détient au 31 décembre 2007 des instruments dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie. La méthode de comptabilisation est rappelée dans le paragraphe "III.5. Couvertures de change ou de taux" (cf Principales méthodes comptables).

Au 31 décembre 2007, la juste valeur des instruments dérivés inscrits au bilan se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	Actifs	Passifs
Contrats à terme	233	-
Options de change	118	57
<b>Instruments de couverture de change</b>	<b>351</b>	<b>57</b>
Options de taux	68	-
Swaps	305	-
<b>Instruments de couverture de taux</b>	<b>373</b>	<b>-</b>
<b>Total des instruments financiers</b>	<b>724</b>	<b>57</b>

Conformément à IAS 39, les variations de juste valeur considérées comme efficaces sont comptabilisées directement dans les capitaux propres et la part inefficace des variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat de la période.

Au 31 décembre 2007, la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie s'élève à 75 K€.

Les variations de la réserve de couverture sont présentées dans le tableau suivant :

(en milliers d'euros)	2007
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(111)</b>
Sorti des capitaux propres	(75)
Inscrit en capitaux propres	480
<b>Au 31 décembre</b>	<b>294</b>

#### Instruments dérivés de taux

Concernant les instruments dérivés de taux, le montant différé en capitaux propres est reconnu en résultat sur la période où les flux d'intérêts associés aux dettes à taux variable impactent le résultat.

Les périodes au cours desquelles ces flux d'intérêts couverts impacteront le compte de résultat sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Flux de trésorerie prévisionnels	Moins de 1 an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Au 31 décembre 2007	6 814	4 006	1 667	1 065	75
Au 31 décembre 2006	5 471	1 222	1 341	2 410	499

#### Instruments dérivés de change

Le montant différé en capitaux propres au titre de la couverture est transféré en résultat à la date où la transaction commerciale couverte est comptabilisée en résultat. Les instruments dérivés de change sont conclus dans le cadre de couverture d'un budget annuel et ont donc des maturités inférieures à un an.

### IV.13.2 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

#### Risque de crédit

Toutes les couvertures sont effectuées auprès d'établissements bancaires de premier plan. Le Groupe n'a pas de placement significatif et n'est donc pas soumis aux risques de contrepartie avec ceux-ci. S'agissant du risque de crédit, des programmes d'assurance SFAC et COFACE ont été mis en place, couvrant les principales sociétés contre les risques de non paiement pour des motifs financiers ou politiques. Par ailleurs, le Groupe considère qu'il n'existe pas de concentration particulière de risque de crédit avec une seule contrepartie.

La valeur comptable des actifs financiers, qui représente l'exposition maximale au risque de crédit, est la suivante à la clôture de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006
Actifs de transitions	62	59
Prêts	1 878	1 858
Clients et autres débiteurs	163 707	163 195
Autres actifs	1 267	1 301
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 513	32 651
Dérivés de taux actifs	373	148
Dérivés de change actifs	351	258
<b>Total</b>	<b>197 151</b>	<b>199 470</b>

#### Dépréciations

L'antériorité des comptes clients et comptes rattachés (cf note IV.8) s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007			Exercice 2006		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Non échus	133 332	(45)	133 287	129 352		129 352
Echus depuis 90 jours au plus	16 475	(2 762)	13 713	16 424	(2 716)	13 708
Echus depuis plus de 90 jours	3 953	(3 443)	510	5 080	(2 979)	2 101
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>153 760</b>	<b>(6 250)</b>	<b>147 510</b>	<b>150 856</b>	<b>(5 695)</b>	<b>145 161</b>

## SITUATION FINANCIÈRE

Les dépréciations de créances commerciales ont évolué de la façon suivante au cours de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006
Au 1 <sup>er</sup> Janvier	5 695	6 268
Dépréciations	583	(537)
Autres	(28)	(36)
<b>Au 31 Décembre</b>	<b>6 250</b>	<b>5 695</b>

### Risque de liquidité

Le financement du Groupe repose principalement sur :

- des emprunts moyen/long terme,
- des lignes de découvert, spots, billets de trésorerie, dont les utilisations globales restent inférieures aux autorisations,
- des lignes de mobilisation de créances commerciales.

Il existe également des contrats de crédit bail et de location longue durée pour quelques actifs immobiliers, des équipements et du matériel roulant, qui reprennent les dispositions classiques de ce type de financement.

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit (y compris les paiements d'intérêts) :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Cash flows prévisionnels	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
<b>Exercice 2006</b>					
Emprunts taux fixe	20 754	22 181	7 016	12 221	2 944
Emprunts taux variable	125 388	127 783	98 469	24 608	4 706
• Emprunts bancaires et autres dettes financières	39 205	41 600	12 286	24 608	4 706
• Crédits bancaires	86 183	86 183	86 183	-	-
Emprunts location-financement	6 742	7 337	2 304	4 723	310
Instruments dérivés <sup>(*)</sup>	325	325	325	-	-
<b>Total</b>	<b>153 209</b>	<b>157 626</b>	<b>108 114</b>	<b>41 552</b>	<b>7 960</b>

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Cash flows prévisionnels	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
<b>Exercice 2007</b>					
Emprunts taux fixe	14 883	16 375	4 443	11 434	498
Emprunts taux variable	125 832	135 166	84 157	49 069	1 940
• Emprunts bancaires et autres dettes financières	59 172	68 506	17 497	49 069	1 940
• Crédits bancaires	66 660	66 660	66 660	-	-
Emprunts location-financement	6 957	7 610	2 812	4 610	188
Instruments dérivés <sup>(*)</sup>	57	57	57	-	-
<b>Total</b>	<b>147 729</b>	<b>159 208</b>	<b>91 469</b>	<b>65 113</b>	<b>2 626</b>

(\*) Au regard des maturités inférieures à 1 an des dérivés inscrits au passif, les cash flows prévisionnels (non actualisés) sont sensiblement égaux à la valeur comptable.

Dans les emprunts bancaires à taux fixe, il existe des clauses particulières de type "trigger events, covenants" portant sur un montant de 162 K€ représentant 0,1 % des dettes financières consolidées, concernant la société Gascogne Laminates.

Les clauses ainsi que la société concernée sont reprises dans le tableau suivant :

GASCOGNE LAMINATES		
Ratios à respecter	Niveau au 31/12/2007	
EFIN.	<= 1	1,20
SN		
EFIN.	<= 3,2	- 5,89
CAF		
CH. FIN.	<= 0,2	- 0,65
EBE		

EFIN : Endettement Financier

CH. FIN. : Charges Financières

SN : Situation Nette

EBE : Excédent Brut d'Exploitation

CAF : Capacité d'AutoFinancement

L'ensemble de ces ratios n'est pas respecté. Le dépassement du deuxième et troisième ratio par ailleurs déjà constaté à fin 2006 n'avait pas eu de conséquence défavorable : en effet, l'organisme de prêt avait confirmé ne pas se prévaloir du non-respect de cette clause pour demander l'exigibilité anticipée des crédits concernés. Le solde dû à la clôture est échu sur le premier trimestre 2008.

### Risque de taux d'intérêt

Depuis deux ans, les couvertures de taux sont centralisées au niveau de la société mère et réalisées au cas par cas par la Direction Financière. Dans le cadre de son financement, le Groupe a conclu des emprunts moyen terme à taux variable. Afin de se couvrir contre le risque de hausse des taux relatif à ses emprunts, il a été mis en place des swaps receveur taux variable/payeur taux fixe, des caps et des tunnels :

- le swap de taux transforme le risque de taux variable (Euribor) de la dette en le fixant par un taux de marché,
- le cap limite le risque d'augmentation de la charge financière suite à une remontée des taux,
- le tunnel (ou collar) est la combinaison de deux options, d'une part l'achat d'un cap, et d'autre part la vente d'un floor, qui limite la profitabilité à la baisse des taux sous le strike du floor, mais qui permet l'encaissement de la prime, et ainsi de baisser le coût de la couverture globale.

Par ailleurs, le Groupe a souscrit en 2007 des couvertures de taux sur les concours court terme à hauteur de 60 M€. Ces contrats de cap ou de swap d'une durée de 12 à 24 mois, sont basés sur des relevés d'opérations trimestrielles et sur l'indice Euribor 3 mois.

Les principaux instruments de couverture de risque de taux utilisés au 31 décembre 2007 sont les suivants :

Instrument utilisé	Élément couvert	Couverture (K€)	Taux	Durée restante
SWAP	Crédit moyen terme	12 857	Euribor 3 mois contre 3,766 %	6 ans
SWAP	Crédit moyen terme	600	Euribor 3 mois contre 3,01 %	3 ans
SWAP	Crédit moyen terme	3 400	Euribor 3 mois contre 4,00 %	5 ans
CAP	Crédit moyen terme	75	Euribor 3 mois/3,50 %	1 an
SWAP	Crédit moyen terme	150	Euribor 3 mois contre 2,55 %	1 an
SWAP	Crédit moyen terme	150	Euribor 3 mois contre 2,49 %	1 an
SWAP	Crédit moyen terme	850	Euribor 3 mois contre 4,00 %	1 an
CAP	Crédit moyen terme	300	Euribor 3 mois/4,00 %	2 ans
CAP	Crédit moyen terme	500	Euribor 3 mois/4,00 %	2 ans
SWAP (*)	Crédit moyen terme	150	Euribor 3 mois contre 1,7 % - 3,55 % - 4,55 %	1 an
CAP	Crédit moyen terme	1 200	Euribor 3 mois/3,25 %	2 ans
<b>Total des couvertures</b>		<b>20 232</b>		
<b>Dettes moyen terme couvertes</b>		<b>19 722</b>		

(\*) Swap à paliers.

Instrument utilisé	Élément couvert	Couverture (K€)	Taux	Durée restante
SWAP	Crédit court terme	20 000	Euribor 3 mois contre 4,38 %	2 ans
CAP	Crédit court terme	40 000	Euribor 3 mois/4,50 %	1 an
<b>Total des couvertures</b>		<b>60 000</b>		
<b>Utilisations court terme</b>		<b>67 000</b>		

### Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variable

Une variation de 100 points de base des taux d'intérêts à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

## SITUATION FINANCIÈRE

L'analyse a porté respectivement sur les exercices 2006 et 2007.

(en milliers d'euros)	Compte de résultat		Capitaux propres	
	Choc de + 100bps	Choc de - 100bps	Choc de + 100bps	Choc de - 100bps
<b>Exercice 2006</b>				
Charges d'intérêts nettes	(943,9)	983,6	-	-
Swaps de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	-	-	410,7	(429,1)
Options de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	(0,7)	2,0	38,7	(25,5)
<b>Total</b>	<b>(944,6)</b>	<b>985,6</b>	<b>449,4</b>	<b>(454,6)</b>

(en milliers d'euros)	Compte de résultat		Capitaux propres	
	Choc de + 100bps	Choc de - 100bps	Choc de + 100bps	Choc de - 100bps
<b>Exercice 2007</b>				
Charges d'intérêts nettes	(403,0)	830,6	-	-
Swaps de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	-	-	830,6	(829,2)
Options de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie	(26,6)	(25,3)	415,2	(94,6)
<b>Total</b>	<b>(429,6)</b>	<b>805,3</b>	<b>1 245,8</b>	<b>(923,8)</b>

### Risque de change

En matière commerciale, la politique du Groupe est, sauf cas particulier, de couvrir un budget annuel. Gascogne Paper prévoit de recevoir un chiffre d'affaires de 12 millions d'USD suite aux ventes effectuées à l'étranger et Gascogne Laminates prévoit de recevoir un chiffre d'affaires de 24 millions d'USD.

Le Groupe est principalement exposé sur le change euro/dollar. Ces risques sont couverts par un système de netting qui permet à la société mère de centraliser depuis deux ans des couvertures sur l'exposition nette de ses filiales, en utilisant principalement des contrats à terme et des options de change. Elles sont effectuées dans le cadre de procédures strictes en relation avec la Direction Générale.

Les principaux instruments de couverture de risque de change utilisés au 31 décembre 2007 sont les suivants :

(nominal en K€)	USD	AUD
Ventes à terme	10 616	-
Options de change	11 665	-
Achats à terme	-	44

### Analyse de sensibilité

Une variation de 10 % de l'euro à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêts, sont supposés rester constants.

L'analyse a porté respectivement sur les exercices 2006 et 2007.

(en milliers d'euros)	Compte de résultat*		Capitaux propres*	
	Choc + 10 %	Choc - 10 %	Choc + 10 %	Choc - 10 %
<b>Exercice 2006</b>				
Contrats à terme	(3,3)	4,0	703,8	(774,2)
Option de change	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>(3,3)</b>	<b>4,0</b>	<b>703,8</b>	<b>(774,2)</b>

(en milliers d'euros)	Compte de résultat*		Capitaux propres*	
	Choc + 10 %	Choc - 10 %	Choc + 10 %	Choc - 10 %
<b>Exercice 2007</b>				
Contrats à terme	0,7	(1,0)	949,0	(1 159,4)
Option de change	(50,2)	26,8	422,1	(286,6)
<b>Total</b>	<b>(49,5)</b>	<b>25,8</b>	<b>1 371,1</b>	<b>(1 446,0)</b>

(\*) Avant recyclage.



## IV.14 ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES

La variation des principaux avantages au cours de l'exercice 2007 est la suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2006	Variation de change	Autres	Dotations	Reprises	Exercice 2007
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	15 555	(2)	402	245	(1 011)	15 189
Provisions pour retraite par capitalisation	(256)	-	-	241	(9)	(24)
Provisions pour autres engagements de fin de carrière	642	-	133	45	(602)	218
<b>Provisions pour retraites et indemnités assimilées, autres avantages postérieurs à l'emploi</b>	<b>15 941</b>	<b>(2)</b>	<b>535</b>	<b>531</b>	<b>(1 622)</b>	<b>15 383</b>
Provisions pour médailles du travail	706	-	-	103	(100)	709
<b>Total des provisions</b>	<b>16 647</b>	<b>(2)</b>	<b>535</b>	<b>634</b>	<b>(1 722)</b>	<b>16 092</b>

La baisse des engagements de retraites et autres avantages s'explique par la hausse du taux d'actualisation appliqué : 5,30 % au 31 décembre 2007 contre 4,50 % au 31 décembre 2006.

## IV.14.1-DESCRIPTION DES RÉGIMES

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme (congés payés, congés maladie, participation aux bénéfices), d'avantages à long terme (médaille du travail, primes d'ancienneté) et d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies ou à prestations définies (indemnités de fin de carrière).

Les avantages à court terme sont comptabilisés en dettes des différentes entités du Groupe qui les accordent.

Les avantages à long terme sont attribués soit par des régimes de retraite à cotisations définies soit par des régimes de retraite à prestations définies.

**Régimes à cotisations définies**

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité Sociale, régimes complémentaires de retraite ARRCO et AGIRC, fonds de pension à cotisations définies dans certaines filiales étrangères).

Les paiements du Groupe sont constatés en charge de la période comme suit :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Cotisations de retraite	12 540	12 675	11 908

**Régimes à prestations définies**

Le Groupe offre à certaines catégories de salariés différents avantages à prestations définies. Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur vis à vis des salariés. S'ils ne sont pas entièrement financés, ces régimes donnent lieu à la constitution d'une provision.

L'engagement actualisé - l'obligation - est calculée suivant la méthode des unités de crédit projetées en tenant compte des hypothèses :

- d'âge de départ à la retraite compris entre 60 et 65 ans pour la durée d'activité professionnelle totale permettant des droits à la retraite à taux plein pour les personnels des sociétés françaises et des hypothèses d'âge de départ à la retraite pour les personnels des sociétés étrangères qui tiennent compte des contextes économiques et démographiques locaux,
- d'augmentation de salaire et d'inflation,
- de mortalité,
- du taux d'attrition des salariés sur la base des historiques constatés et des plans de restructuration annoncés,
- du taux d'actualisation permettant de déterminer la valeur actuelle des engagements. En France le taux des obligations de première catégorie a été retenu.

Ces hypothèses prennent en compte les conditions particulières notamment macro-économiques des différents pays dans lesquels le Groupe opère.

Les modifications d'hypothèses actuarielles, ou la différence entre ces hypothèses et la réalité donnent lieu à des écarts actuariels qui sont constatés en résultat de l'exercice lors de leur survenance conformément aux principes comptables du Groupe.

## SITUATION FINANCIÈRE

Les régimes à prestations définies du Groupe concernent principalement :

• **les retraites :**

- les indemnités de fin de carrière (IFC) qui sont des indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite,
- les régimes de retraite à prestations définies dont bénéficient en France certaines catégories de salariés qui recevront un complément de retraite correspondant à un certain pourcentage de leur salaire s'ils sont présents dans l'entreprise lors de leur retraite. Dans les filiales étrangères du Groupe, les principaux régimes de retraite à prestations définies se situent aux Pays-Bas. Ces régimes prévoient le versement d'une rente en fonction du salaire final et du nombre d'années de service. Ils sont préfinancés en partie auprès d'organismes extérieurs.

• **d'autres avantages à long terme**

- les indemnités liées aux médailles du travail en France (aux Jubileum en Allemagne),
- les contrats de départ en retraite progressive CATS (Cessation d'Activité des Travailleurs Salariés).

### IV.14.2 - HYPOTHÈSES ACTUARIELLES UTILISÉES POUR LES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Les évaluations actuarielles dépendent d'un certain nombre d'hypothèses à long terme. Ces hypothèses, revues annuellement, sont les suivantes :

	2007	2006	2005
<b>France</b>			
Age de départ à la retraite	62 ans	62 ans	62 ans
Taux d'actualisation	5,30 %	4,50 %	4,00 %
Taux d'augmentation des salaires <sup>(*)</sup>	2,30 %	2,30 %	2,50 %
<b>Allemagne</b>			
Age de départ à la retraite	64 ans	64 ans	65 ans
Taux d'actualisation	5,30 %	4,50 %	4,25 %
Taux d'augmentation des salaires <sup>(*)</sup>	2,50 %	2,50 %	2,50 %
<b>Suisse</b>			
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans	-
Taux d'actualisation	3,25 %	2,75 %	-
Taux d'augmentation des salaires <sup>(*)</sup>	1,50 %	1,50 %	-
<b>Grèce</b>			
Age de départ à la retraite	59 ans	59 ans	58 ans
Taux d'actualisation	5,30 %	4,50 %	4,00 %
Taux d'augmentation des salaires <sup>(*)</sup>	4,00 %	3,50 %	3,50 %
<b>Tunisie</b>			
Age de départ à la retraite	60 ans	60 ans	60 ans
Taux d'actualisation	7,00 %	7,00 %	7,00 %
Taux d'augmentation des salaires <sup>(*)</sup>	5,00 %	5,00 %	5,00 %

(\*) Taux d'inflation inclus.

Le taux de rendement attendu des actifs du régime est de 5,30 % en 2007.

### IV.14.3 - SYNTHÈSES DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Les régimes non financés, ainsi que les régimes financés partiellement ou intégralement, se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Valeur actualisée des obligations non financées	6 385	6 602	9 348
Valeur actualisée des obligations financées	15 743	13 713	14 889
<b>Total des valeurs actualisées des obligations</b>	<b>22 128</b>	<b>20 315</b>	<b>24 237</b>
Juste valeur des actifs du régime	6 036	3 668	3 324
<b>Passif comptabilisé au titre des prestations définies</b>	<b>16 092</b>	<b>16 647</b>	<b>20 913</b>

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation des engagements de retraite et autres avantages au bilan en début et en fin de période et détaille la charge de l'exercice. Il présente également le rapprochement des actifs affectés aux plans en début et en fin de période et donne le détail de la variation de l'actif au cours de la période.

(en milliers d'euros)	Retraites et indemnités assimilées			Autres avantages postérieurs à l'emploi			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
<b>Evaluation des engagements bruts</b>									
<b>En début de période</b>	<b>18 989</b>	<b>20 494</b>	<b>24 309</b>	<b>296</b>	<b>2 726</b>	<b>2 550</b>	<b>19 285</b>	<b>23 220</b>	<b>26 859</b>
Coûts des services rendus	1 021	745	1 199	32	33	56	1 053	778	1 255
Charges d'intérêts	938	893	1 055	-	6	101	938	899	1 156
Prestations payées	(786)	(561)	(1 101)	-	-	(151)	(786)	(561)	(1 252)
Liquidation	-	-	(2 920)	-	(2 471)	-	-	(2 471)	(2 920)
Perte (gain) actuariel	(2 246)	(2 698)	(1 795)	(4)	2	170	(2 250)	(2 696)	(1 625)
<b>Charges de l'exercice</b>	<b>(1 073)</b>	<b>(1 621)</b>	<b>(3 562)</b>	<b>28</b>	<b>(2 430)</b>	<b>176</b>	<b>(1 045)</b>	<b>(4 051)</b>	<b>(3 386)</b>
<b>En fin de période</b>	<b>17 916</b>	<b>18 873</b>	<b>20 747</b>	<b>324</b>	<b>296</b>	<b>2 726</b>	<b>18 240</b>	<b>19 169</b>	<b>23 473</b>
<b>Valeur de marché des actifs affectés aux plans</b>									
<b>En début de période</b>	<b>3 344</b>	<b>3 034</b>	<b>5 425</b>	-	-	-	<b>3 344</b>	<b>3 034</b>	<b>5 425</b>
Rendement des actifs	227	125	223	-	-	-	227	125	223
Contribution de l'employeur	195	40	-	-	-	-	195	40	-
Prestations payées	(401)	(9)	(819)	-	-	-	(401)	(9)	(819)
Autres mouvements	-	-	(2 053)	-	-	-	-	-	(2 053)
Perte (gain) actuariel	25	154	258	-	-	-	25	154	258
<b>Rendement net des actifs</b>	<b>46</b>	<b>310</b>	<b>(2 391)</b>	-	-	-	<b>46</b>	<b>310</b>	<b>(2 391)</b>
<b>En fin de période</b>	<b>3 390</b>	<b>3 344</b>	<b>3 034</b>	-	-	-	<b>3 390</b>	<b>3 344</b>	<b>3 034</b>
Variation de périmètre	-	51	37	-	-	-	-	51	37
Variation de change	(2)	(2)	-	-	-	-	(2)	(2)	-
Autres mouvements	535	65	(290)	-	-	-	535	65	(290)
<b>Autres mouvements</b>	<b>533</b>	<b>116</b>	<b>(253)</b>	-	-	-	<b>533</b>	<b>116</b>	<b>(253)</b>
<b>Provision nette au bilan pour retraite et autres avantages</b>									
	<b>15 059</b>	<b>15 645</b>	<b>17 460</b>	<b>324</b>	<b>296</b>	<b>2 726</b>	<b>15 383</b>	<b>15 941</b>	<b>20 186</b>

Les actifs sont investis dans des fonds externes à l'entreprise et qui ne contiennent pas (ou pour un pourcentage très faible) d'instruments financiers émis par le Groupe.

**IV.15 PROVISIONS**
**IV.15.1 - TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS**

(en milliers d'euros)	Exercice 2006	Variation de change	Mouvements <sup>(*)</sup>	Dotations	Reprises	Exercice 2007
<b>Engagements de retraite et autres avantages</b>	<b>16 647</b>	<b>(2)</b>	<b>535</b>	<b>634</b>	<b>(1 722)</b>	<b>16 092</b>
Provisions pour litiges	15 664	-	(13 190)	263	(473)	2 264
Provisions pour impôt	476	-	(6)	81	(4)	547
Provisions pour restructurations et départs	-	-	-	-	-	-
Divers	106	-	-	51	(6)	151
<b>Provisions pour risques et charges à long terme</b>	<b>16 246</b>	<b>-</b>	<b>(13 196)</b>	<b>395</b>	<b>(483)</b>	<b>2 962</b>
Provisions pour litiges	525	-	13 190	15	(378)	13 352
Provisions pour impôt	23	-	6	-	(23)	6
Provisions pour pertes/ contrats déficitaires	141	-	-	28	(141)	28
Provisions pour restructurations et départs	1 189	(5)	-	-	(684)	500
Divers	163	-	81	219	(172)	291
<b>Provisions pour risques et charges à court terme</b>	<b>2 041</b>	<b>(5)</b>	<b>13 277</b>	<b>262</b>	<b>(1 398)</b>	<b>14 177</b>
Total Provisions pour litiges	16 189	-	-	278	(851)	15 616
Total Provisions pour impôt	499	-	-	81	(27)	553
Total Provisions pour pertes/ contrats déficitaires	141	-	-	28	(141)	28
Total Provisions pour restructurations et départs du personnel	1 189	(5)	-	-	(684)	500
Total Divers	269	-	81	270	(178)	442
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>18 287</b>	<b>(5)</b>	<b>81</b>	<b>657</b>	<b>(1 881)</b>	<b>17 139</b>
<b>Total</b>	<b>34 934</b>	<b>(7)</b>	<b>616</b>	<b>1 291</b>	<b>(3 603)</b>	<b>33 231</b>

(\*) dont 402 K€ de provisions pour retraite chez Gascogne Laminates Switzerland.

La distinction entre les montants repris utilisés et non utilisés au cours de la période est présentée au paragraphe V.5.

Dans la colonne Mouvements, figure notamment le reclassement de la provision pour le contrôle de la Commission de Bruxelles pour 13,2 M€.

**IV.15.2 - LITIGES**
**IV.15.2.1. Litige NCC**

Les provisions pour litiges comprennent notamment une provision de 792 K€ (datant de l'exercice 2003), destinée à couvrir le risque de condamnation au paiement de dommages et intérêts à NCC, client égyptien de Gascogne Paper (ex Papeteries de Gascogne). La revendication porte sur des aspects techniques et commerciaux (non respect allégué de qualités et de quantités contractuelles). La demande, libellée en plusieurs monnaies, est de l'ordre de 3,5 M€. Le Groupe, après avoir consulté ses avocats en charge du dossier, estime que le montant provisionné est suffisant pour couvrir le montant maximum des indemnités que Gascogne Paper pourrait être éventuellement condamnée à payer.

L'exercice 2007 n'a connu aucune avancée significative sur ce litige.

**IV.15.2.2. Litige GILDE**

Au cours de l'exercice 2004, la société Gilde, client belge de la société Gascogne Paper, a intenté contre cette dernière une demande reconventionnelle pour un montant de 885 K€. La société Gilde prétend que Gascogne Paper lui aurait livré un papier ne répondant pas aux critères de qualité requis, et que ce défaut de qualité aurait entraîné des conséquences dommageables pour la société Gilde, aujourd'hui en situation de faillite. Gascogne Paper a provisionné dans ses comptes l'intégralité de la créance due par Gilde (216 K€), mais considère comme non fondée la demande reconventionnelle de Gilde ; en conséquence aucune provision pour risque n'a été comptabilisée à ce titre au 31 décembre 2006. En date du 27 février 2007, Gascogne Paper a reçu le compte-rendu du jugement du tribunal de commerce de Hasselt dans lequel :

- la société Gilde a été totalement déboutée de sa demande reconventionnelle,
- la demande de Gascogne Paper pour le règlement de sa créance a été déclarée légitime. Ce montant a été inscrit au passif de la faillite de la société Gilde.

Compte tenu de ce jugement, aucune écriture complémentaire n'a été enregistrée dans les comptes au 31 décembre 2007.

#### IV.15.2.3. Contrôle de la Commission de Bruxelles

Au cours de l'exercice 2002, la Commission Européenne (Direction Générale de la Concurrence – Service Cartels) a diligenté une enquête approfondie auprès des producteurs de sacs en plastique membres de l'association Valveplast, afin de rechercher l'existence d'un éventuel cartel entre ces producteurs. Notre filiale Sachsa Verpackung, qui, à titre accessoire produit ce type de sacs (CA de l'ordre de 5 M€ sur un total de 21 M€), a été concernée par cette enquête.

Par décision de la Commission Européenne du 30 novembre 2005, notre filiale Sachsa Verpackung a été condamnée au titre de cette enquête, à une amende de 13,2 M€, à laquelle la société Gascogne SA a été tenue conjointement et solidairement à hauteur de 9,9 M€. Cette décision a été notifiée à la société le 15 décembre 2005.

Face à cette situation, le Groupe a introduit le 23 février 2006 un recours en appel devant le Tribunal de Première Instance (TPI) des Communautés Européennes. Par ailleurs, une garantie bancaire a été produite au profit du Groupe au titre du paiement de l'amende.

La saisine du TPI, ainsi que l'obtention d'une garantie bancaire, permettent de bénéficier d'une suspension de paiement de l'amende, tant que l'affaire restera pendante devant cette juridiction. En revanche, des intérêts au taux global de 3,56 % par an se sont rajoutés au montant en principal de l'amende à partir du 15 mars 2006 (date de recouvrement initiale), jusqu'à l'expiration des procédures de recours.

Des mémoires en défense ont été déposés par la Commission Européenne au cours du mois d'août 2006. Les sociétés ont adressé des mémoires en réplique au TPI en date du 27 octobre 2006, et à ce jour la procédure est pendante devant cette juridiction, les sociétés étant toujours dans l'attente du jugement final qui devrait intervenir en 2008.

La provision de 13,2M€ constituée à fin 2005 est inchangée au 31 décembre 2007.

#### IV.15.2.4. Litige CP Holding

Fin 2003, la société Escobois a été assignée par la société CP Holding en exécution d'un engagement d'achat signé en 1995 et portant sur les titres de la société FP Bois.

Dans le courant de l'exercice 2004, des discussions étaient intervenues entre des représentants du groupe Gascogne et les actionnaires de FP Bois, visant à étudier dans quelles conditions un rapprochement entre les sociétés Escobois d'une part et FP Bois d'autre part serait envisageable. Des discussions se sont poursuivies, sans remettre en cause la position de principe exprimée par le Groupe sur la non validité de l'engagement d'achat de 1995.

A la fin du premier semestre 2005, CP Holding a signifié à la société Escobois qu'elle décidait de retirer la demande d'exécution de l'engagement d'achat des 9 et 10 septembre 2003, tout en donnant instruction à son avocat de maintenir l'action engagée devant le Tribunal de Commerce.

Le 24 février 2006, le Tribunal de Commerce de Bordeaux a rendu un jugement par lequel il a été reconnu que CP Holding était en droit de se prévaloir de la convention signée le 29 mars 1995, sous réserve de la dénonciation de cette convention à son article 2-3.

La société Escobois a fait appel de cette décision le 10 mars 2006 devant la cour d'appel de Bordeaux. En raison de deux incidents de procédure, l'affaire est toujours pendante devant la cour d'appel.

Aucune provision n'a été enregistrée dans les comptes du 31 décembre 2007 au titre de cette affaire.

#### IV.15.2.5. Litiges liés à l'amiante

A fin 2007, 29 salariés de la société Gascogne Paper (28 retraités et 1 actif) ont déposé un dossier auprès de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM), pour reconnaissance du caractère professionnel de la maladie lié à l'exposition à l'amiante. Vingt dossiers ont été reconnus en maladie professionnelle, 5 refusés et 4 mis à l'étude.

Parmi les vingt dossiers reconnus en maladie professionnelle, 5 salariés ont déposé une assignation devant le Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale (TASS), afin de faire reconnaître la responsabilité de l'employeur au titre de la faute inexcusable, et obtenir une indemnisation complémentaire à la prise en charge par les Caisses d'Assurance Maladie. Le TASS a reconnu, par jugement du 11 février 2008, la faute inexcusable pour les cinq cas, tout en déclarant inopposable à Gascogne Paper la majoration de la rente et les demandes de dommages et intérêts. La charge financière des condamnations a donc été totalement affectée aux Caisses d'Assurance Maladie. Dans ces conditions, aucune provision n'a été constituée dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2007. Par déclaration du 20 mars 2008, les Caisses d'Assurance Maladie ont fait appel, pour 4 des 5 cas, de la décision du TASS concernant l'inopposabilité à l'employeur des conséquences financières du jugement (dommages et intérêts et doublement de la rente suite à la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur).

Depuis le début de l'année 2008, 4 nouveaux dossiers de salariés retraités ont été déposés auprès de la CRAM et sont à l'étude. Neuf nouvelles assignations ont été déposées devant le TASS pour faute inexcusable. Quatre projets de conclusions ont été reçus à ce jour avec des demandes de dommages et intérêts s'élevant à 600 K€. Les procédures sont en cours devant le TASS.

A ce jour, le caractère professionnel de la maladie a été reconnu pour 24 dossiers, 5 dossiers ont été refusés et 4 sont à l'étude.

#### IV.15.2.6. Contrôles fiscaux en cours

Au 31 décembre 2007, aucun contrôle fiscal n'est en cours.

## SITUATION FINANCIÈRE

### 15.2.7. Autres provisions

Les provisions pour impôts intègrent essentiellement une provision pour risque fiscal chez Aigis, et dans une proportion moins significative, des impositions étalées fiscalement (sinistre et fusion).

Les restructurations sont évoquées dans le rapport de gestion, par branche au paragraphe II.2.2.3 "Activités et résultats des branches".

On notera que les provisions pour restructuration sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique "Autres produits et charges opérationnels".

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres litiges non provisionnés pouvant avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine du Groupe.

### IV.16 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
<b>Dettes fournisseurs et autres crédateurs</b>			
Fournisseurs et comptes rattachés	128 394	118 254	117 538
Autres dettes d'exploitation	33 704	31 391	30 226
<b>Total</b>	<b>162 098</b>	<b>149 645</b>	<b>147 764</b>

### IV.17 AUTRES PASSIFS

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
<b>Autres passifs non courants</b>			
Subventions d'équipements	4 266	4 222	3 898
Participation des salariés	219	424	188
Quotas d'émission de gaz à effet de serre	7 606	653	1 124
<b>Total autres passifs non courants</b>	<b>12 091</b>	<b>5 299</b>	<b>5 210</b>
<b>Autres passifs courants</b>			
Subventions d'équipements	268	344	303
Participation des salariés	63	211	82
Dettes sur immobilisations	2 576	3 569	3 224
Quotas d'émission de gaz à effet de serre	1	477	529
Dettes diverses	1 046	567	784
Dérivés de taux - Dérivés de change	57	325	901
<b>Total autres passifs courants</b>	<b>4 011</b>	<b>5 493</b>	<b>5 823</b>
<b>Total des autres passifs</b>	<b>16 102</b>	<b>10 792</b>	<b>11 033</b>

### IV.18 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES À RÉCUPÉRER ET À PAYER

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Créance d'impôts reportée en arrière (carry back)	-	2 284	2 284
Autres impôts à récupérer	918	698	1 515
<b>Impôts sur les bénéfices à récupérer</b>	<b>918</b>	<b>2 982</b>	<b>3 799</b>
Impôts sur les bénéfices à payer	1 013	675	1 275
<b>Impôt sur les bénéfices net - Actif (passif)</b>	<b>(95)</b>	<b>2 307</b>	<b>2 524</b>

La créance d'impôt a été utilisée dans le cadre de la liquidation de l'impôt effectuée au titre de l'exercice 2007.

## V. NOTES SUR DES POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

## V.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Ventes de biens	627 226	600 038	598 276
Prestations de services	5 319	3 889	4 146
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>632 545</b>	<b>603 927</b>	<b>602 422</b>

## V.2 VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS FINIS ET EN-COURS

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Variation de stocks bruts	6 698	6 449	(4 654)
Reprise de provisions sur stocks de produits finis et en-cours	925	1 198	784
Dotation aux provisions sur stocks de produits finis et en-cours	(950)	(608)	(1 222)
<b>Variation des stocks de produits finis et en-cours</b>	<b>6 673</b>	<b>7 039</b>	<b>(5 092)</b>

## V.3 ACHATS CONSOMMÉS

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Achat de marchandises et de matières premières	(345 433)	(324 412)	(325 383)
Variation des stocks de marchandises et de matières premières	3 892	6 202	2 104
Reprise de provisions sur stocks de marchandises et matières premières	2 273	1 811	1 967
Dotation aux provisions sur stocks de marchandises et matières premières	(3 563)	(2 579)	(2 248)
<b>Achats consommés</b>	<b>(342 831)</b>	<b>(318 978)</b>	<b>(323 560)</b>

## V.4 FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Salaires et traitements	(88 693)	(87 119)	(87 660)
Charges sociales	(33 343)	(34 087)	(33 754)
Participation des salariés	(505)	(573)	(256)
Stock options et attribution d'actions gratuites	(275)	(183)	(34)
<b>Frais de personnel</b>	<b>(122 816)</b>	<b>(121 962)</b>	<b>(121 704)</b>

Les cotisations aux régimes de retraite inclus dans les charges sociales représentent 12,5 M€, contre 12,6 M€ en 2006.

La charge résultant des régimes de retraites et autres avantages "à prestations définie" est comptabilisée sous la rubrique "provisions" (cf. note IV.14).

## V.5 (DOTATIONS) REPRISES DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

## (Dotations) Reprises des provisions pour risques et charges dans le compte de résultat

(en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Net
Provisions dans le résultat courant opérationnel	(1 291)	3 564	2 273
Provisions dans les autres produits et charges opérationnels	-	39	39
Provisions dans le résultat opérationnel	(1 291)	3 603	2 312
Provisions dans les charges financières (*)	-	-	-
<b>Total (dotations) reprises aux provisions au 31 décembre 2007</b>	<b>(1 291)</b>	<b>3 603</b>	<b>2 312</b>

(\*) Les charges financières n'incluent pas de provisions pour risque à caractère financier.

## SITUATION FINANCIÈRE

### Ventilation par nature des dotations et reprises de provisions pour risques et charges incluses dans le compte de résultat

(en milliers d'euros)	Litiges	Provision pour impôt	Engagement de retraite	Restructurations et départs	Divers	Total
<b>Dotations</b>						
Résultat courant opérationnel	(278)	(81)	(634)	-	(298)	(1 291)
Autres produits et charges opérationnels (note V.7)	-	-	-	-	-	-
Charges financières	-	-	-	-	-	-
<b>Total des dotations</b>	<b>(278)</b>	<b>(81)</b>	<b>(634)</b>	<b>-</b>	<b>(298)</b>	<b>(1 291)</b>
<b>Reprises</b>						
Résultat courant opérationnel	851	27	1 722	645	319	3 564
Autres produits et charges opérationnels (note V.7)	-	-	-	39	-	39
Charges financières	-	-	-	-	-	-
<b>Total des reprises</b>	<b>851</b>	<b>27</b>	<b>1 722</b>	<b>684</b>	<b>319</b>	<b>3 603</b>
<b>Net</b>						
Résultat courant opérationnel	573	(54)	1 088	645	21	2 273
Autres produits et charges opérationnels (note V.7)	-	-	-	39	-	39
Charges financières	-	-	-	-	-	-
<b>Total net</b>	<b>573</b>	<b>(54)</b>	<b>1 088</b>	<b>684</b>	<b>21</b>	<b>2 312</b>

### (Dotations) Reprises des provisions pour risques et charges incluses dans le résultat courant opérationnel

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Provisions pour litiges	573	(187)	54
Provisions pour impôts	(54)	7	(85)
Engagements de retraite et autres avantages	1 088	4 370	1 154
Provisions pour départs du personnel	645	(336)	113
Divers	21	(146)	(51)
<b>Total</b>	<b>2 273</b>	<b>3 708</b>	<b>1 185</b>

Le tableau ci-dessous ventile les reprises de provisions imputées et les reprises pour non utilisation :

(en milliers d'euros)	Reprises globales	Provisions utilisées = charges imputées	Reprises provisions non utilisées
Engagements de retraite et autres avantages	1 722	1 712	10
Provisions pour litiges	851	474	377
Provisions pour impôts	27	10	17
Provisions pour départs du personnel	645	495	150
Provisions pour restructurations	39	39	-
Divers	319	237	82
<b>Total Reprises Provisions au 31 décembre 2007</b>	<b>3 603</b>	<b>2 967</b>	<b>636</b>

### V.6 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Autres produits courants	3 199	3 762	2 469
Subventions d'investissement virées au résultat	511	855	559
Autres charges courantes	(2 991)	(2 498)	(1 720)
(Dotations) Reprises provisions clients, autres créances et autres actifs courants	(596)	573	(420)
<b>Autres produits et (charges) d'exploitation</b>	<b>123</b>	<b>2 692</b>	<b>888</b>



## V.7 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
(Dépréciations des goodwill) Reprises des Badwill	(353)	15	111
(Dotations)/Reprises de provision pour dépréciation des actifs	10 848	7 156	(9 716)
(Dotations)/Reprises de provision pour restructuration	39	4 889	(4 568)
Charges de restructuration	(556)	(6 226)	(1 894)
(Dotation)/Reprise de provision pour litige Bruxelles	-	-	(13 200)
Plus values, Moins values sur cession d'actifs	2 467	4 176	(129)
<b>Autres produits et (charges) opérationnels</b>	<b>12 445</b>	<b>10 010</b>	<b>(29 396)</b>

**Plus values sur cession d'actifs :**

la plus value sur cession d'actifs est principalement composée des éléments suivants :

- chez Gascogne SA la cession d'immeubles sis à Mimizan (site de Woolsack et des maisons) générant une plus value de 2,0 M€,
- dans la branche Distribution, la cession d'une boutique sise à Paris générant une plus value de 0,3 M€.

**Coûts de restructuration :**

Les coûts nets de 0,5 M€ ont été principalement supportés dans l'activité Complexes lors de la liquidation de Sopal BV (299 K€) et dans l'activité Papier chez Depland (134 K€).

**Perte de valeur**

Le Groupe a regroupé ses actifs au sein de 9 Unités Génératrices de Trésorerie, correspondant aux différents corps de métiers du Groupe, et des tests de perte de valeur ont été réalisés pour chacune des Unités Génératrices de Trésorerie au 31 décembre 2007.

Les UGT Gascogne Emballage et Chupin ont été regroupées au sein de l'UGT Gascogne Sack suite à la fusion des entités concernées, ce qui a eu pour effet de réduire le nombre des UGT à 9 à fin 2007, contre 10 à fin 2006.

Les pertes et gains de valeur comptabilisés au 31 décembre 2006 s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2006	Dotations	Reprises	Exercice 2007
Goodwill	2 547	-	-	2 547
Immobilisations incorporelles	92	-	-	92
Immobilisations corporelles	40 029	-	(15 995)	24 034
<b>UGT BOIS</b>	<b>42 668</b>	<b>-</b>	<b>(15 995)</b>	<b>26 673</b>
Goodwill	186	-	-	186
Immobilisations incorporelles	199	-	-	199
Immobilisations corporelles	27 646	-	-	27 646
<b>UGT PAPIER</b>	<b>28 031</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28 031</b>
Goodwill	-	353	-	353
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	5 147	-	5 147
<b>UGT COMPLEXES (*)</b>	<b>-</b>	<b>5 500</b>	<b>-</b>	<b>5 500</b>
<b>Total (valeur brute)</b>	<b>70 699</b>	<b>5 500</b>	<b>(15 995)</b>	<b>60 204</b>

(\*) Activité Complexes hors Gascogne Laminates Switzerland.

L'UGT Bois spécialisée dans la confection de produits en bois pour l'industrie, l'aménagement et la décoration de l'habitat, a été amenée à reprendre la provision pour dépréciation des immobilisations à hauteur de 15 995 K€ au cours de l'exercice dans la mesure où la valeur recouvrable de l'UGT Bois est supérieure à sa valeur comptable à la clôture. Ce gain de valeur a été affecté en totalité aux immobilisations corporelles.

La valeur recouvrable de l'UGT Bois est la valeur d'utilité estimée sur la base des flux de trésorerie futurs issus du business plan à 5 ans de cette UGT. Le taux d'actualisation avant impôt retenu est de 8,5 % en 2007, contre 8,3 % en 2006.

L'UGT Complexes, qui fabrique une large gamme de matériaux multicouches (complexes, opercules, complexes renforcés, supports siliconés, papiers gommés, complexes auto-adhésifs) et propose des solutions d'impression (flexographie et héliogravure), a été amenée à doter une provision pour dépréciation des immobilisations à hauteur de 5 500 K€ au cours de l'exercice dans la mesure où la valeur recouvrable de l'UGT Complexes est inférieure à sa valeur comptable à la clôture. Cette perte de valeur a été affectée en priorité au goodwill et aux immobilisations corporelles au prorata de leur valeur comptable nette.

La valeur recouvrable de l'UGT Complexes est la valeur d'utilité estimée sur la base des flux de trésorerie futurs issus du business plan à 5 ans de cette UGT. Le taux d'actualisation avant impôt retenu est de 8,5 % en 2007.

**V.8 CHARGES FINANCIÈRES**

La ventilation des produits et charges financières par nature est la suivante :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Produits d'intérêts et assimilés	711	123	152
Charges d'intérêts et assimilés	(7 851)	(6 042)	(4 026)
<b>Coût de l'endettement net</b>	<b>(7 140)</b>	<b>(5 919)</b>	<b>(3 874)</b>
Produits financiers des participations non consolidées	1	1	1
Produits (Charges) de change	(266)	(638)	(297)
Produits (Charges) sur dérivés de taux et de change	43	239	11
(Dotation) Reprise de provision financière	(27)	8	(43)
Produits (charges) autres	(474)	868	587
<b>Autres produits et (charges) financières</b>	<b>(723)</b>	<b>478</b>	<b>259</b>
<b>Charges financières</b>	<b>(7 863)</b>	<b>(5 441)</b>	<b>(3 615)</b>

La présentation des gains et pertes par catégorie comptable d'actif et passif financier est reprise dans la note IV.13.

**V.9 QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE**

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Sacchificio Veneto	(35)	72	132
United Flexibles	-	(3)	3
Scieries des Landes de Gascogne	(16)	-	-
<b>Total</b>	<b>(51)</b>	<b>69</b>	<b>135</b>

**V.10 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT**
**(Charges) Produits d'impôts sur le résultat**

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
(Charges) Produits d'impôt exigible	(3 206)	(938)	1 215
(Charges) Produits d'impôt différé	(1 581)	(4 948)	2 357
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>(4 787)</b>	<b>(5 886)</b>	<b>3 572</b>

**Preuve d'impôt**

(en milliers d'euros)	Exercice 2007
Résultat net de l'ensemble consolidé	12 402
(-) quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	51
Résultat net des entreprises intégrées	12 351
Impôts sur les sociétés (a)	4 787
Charge d'impôts théorique, au taux en vigueur dans chaque pays (b)	5 510
<b>Ecart (a) - (b)</b>	<b>(723)</b>
Analyse de l'écart :	
Impact des décalages permanents	232
Impact des déficits nets fiscaux non activés	(189)
Impact de la différence : taux d'impôt exigible et taux d'impôt différé	59
Impact changement de taux d'impôt des sociétés en Allemagne	(137)
Impact des retraitements de consolidation hors impôt	(336)
Impact lié à la fiscalité de groupe	17
Crédits d'impôts recherche et IFA	(369)
<b>Total</b>	<b>(723)</b>

Le Groupe intégré fiscalement comprend en 2007 les sociétés suivantes : Gascogne SA, Landes Opportunités, Forestière de Gascogne, Gascogne Wood, Gascogne Imberty, Allwood, Gascogne Paper, Depland, Gascogne Sack, Gascogne Laminates, Cenpac, Mupa Emballages, Aquitaine Landes Industries, Cenpac Distribution.

Les déficits reportables des filiales non intégrées et les déficits reportables antérieurs des sociétés intégrées fiscalement n'ont pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif dans la mesure où les perspectives de résultat à court terme des sociétés concernées ne permettent pas d'envisager l'utilisation de ces reports avec suffisamment de certitudes. Ces déficits non activés représentent un potentiel d'économie future d'impôt de 4,7 M€.

## V.11 RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat de base par action s'établit comme suit :

	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Résultat net (part du groupe) (K€)	12 355	10 327	(26 253)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	1 923 068	1 908 560	1 816 060
<b>Résultat de base par action (en euros)</b>	<b>6,42</b>	<b>5,41</b>	<b>(14,46)</b>

Le résultat dilué par action s'établit comme suit :

	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Résultat net (part du groupe) (K€)	12 355	10 327	(26 253)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	1 923 068	1 908 560	1 816 060
Ajustement pour effet dilutif des stocks options	4 596	-	-
Ajustement pour effet dilutif des actions gratuites	7 351	2 459	-
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	1 935 015	1 911 019	1 816 060
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>6,38</b>	<b>5,40</b>	<b>(14,46)</b>

## VI. AUTRES INFORMATIONS

### VI.1 INFORMATIONS SECTORIELLES

Compte tenu de son activité de confection de papiers cadeaux, la filiale Mupa est rattachée à l'activité Complexes pour les périodes de communication sur l'information sectorielle.

Dans les états financiers présentés en 2005 et 2006, la filiale Mupa était rattachée à l'activité Distribution.

#### VI.1.1 DONNÉES PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(en milliers d'euros) au 31 décembre 2007	Activité Bois	Activité Papier	Activité Sacs	Activité Complexes	Activité Distribution	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires							
• de l'activité	180 472	112 705	137 969	216 158	146 901	8 972	803 177
• intragroupe	70 276	30 187	19 324	38 880	3 014	8 951	170 632
• chiffre d'affaires net	110 196	82 518	118 645	177 278	143 887	21	632 545
Résultat opérationnel courant	5 125	1 700	4 407	(2 649)	3 771	304	12 658
Résultat opérationnel	21 196	1 566	4 475	(8 438)	4 024	2 280	25 103
Résultat des équivalences	(16)	-	(35)	-	-	-	(51)
Dotations aux amortissements (Dotations) reprises de provisions pour dépréciations d'actif	(1 691)	(6 950)	(4 464)	(4 955)	(1 951)	(151)	(20 162)
Autres produits (charges) du résultat opérationnel sans contrepartie de trésorerie	15 995	-	-	(5 147)	-	-	10 848
	16 011	793	16	(4 454)	429	12	12 807
Investissements industriels	2 414	5 982	6 250	3 612	840	570	19 668
Effectifs	633	490	540	628	413	26	2 730
Immobilisations incorporelles et corporelles	40 202	70 499	51 755	29 978	29 325	3 311	225 070
Titres mis en équivalence	82	-	2 442	-	-	-	2 524
Actifs sectoriels	71 960	44 541	45 995	81 702	50 641	507	295 346
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	36 027
<b>Total de l'actif</b>	-	-	-	-	-	-	<b>558 967</b>
Passifs sectoriels	35 399	22 997	21 483	47 140	31 720	3 359	162 098
Autres passifs	-	-	-	-	-	-	209 312
<b>Total du passif</b>	-	-	-	-	-	-	<b>371 410</b>

## SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros) au 31 décembre 2006	Activité Bois	Activité Papier	Activité Sacs	Activité Complexes	Activité Distribution	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires							
• de l'activité	159 601	111 141	132 425	233 957	149 593	8 228	794 945
• intragroupe	67 603	29 329	18 767	65 205	2 440	7 674	191 018
• chiffre d'affaires net	91 998	81 812	113 658	168 752	147 153	554	603 927
Résultat opérationnel courant	3 049	3 119	6 034	(3 776)	3 816	(662)	11 580
Résultat opérationnel	3 860	10 421	6 161	(2 131)	3 953	(674)	21 590
Résultat des équivalences	-	-	69	-	-	-	69
Dotations aux amortissements (Dotations) reprises de provisions pour dépréciations d'actif	(1 268)	(6 220)	(4 175)	(5 647)	(1 854)	(98)	(19 262)
Autres produits (charges) du résultat opérationnel sans contrepartie de trésorerie	516	10 387	799	4 070	(161)	157	15 768
Investissements industriels Effectifs	2 939	3 817	5 892	4 515	584	567	18 314
	569	495	524	640	464	25	2 717
Immobilisations incorporelles et corporelles	23 087	63 290	49 622	35 739	29 272	3 055	204 065
Titres mis en équivalence	-	-	2 496	-	-	-	2 496
Actifs sectoriels	69 254	41 086	45 949	77 001	53 067	551	286 908
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	40 817
<b>Total de l'actif</b>	-	-	-	-	-	-	<b>534 286</b>
Passifs sectoriels	33 059	21 995	18 644	43 574	29 245	3 128	149 645
Autres passifs	-	-	-	-	-	-	208 748
<b>Total du passif</b>	-	-	-	-	-	-	<b>358 393</b>

(en milliers d'euros) au 31 décembre 2005	Activité Bois	Activité Papier	Activité Sacs	Activité Complexes	Activité Distribution	Financier	Total Groupe
Chiffre d'affaires							
• de l'activité	235 595	100 630	120 096	215 098	152 207	5 988	829 614
• intragroupe	137 175	27 407	14 652	39 899	2 071	5 988	227 192
• chiffre d'affaires net	98 420	73 223	105 444	175 199	150 136	-	602 422
Résultat opérationnel courant	3 061	(5 820)	6 358	(2 936)	3 544	(1 173)	3 034
Résultat opérationnel	(6 546)	(6 846)	4 133	(7 174)	2 244	(12 173)	(26 362)
Résultat des équivalences	-	-	132	3	-	-	135
Dotations aux amortissements (Dotations) reprises de provisions pour dépréciations d'actif	(610)	(4 245)	(4 246)	(5 684)	(1 814)	(167)	(16 766)
Autres produits (charges) du résultat opérationnel sans contrepartie de trésorerie	(9 716)	-	-	-	-	-	(9 716)
Investissements industriels Effectifs	711	(372)	(2 586)	(3 449)	208	(10 984)	(16 472)
	484	7 221	2 649	2 173	1 741	321	14 589
	465	533	526	720	492	24	2 760
Immobilisations incorporelles et corporelles	7 601	58 487	47 985	37 950	29 791	2 729	184 543
Titres mis en équivalence	-	-	2 444	40	-	-	2 484
Actifs sectoriels	60 002	37 895	43 441	69 481	54 662	836	266 317
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	40 903
<b>Total de l'actif</b>	-	-	-	-	-	-	<b>494 247</b>
Passifs sectoriels	35 013	22 994	20 428	37 183	30 026	2 120	147 764
Autres passifs	-	-	-	-	-	-	184 120
<b>Total du passif</b>	-	-	-	-	-	-	<b>331 884</b>

## VI.1.2 DONNÉES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en milliers d'euros) au 31 décembre 2007	France	Europe (hors France)	Amériques	Afrique	Asie Pacifique	Total Groupe
Chiffre d'affaires						
• par marché géographique	370 859	210 512	20 867	22 909	7 398	632 545
• par zone d'implantation géographique des filiales	525 403	102 233	-	4 909	-	632 545
Investissements industriels	15 949	3 583	1	135	-	19 668
Effectifs	2 251	434	2	42	1	2 730
Immobilisations incorporelles et corporelles	197 337	22 473	1 045	4 215	-	225 070
Actifs sectoriels	255 201	37 177	11	2 957	-	295 346

(en milliers d'euros) au 31 décembre 2006	France	Europe (hors France)	Amériques	Afrique	Asie Pacifique	Total Groupe
Chiffre d'affaires						
• par marché géographique	351 114	199 349	22 542	21 159	9 763	603 927
• par zone d'implantation géographique des filiales	500 632	98 092	27	5 176	-	603 927
Investissements industriels	13 009	5 116	1	188	-	18 314
Effectifs	2 246	427	1	41	2	2 717
Immobilisations incorporelles et corporelles	178 107	21 506	2	4 450	-	204 065
Actifs sectoriels	251 245	32 998	7	2 658	-	286 908

(en milliers d'euros) au 31 décembre 2005	France	Europe (hors France)	Amériques	Afrique	Asie Pacifique	Total Groupe
Chiffre d'affaires						
• par marché géographique	356 476	203 947	18 202	13 163	10 634	602 422
• par zone d'implantation géographique des filiales	500 164	102 258	-	-	-	602 422
Investissements industriels	13 928	661	-	-	-	14 589
Effectifs	2 231	488	1	39	1	2 760
Immobilisations incorporelles et corporelles	160 644	19 252	-	4 647	-	184 543
Actifs sectoriels	232 107	32 578	-	1 632	-	266 317

Dans le tableau précédent, les chiffres d'affaires sectoriels sont basés sur les localisations géographiques des clients, les actifs sectoriels et les investissements sont basés sur la localisation géographique des actifs.

## VI.2 PARTIES LIÉES

## Rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Comité Exécutif au 31 décembre 2007 se sont élevées à 1 964 444 € pour l'exercice 2007.

Les jetons de présence servis au titre de l'exercice 2007 au Conseil d'Administration se sont élevés à 180 000 € dont 45 000 € pour la participation aux Comités spécialisés.

## Rémunérations et avantages octroyés aux mandataires sociaux

Les rémunérations et avantages octroyés aux mandataires sociaux versés s'élèvent à 1 037 702 €.

## Opérations sur titres des mandataires sociaux et dirigeants initiés

La société n'a pas été informée par les mandataires sociaux ou les membres du Comité Exécutif d'opérations sur titres au cours de l'exercice 2007.

## Plans d'options d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites

Les informations relatives aux plans d'options d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites figurent au paragraphe IV.11.

## Principaux actionnaires

A l'exception du versement des dividendes il n'y a aucune autre transaction avec la société Electricité et Eaux de Madagascar, qui détient plus de 25 % du capital et des droits de vote.

## Autres parties liées

Les informations relatives aux sociétés consolidées selon la méthode de mise en équivalence figurent en Note IV.4.

**VI.3 ENGAGEMENTS HORS BILAN**

L'évolution des engagements hors bilan est donnée dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Avals, cautions, garanties donnés	21 919	22 080	9 620
Avals, cautions, garanties reçus	15 377	15 385	2 791
Hypothèques et nantissements donnés	1 962	2 417	2 389

Au 31 décembre 2007, les engagements hors bilan se ventilent ainsi :

(en milliers d'euros)		
Nature	Objet	Montant
<b>Aval, cautions, garanties données</b>		
. caution bancaire	au profit de la Commission Européenne	13 200
. gage financier	en contre-garantie de la caution reçue au profit de la Commission de Bruxelles	5 304
. cautions bancaires	sur des constructions en leasing	1 507
. autres	autres	1 908
<b>Total</b>		<b>21 919</b>
Nantissement reçu	sur des actions Gascogne SA, lié à l'acquisition du groupe Imberty	-
Hypothèques et nantissements donnés	sur emprunts bancaires, liés à des investissements	1 962
<b>Aval, cautions et garanties reçues</b>		
. caution bancaire	sur le contrôle de la Commission Européenne	13 200
. cautions bancaires	sur achats de bois sur pied	1 400
. cautions bancaires	sur emprunts bancaires liés à des investissements	242
. garanties	retenues de garantie sur travaux	210
. garanties	sur des créances	325
<b>Total</b>		<b>15 377</b>

Dans le cadre de la notification liée au contrôle de la Commission Européenne, Gascogne SA a obtenu en garantie du paiement de l'amende une caution bancaire au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006. Cette garantie, donnée au profit de la Commission de Bruxelles, permet de suspendre le paiement jusqu'au terme des procédures en cours (recours devant le Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes).

Gascogne SA bénéficie d'une garantie de passif reçue du cédant dans le cadre de l'acquisition de la société Grande Sacherie de Rades (GSR). Cette dernière échoit au 1<sup>er</sup> juillet 2007 sauf en matière fiscale et sociale (échéance dans ce cas au plus tard 4 mois après l'expiration de la période de prescription applicable).

Gascogne SA bénéficie d'une garantie de passif reçue du cédant dans le cadre de l'acquisition des sociétés du groupe Imberty, pour une durée de deux ans. Cette engagement est assorti également d'une contre garantie par le nantissement au profit de Gascogne SA des actions Gascogne SA auto-détenues qui ont été remises au cédant dans le cadre du paiement du prix d'acquisition.

**Les hypothèques et nantissements donnés portent sur les postes suivants :**

(En milliers d'euros)	Date de départ	Date d'échéance	Montant des hypothèques	Valeur nette des actifs hypothéqués	Total au bilan	% du total
Immobilisations corporelles	1993/1998	au gré des parties ou < 2011	1 962	4 887	184 763	2,6 %

**VI.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

Le 31 janvier 2008, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la nouvelle société Gascogne Wood Products a approuvé la fusion par absorption par elle-même des sociétés Gascogne Wood et Gascogne Imberty avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## II.4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (Exercice clos le 31 décembre 2007)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Gascogne SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### > Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### > Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le Groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des immobilisations incorporelles à durées d'utilité définies et des immobilisations corporelles, selon les modalités décrites dans la note annexe aux états financiers consolidés III.9 "Dépréciation des actifs corporels, incorporels et des goodwill". Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note V.7 "Autres produits et charges opérationnels" donne une information appropriée.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

- Le Groupe a constitué une provision pour couvrir le risque relatif à l'amende notifiée par la Commission Européenne tel que décrit en note annexe aux états financiers consolidés IV.15.2 "Litiges".

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation de cette provision s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la société pour identifier et évaluer le risque, ainsi que sur l'examen de la situation.

- Nous nous sommes assurés que la note annexe aux états financiers consolidés III.25 donne une information appropriée sur le traitement comptable retenu par votre société au titre de la comptabilisation des quotas d'émission de gaz à effet de serre qui ne fait pas l'objet de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### > Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris-La-Défense et Paris le 9 avril 2008

KPMG Audit

Département de KPMG SA

Thierry Colatrella

Associé

Jean H. Legorju  
Commissaire aux comptes

## II.5 - COMPTES ANNUELS 2007 SOCIÉTÉ MÈRE GASCOGNE SA

## II.5.1. COMPTE DE RÉSULTAT 2007

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>9 388</b>	<b>8 723</b>	<b>6 537</b>
Ventes de biens	47	550	-
Prestations de services	8 915	7 678	5 987
Autres produits	426	495	550
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>8 806</b>	<b>9 749</b>	<b>7 877</b>
Variation de stocks de marchandises	-	-	6
Achats de matières premières et approvisionnements	2	2	2
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	2	352	3
Autres achats et charges externes	3 815	4 061	3 354
Impôts, taxes et versements assimilés	262	257	179
Salaires et traitements	3 060	3 181	2 602
Charges sociales	1 071	1 281	965
Dotations aux amortissements	152	98	167
Dotations aux provisions sur actif circulant	-	159	159
Dotations aux provisions pour risques et charges	306	169	190
Autres charges	136	189	250
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>582</b>	<b>(1 026)</b>	<b>(1 340)</b>
<b>Produits financiers</b>	<b>8 660</b>	<b>5 882</b>	<b>4 638</b>
Dividendes perçus	3 949	2 478	3 999
Produits financiers filiales	4 406	1 330	523
Produits financiers de trésorerie	305	29	116
Reprise sur provisions et transferts de charges	-	2 045	-
<b>Charges financières</b>	<b>7 736</b>	<b>1 819</b>	<b>9 896</b>
Dotations financières aux provisions	2 181	-	9 470
Frais financiers divers	5 555	1 819	426
<b>Résultat financier</b>	<b>924</b>	<b>4 063</b>	<b>(5 258)</b>
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>1 506</b>	<b>3 037</b>	<b>(6 598)</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>2 231</b>	<b>38 670</b>	<b>8</b>
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 195	29 658	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	36	9 012	8
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>607</b>	<b>40 260</b>	<b>11 036</b>
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	218	40 204	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	389	56	11 036
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1 624</b>	<b>(1 590)</b>	<b>(11 028)</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	34	30	6
Impôts sur les bénéfices	(73)	(535)	(2 352)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>3 169</b>	<b>1 952</b>	<b>(15 280)</b>



## II.5.2 BILAN ACTIF 2007

(en milliers d'euros)	Montants bruts	2007 Amortissements et provisions	Montants nets	2006 Montants nets	2005 Montants nets
<b>Actif immobilisé</b>	<b>169 593</b>	<b>5 502</b>	<b>164 091</b>	<b>162 824</b>	<b>149 327</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 151</b>	<b>122</b>	<b>1 029</b>	<b>573</b>	<b>158</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 342</b>	<b>2 063</b>	<b>2 279</b>	<b>2 483</b>	<b>2 571</b>
Terrains forestiers	128	-	128	242	242
Autres terrains	1 274	75	1 199	1 104	1 221
Constructions	2 715	1 817	898	1 084	1 026
Autres immobilisations corporelles	212	171	41	53	79
Avances et acomptes	13	-	13	-	3
<b>Immobilisations financières</b>	<b>164 100</b>	<b>3 317</b>	<b>160 783</b>	<b>159 768</b>	<b>146 598</b>
Participations	138 526	2 100	136 426	138 463	116 615
Créances rattachées à des participations	16 247	-	16 247	11 758	13 358
Autres titres de participations	51	-	51	51	51
Prêts et autres immobilisations financières	9 276	1 217	8 059	9 496	16 574
<b>Actif circulant</b>	<b>80 676</b>	<b>158</b>	<b>80 518</b>	<b>66 504</b>	<b>11 913</b>
<b>Stocks</b>	<b>366</b>	<b>158</b>	<b>208</b>	<b>209</b>	<b>562</b>
Matières premières, approvisionnements	193	-	193	193	543
Marchandises	173	158	15	16	19
<b>Créances</b>	<b>68 157</b>	<b>-</b>	<b>68 157</b>	<b>59 597</b>	<b>3 388</b>
Avances et acomptes sur commandes	-	-	-	98	63
Clients et comptes rattachés	1 891	-	1 891	1 482	324
Autres créances	66 266	-	66 266	58 017	3 001
<b>Trésorerie actif</b>	<b>12 153</b>	<b>-</b>	<b>12 153</b>	<b>6 698</b>	<b>7 963</b>
Valeurs mobilières de placement	5 304	-	5 304	4 999	7 164
Disponibilités	6 849	-	6 849	1 699	799
<b>Charges comptabilisées d'avance</b>	<b>90</b>	<b>-</b>	<b>90</b>	<b>42</b>	<b>103</b>
<b>Ecart de conversion Actif</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>250 373</b>	<b>5 660</b>	<b>244 713</b>	<b>229 370</b>	<b>161 343</b>

## II.5.3 BILAN PASSIF 2007

(en milliers d'euros)	2007		2006		2005	
	Avant répartition	Après répartition (*)	Avant répartition	Après répartition	Avant répartition	Après répartition
<b>Capitaux propres</b>	<b>124 242</b>	<b>118 260</b>	<b>121 735</b>	<b>117 834</b>	<b>122 617</b>	<b>119 691</b>
Capital social	29 903	29 903	29 256	29 256	29 256	29 256
Prime d'émission	44 538	44 538	42 343	42 343	42 343	42 343
Réserve légale	2 926	2 990	2 926	2 926	2 926	2 926
Réserve facultative	38 328	35 477	40 228	38 327	58 166	40 229
Autres réserves	4 874	4 874	4 874	4 874	4 873	4 873
Report à nouveau	26	-	48	-	269	-
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>3 169</b>	<b>-</b>	<b>1 952</b>	<b>-</b>	<b>(15 280)</b>	<b>-</b>
Provisions réglementées	478	478	108	108	64	64
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>11 607</b>	<b>11 607</b>	<b>11 453</b>	<b>11 453</b>	<b>11 320</b>	<b>11 320</b>
<b>Dettes</b>	<b>108 801</b>	<b>114 783</b>	<b>96 182</b>	<b>100 083</b>	<b>27 406</b>	<b>30 332</b>
Emprunts et dettes auprès Ets de crédit	75 893	75 893	70 589	70 589	10 450	10 450
Autres dettes financières diverses	18 819	18 819	12 015	12 015	6 485	6 485
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	1 114	1 114	909	909	637	637
Dettes sociales et fiscales	2 446	8 428	1 798	5 699	1 205	4 131
Autres dettes	10 529	10 529	10 871	10 871	8 629	8 629
<b>Ecart de conversion passif</b>	<b>63</b>	<b>63</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total du passif</b>	<b>244 713</b>	<b>244 713</b>	<b>229 370</b>	<b>229 370</b>	<b>161 343</b>	<b>161 343</b>

(\*) En fonction du projet d'affectation.

## II.5.4. ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2007

### I - FAITS MAJEURS

Suite aux procédures engagées par Gascogne SA devant le Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes pour faire appel de l'amende de 13,2M€ infligée par la Commission Européenne, la société est toujours dans l'attente du jugement final qui devrait intervenir en 2008.

A la suite de levées d'options par des bénéficiaires de stock options, la société a procédé sur l'exercice à une augmentation de capital, comprenant nominal et primes, à hauteur de 2,8 M€.

Cession de plusieurs propriétés immobilières (Woolsack, Club des cadres, maisons à Mimizan), générant des plus-values pour un montant global avant impôt d'environ 2 M€.

Poursuite de la mise en place et du fonctionnement du cash-pooling avec des conséquences significatives sur l'endettement (centralisation sur les comptes de Gascogne SA de la majorité des concours bancaires), et sur l'actif circulant (hausse corrélative des prêts en comptes courants aux filiales du Groupe).

Fusion des sociétés de l'activité Sacs (Gascogne Emballage et Chupin Emballage) fin janvier 2007 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Fusion des sociétés du sous-groupe Imberty (Imberty Sa, Imberty Sarl, CBP, Imberty Services Distribution) fin janvier 2007 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

La société bénéficie au titre de l'exercice 2007 d'un crédit d'impôt recherche pour un montant de 84 K€.

Le loyer social facturé aux filiales a suivi une évolution dans ses modalités de calcul par l'introduction pour une part minoritaire du critère du chiffre d'affaires.

### II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de bilan et de résultat 2007 sont établis suivant les principes comptables en vigueur dans le respect des règles d'image fidèle et de prudence, selon les hypothèses suivantes :

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- continuité de l'exploitation,
- coûts historiques.

### III - NOTES SUR LE BILAN

#### III.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

La société a opté pour la comptabilisation d'amortissements dérogatoires afin de neutraliser fiscalement l'impact de l'application du règlement CRC 2002-10 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Au 31 décembre 2007, le montant des amortissements dérogatoires s'établit à 447 K€ après une dotation de l'exercice de 378 K€.

##### III.1.1 Valeurs comptables brutes

(en milliers d'euros)	Début exercice	Acquisitions	Cessions Diminutions	Clôture Exercice
Immobilisations incorporelles	647	504	-	1 151
Terrains	1 527	-	125	1 402
Constructions	3 608	48	941	2 715
Autres immobilisations corporelles	258	11	57	212
Avances et acomptes	-	13	-	13
<b>Total</b>	<b>6 040</b>	<b>576</b>	<b>1 123</b>	<b>5 493</b>

##### III.1.2 Amortissements et provisions

(en milliers d'euros)	Début exercice	Dotations	Reprises Cessions	Clôture Exercice
Immobilisations incorporelles	74	48	-	122
Terrains	181	10	116	75
Constructions	2 524	81	788	1 817
Autres immobilisations corporelles	215	13	57	171
<b>Total</b>	<b>2 994</b>	<b>152</b>	<b>961</b>	<b>2 185</b>

La société a retenu le mode d'amortissement linéaire.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

**Bâtiments d'habitation :**

• Murs	80 ans
• Toiture	25 ans
• Aménagement	15 ans

**Bâtiments d'exploitation :**

• Murs	40 ans
• Toiture	25 ans
• Aménagement	15 ans

**Matériel de transport** 5 ans

**Mobilier et matériel de bureau** 5 à 10 ans

**Matériel informatique** 5 ans

**Logiciels** 10 ans

### III.2. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan pour leur prix d'acquisition, hors frais (comptabilisés en charges) et sont dépréciés lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction d'une évaluation fondée sur les perspectives de rentabilité future : il s'agit d'une valeur dite d'utilité ou économique.

#### III.2.1 Participations

(en milliers d'euros)

Valeur Brute au 31/12/2006	138 463
Acquisitions	63
Cessions	-
<b>Valeur Brute au 31/12/2007</b>	<b>138 526</b>
Dépréciations au 31/12/2006	-
Dotations	2 100
Reprises	-
Dépréciations au 31/12/2007	2 100
<b>Valeur Nette au 31 décembre 2007</b>	<b>136 426</b>

Echange de titres Imbert SA avec des titres Gascogne Imberty apportés sur la base de la valeur nette comptable des titres échangés, soit 21 711 K€ sans impact sur le résultat.

Echange de titres Chupin Emballage et Gascogne Emballage avec des titres Gascogne Sack apportés sur la base de la valeur nette comptable des titres échangés soit 14 810 K€ sans impact sur le résultat.

Création de la société Gascogne Wood Products en décembre 2007, avec un capital composé de 3 700 actions soit 63 K€.

La provision dotée au 31 décembre 2007 est relative à Gascogne Laminates; elle a été enregistrée en liaison avec l'estimation de valeur de la filiale déterminée par tests d'impairment.

#### III.2.2 Créances rattachées à des participations

Ce poste correspond aux comptes courants des filiales :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006
Gascogne Deutschland	6 111	6 111
Gascogne Laminates Switzerland	10 125	5 636
Grande Sacherie de Radès	11	11
<b>Total</b>	<b>16 247</b>	<b>11 758</b>

Les comptes courants des filiales sont rémunérés au taux Euribor à un mois majoré de 0,30 %.

## SITUATION FINANCIÈRE

### III.2.3 Prêts et autres immobilisations financières

(en milliers d'euros)	Prêts filiales	Dépôts	Titres autocontrôle	Autres titres	Total
Valeur Brute au 31/12/2006	6 464	8	3 117	1 057	10 638
Augmentations	-	1	-	-	1
Diminutions	(1 371)	-	-	-	(1 371)
Valeur Brute au 31/12/2007	5 093	9	3 117	1 057	9 276
Dépréciations au 31/12/2006	-	-	(124)	(1 026)	(1 150)
Dotations	-	-	(36)	(31)	(67)
Reprises	-	-	-	-	-
Dépréciations au 31/12/2007	-	-	(160)	(1 057)	(1 217)
<b>Valeur Nette au 31 décembre 2007</b>	<b>5 093</b>	<b>9</b>	<b>2 957</b>	<b>-</b>	<b>8 059</b>

#### Prêts

Sociétés liées	Montant à l'origine	Date	Durée (années)	Solde 31/12/07	Solde 31/12/06
Cenpac	4 600	2002	7	987	1 642
Gasconne Paper	2 500	2006	7	2 053	2 411
Gasconne Wood	2 500	2006	7	2 053	2 411
	<b>15 300</b>			<b>5 093</b>	<b>6 464</b>

### III.2.4 Autocontrôle

Gasconne SA détient, au 31 décembre 2007, 41 818 de ses propres actions ; à la date de clôture, le dernier cours coté est de 70,99 €.

Une provision pour dépréciation sur les titres Gasconne SA a été dotée pour un montant total de 35 K€, ; en conséquence, la provision au 31 décembre 2007 s'élève à 160 K€, en prenant comme référence le cours moyen du mois de décembre 2007 soit 70,72 €.

Au 31 décembre 2007, la société dispose de réserves, autres que la réserve légale d'un montant au moins égal à la valeur de l'ensemble des actions propres qu'elle possède.

### III.2.5 Autres immobilisations financières

Gasconne SA détient une participation, pour un montant brut de 1 057 K€, représentant environ 1,4 % du capital de la société Ambro, société de droit roumain cotée à la Bourse de Bucarest, spécialisée dans la fabrication de papier et d'emballage souple.

Une provision complémentaire a été comptabilisée sur les titres Ambro pour un montant de 31 K€, par ajustement au cours de bourse de fin 2007. Au 31 décembre 2007, les titres sont ainsi intégralement provisionnés.

## III.3 Stocks

Les stocks de bois représentent les plantations forestières, dont les entrées sont valorisées au coût des frais de plantation ou d'acquisition des parcelles.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur comptable devient inférieure à la valeur de réalisation.

## III.4 Créances

Elles sont toutes à moins d'un an.

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006
Clients et comptes rattachés*	1 891	1 482
Créance d'impôt reportée en arrière (carry back)	-	2 284
Solde dû par les filiales : impôt société	987	1 207
Compte courant Cash Pooling Groupe	65 064	54 076
Etat, TVA	159	76
Autres créances	56	374
<b>Total</b>	<b>68 157</b>	<b>59 499</b>

(\*) Pour 2007, dont factures à émettre vis-à-vis des sociétés du Groupe pour 562 K€.

Depuis 2006, la trésorerie a été centralisée au niveau du siège, ce qui explique l'existence du poste Compte courant Cash Pooling et les variations qui en résultent à l'actif et au passif.

La créance d'impôt a été utilisée dans le cadre de la liquidation de l'impôt effectuée au titre de l'exercice 2007.

### III.5 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement d'un montant de 5 304 K€ sont comptabilisées à leur prix d'achat. Elles constituent un instrument de gage financier au profit de la Banque BNP pour contre garantir la caution accordée dans le cadre de l'amende de la Commission Européenne.

Aucune provision n'a été comptabilisée à la clôture dans la mesure où la valeur d'inventaire des valeurs mobilières de placement est supérieure à leur valeur comptable.

Dans les disponibilités figurent d'une part une somme de 200 K€ affectée à un contrat de liquidité du titre Gascogne SA, contrat aux termes duquel la gestion de cette somme est confiée à un intermédiaire indépendant, et d'autre part un certificat de dépôt de 1 000 K€ détenu en garantie d'un emprunt de 5 millions à l'origine souscrit auprès de la BNP.

### III.6 Charges comptabilisées d'avance

Elles comprennent uniquement des charges d'exploitation.

### III.7 Capital social

(en milliers d'euros)

Valeur au 01/01/07	29 256
Augmentation	647
Diminution	-
<b>Valeur au 31/12/07</b>	<b>29 903</b>

(en nombre d'actions)

Nombre au 01/01/07	1 950 378
Augmentation	43 160
Diminution	-
<b>Nombre au 31/12/07</b>	<b>1 993 538</b>

Au 31 décembre 2007, le capital est composé de 1 993 538 actions de nominal 15 euros.

La variation des capitaux propres se résume comme suit :

(en milliers d'euros)	Montant
Situation nette au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	121 735
Augmentation de capital	647
Augmentation des autres capitaux propres-primés d'émission	2 196
Résultat net	3 169
Dividendes versés hors autocontrôle	(3 874)
Provisions réglementées	369
<b>Situation nette au 31 décembre 2007</b>	<b>124 242</b>

### III.8 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31/12/2006	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2007
Amende Sachsa	11 000	-	-	-	11 000
Médaille du travail	77	20	-	-	97
Actions gratuites	169	286	-	-	455
Autres	207	15	-	(167)	55
<b>Total</b>	<b>11 453</b>	<b>321</b>	<b>-</b>	<b>(167)</b>	<b>11 607</b>

A la clôture de l'exercice, une dotation de provision au titre des engagements de l'entreprise vis-à-vis de ses salariés en matière de médailles du travail, a été comptabilisée pour un montant de 20 K€. La provision au 31 décembre 2007, s'élève à 97 K€. Cette provision résulte de l'application de la recommandation CNC N° 2003-R.01.

Le coût estimé du programme d'attribution d'actions gratuites a été évalué par un expert indépendant et réparti sur quatre exercices. La dotation de 286 K€ correspond au coût de l'exercice 2007.

**III.9 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit**

(en milliers d'euros)	Montant
Solde au 01/01/07	70 589
Remboursements	(5 143)
Nouveaux emprunts	27 000
Découverts et spots bancaires utilisés dans le cadre du cash pooling	(16 553)
<b>Solde au 31/12/07</b>	<b>75 893</b>

> Analyse par nature et par échéance

(en milliers d'euros)	Moins d'un an	De deux à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Emprunts	8 424	32 280	5 537	46 241
Découverts et spots bancaires utilisés dans le cadre du cash pooling	29 652	-	-	29 652
<b>Total</b>	<b>38 076</b>	<b>32 280</b>	<b>5 537</b>	<b>75 893</b>

**III.10 Dettes financières diverses**

Ce poste se compose principalement des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006
Comptes courants des filiales (avance de trésorerie)	4 030	4 030
Comptes courants des filiales (cash pooling)	10 129	4 325
Comptes courants des filiales (solde impôt société)	875	234
Emprunts auprès des Fonds Communs de Placement du personnel	3 430	3 300
Intérêts courus	355	124
Autres emprunts	-	2
<b>Total</b>	<b>18 819</b>	<b>12 015</b>

Les emprunts auprès des Fonds Communs de Placements du personnel se décomposent en obligations non convertibles

Date émission	Date échéance	Nombre obligations	Nominal de l'obligation en €	Total emprunt en K€
avril-04	avril-09	80 000	10	800
avril-05	avril-10	70 000	10	700
avril-06	avril-11	150 000	10	1 500
avril-07	avril-12	43 000	10	430
<b>Total</b>				<b>3 430</b>

**III.11 Autres dettes**

Ce poste se compose de l'économie d'impôt liée à l'intégration fiscale (10 105 K€), des jetons de présence (180 K€) et des intérêts liés à l'amende de la Commission de Bruxelles (855 K€).

**III.12 Charges à payer**

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006
Intérêts courus sur dettes financières	316	124
Fournisseurs	245	212
Dettes fiscales et sociales	1 038	1 313
Autres dettes	855	376
<b>Total</b>	<b>2 454</b>	<b>2 025</b>

### III.13 Intégration fiscale

Le groupe intégré fiscalement comprend les sociétés suivantes : Gascogne SA, Forestière de Gascogne, Gascogne Wood, Gascogne Paper, Depland, Gascogne Sack (ex Gascogne Emballage et Chupin Emballage), Gascogne Laminates, Cenpac, Mupa Emballages, Cenpac Distribution, Aquitaine Landes Industries, Landes Opportunités, Gascogne Imberty, Allwood.

Les filiales calculent leur charge d'impôt comme si elles étaient imposables séparément et s'acquittent des acomptes et soldes d'impôt auprès de la tête du groupe, Gascogne SA.

Dans le bilan l'intégration fiscale fait apparaître :

- A l'actif, une créance de 987 K€ correspondant à l'impôt dû par les filiales à la société mère.
- Au passif, une dette correspondant au solde dû par la société mère à certaines filiales soit 875 K€ et à l'économie d'impôt accumulée au 31 décembre 2007 soit 10 105 K€.

### III.14 Situation fiscale latente

Les accroissements et allègements de la dette future d'impôt provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits ou des charges sont les suivants :

(en milliers d'euros) Nature	Début d'exercice		Variations		Fin d'exercice	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Décalages certains ou éventuels</b>						
• Amortissements dérogatoires	-	(24)	-	(125)	-	(149)
• Provisions pour investissement	-	(12)	-	2	-	(10)
<b>Charges non déductibles temporairement à déduire l'année suivante :</b>						
• Congés payés (ancien régime)	50	-	4	-	54	-
• Participation des salariés	10	-	5	-	15	-
• Frais acquisition titres	89	-	(20)	-	69	-
• Autres	20	-	5	-	25	-
<b>Total</b>	<b>169</b>	<b>(36)</b>	<b>(6)</b>	<b>(123)</b>	<b>163</b>	<b>(159)</b>

## IV. - NOTES SUR LE RESULTAT

### IV.1 Produits

Ils se composent essentiellement de prestations de services et de produits financiers facturés aux filiales, et de dividendes.

Depuis le milieu de l'année 2007, Gascogne SA a pris en charge la gestion des coûts réseaux de communication informatique du Groupe, la charge effective étant répercutée à chaque entité du Groupe en fonction de ses propres consommations.

### IV.2 Transferts de charges

La société a comptabilisé 205 K€ de transferts de charges au cours de l'exercice qui s'analysent pour environ 70 % comme des ristournes à des fournisseurs prestataires de services.

### IV.3 Effectif de l'exercice 2007

	Moyenne	31/12/2007
Cadres	16	16
Agents de maîtrise et techniciens	5	5
Employés	4	5
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>26</b>

### IV.4 Rémunérations des dirigeants

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Comité Exécutif au 31/12/2007 se sont élevées à 1 964 K€ pour l'exercice 2007.

Les jetons de présence servis au titre de l'exercice 2007 aux membres du Conseil d'Administration, y compris pour leurs participations aux Comités spécialisés, se sont élevés à 180 K€.

Le Conseil d'Administration s'est réuni sept fois au cours de l'exercice 2007.

Aucun salarié ni aucun mandataire social n'a bénéficié d'attribution d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice.

## SITUATION FINANCIÈRE

L'Assemblée Générale du 12 juin 2006 a autorisé le Conseil d'Administration à émettre des actions gratuites au profit des dirigeants.

Au cours de ses séances des 22 juin 2006, 22 septembre 2006 et 5 juin 2007, le Conseil d'Administration a fixé les conditions de performance et les critères d'attribution d'actions gratuites pour une quantité globale maximum de 42 000 actions.

Ces actions ont été acquises dans le cadre de l'autorisation de rachat d'actions et sont comptabilisées dans l'autocontrôle.

Si tous les objectifs sont atteints, et sous certaines conditions, le Président-Directeur Général et le Directeur Financier pourront, en fonction des actions qu'ils ont souscrites et conservées au nominatif, bénéficier au maximum de respectivement 14 437 et 1 530 actions gratuites.

Ces attributions interviendraient à l'issue des Assemblées Générales 2008 et 2009 statuant sur les comptes annuels.

### IV.5 Intéressement du personnel

Un système d'intéressement bénéficiant à l'ensemble du personnel de Gascogne SA (société mère) est en place depuis plusieurs années. Le dernier accord a été signé le 30 juin 2006 pour une période de trois ans. La provision relative à l'intéressement sur les résultats de 2007 s'élève à 62 K€.

### IV.6 Résultat financier

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006
Dividendes filiales	3 949	2 478
Reprise (dotations) provisions	(2 181)	2 045
Intérêts sur prêts aux filiales	4 380	1 330
Plus-value de cession de valeurs mobilières de placement	305	29
Divers	22	-
Intérêts pénalités amende Bruxelles	(493)	(377)
Intérêts sur emprunts	(1 792)	(378)
Autres intérêts	(3 266)	(1 064)
<b>Total</b>	<b>924</b>	<b>4 063</b>

### IV.7 Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	Exercice 2007	Exercice 2006
Résultat net sur cession immobilisations corporelles	1 977	(12)
Valeur brute des titres Escobois	-	(31 770)
Reprise de provision sur titres Escobois	-	9 000
Apport des titres Gascogne Wood	-	22 770
Reprises de provisions réglementées	25	11
Résultat net sur cession de titres Gascogne SA	-	(1 534)
Amortissements dérogatoires	(378)	(55)
<b>Total</b>	<b>1 624</b>	<b>(1 590)</b>

### IV.8 Ventilation de l'impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	Résultat courant	Résultat exceptionnel	Total
Résultat avant impôts	1 507	1 589	3 096
Retraitements fiscaux	(2 731)	(35)	(2 766)
<b>Résultat fiscal avant impôt</b>	<b>(1 224)</b>	<b>1 554</b>	<b>330</b>
Impôt société théorique	(408)	530	122
Imputation impôts sociétés déficit antérieurs	408	(530)	(122)
Impôt société intégration fiscale	-	(73)	(73)
<b>Total impôts société</b>	<b>-</b>	<b>(73)</b>	<b>(73)</b>
<b>Résultat net comptable</b>	<b>1 507</b>	<b>1 662</b>	<b>3 169</b>



(en k€)

Crédit d'impôt recherche	(84)
IFA prescrits (filiales)	(73)
Divers : intégration fiscale	84
<b>Total</b>	<b>(73)</b>

## V - INFORMATIONS GÉNÉRALES

### Informations sur les entreprises liées

(en milliers d'euros)

<b>Immobilisations financières</b>	
Participations	138 526
Créances rattachées à des participations	16 247
Prêts	5 093
<b>Créances et comptes rattachés</b>	
Clients et comptes rattachés et créances diverses	1 891
Comptes courants (solde impôt filiales)	987
Comptes courants (avance de trésorerie)	65 064
<b>Dettes</b>	
Fournisseurs et comptes rattachés	62
Comptes courants (cash pooling)	10 129
Comptes courants (avance de trésorerie)	4 030
Comptes courants (solde impôt filiales)	875
<b>Charges d'exploitation</b>	
Autres services extérieurs	389
<b>Chiffre d'affaires HT</b>	
Prestations de services à l'égard des filiales	8 962
<b>Produits financiers</b>	
Intérêts des comptes courants et prêts aux filiales	4 380
Produits financiers de participations	3 949
<b>Charges financières</b>	
Intérêts des comptes courants	459

## VI - RELEVÉ DES ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2007

### VI.1 Engagements donnés

#### > Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière et de retraite

L'entreprise applique les dispositions de la Convention Collective. A ce titre, les engagements y afférents ont été évalués en prenant comme base les rémunérations de l'entreprise et en les pondérant d'un coefficient tenant compte de l'ancienneté et de la durée probable de carrière jusqu'à l'âge légal de la retraite. Au 31 décembre 2007, ces engagements s'élevaient à 310 K€ et sont intégralement couverts par des versements capitalisés qui représentent une somme de 602 K€ à la clôture de l'exercice.

Par ailleurs, il existe, au 31 décembre 2007, des contrats de retraite par capitalisation pour des cadres de Gascogne SA. Ces engagements s'élevaient à 1 493 K€, dont 453 K€ au profit du dirigeant mandataire social au 31 décembre 2007 et sont couverts par des versements capitalisés s'élevant à la même date à 1 340 K€.

#### > Droits individuels à la formation

Volume d'heures de formation cumulé	
correspondant aux droits acquis	1 495
Volume d'heures n'ayant pas donné lieu à demande	1 495

## SITUATION FINANCIÈRE

### Autres engagements donnés

- Conservation de la ligne des valeurs mobilières de placement (5,3 M€) en contre-garantie de la caution bancaire de 13,2 M€ accordée en liaison avec l'amende de la Commission Européenne (cf. III.5).
- Conservation du certificat de dépôt (1 M€) en garantie du remboursement d'un emprunt (cf. III.5).

### VI.2 Engagements reçus au titre de garanties de passif

Gascogne SA bénéficie d'une garantie de passif reçue du cédant dans le cadre de l'acquisition des sociétés du groupe Imberty, pour une durée de deux ans. Cet engagement est assorti également d'une contre garantie par le nantissement au profit de Gascogne SA des actions Gascogne SA remises au cédant dans le cadre du paiement du prix d'acquisition.

Dans le cadre de la notification liée au contrôle de la Commission Européenne, Gascogne SA a obtenu en garantie du paiement de l'amende une caution bancaire au cours du premier semestre 2006. Cette garantie permet de suspendre le paiement jusqu'au terme des procédures en cours (recours devant le Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes).

## II.5.5 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Sociétés ou groupes de sociétés (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres Brut
<b>A-Renseignements détaillés sur les participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de Gascogne SA</b>				
<b>1-Filiales détenues à plus de 50 %</b>				
Cenpac (Dax)	13 822	14 544	100	21 433
Gascogne Wood (Escource)	13 535	7 364	99	22 813
Gascogne Imberty (Belves)	10 370	3 794	100	21 789
Gascogne Sack (Mimizan)	22 958	10 225	100	14 869
Gascogne Paper (Mimizan)	16 000	14 884	100	19 594
Gascogne Laminates (Dax)	5 155	12 237	100	20 664
Gascogne Deutschland (Allemagne)	1 227	4 026	100	2 860
Aigis (Grèce)	3 408	5 351	100	7 017
Gascogne Laminates (Suisse)	7 252	(4 792)	100	1 980
Grande Sacherie de Radès (Tunisie)	3 822	(118)	100	4 569
<b>2-Participations détenues entre 10 % et 50 %</b>				
Sachsa Verpackung (Allemagne)	6 136	5 660	10	835
<b>B-Renseignements détaillés sur les participations dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de Gascogne SA</b>				
<b>1- Filiales françaises</b>				
Forestière de Gascogne (Escource)	80	530	1	1
Gascogne Wood Products (Escource)	37	26	100	62
Landes Opportunités (Saint-Paul-lès-Dax)	40	(2)	100	40
<b>C-Renseignements globaux sur tous les titres</b>				
1- Filiales françaises	81 997	63 602	-	121 265
2- Filiales étrangères	21 845	10 126	-	17 261
<b>TOTAL</b>	<b>103 842</b>	<b>73 728</b>	<b>-</b>	<b>138 526</b>

## VI.3 Autres engagements

Dans le cadre de son financement Gascogne SA a conclu des emprunts à taux variable. Afin de se couvrir contre le risque de hausse de taux Gascogne SA a souscrit au cours du dernier trimestre 2007 des protections de taux, court terme, CAP au taux de 4,50 % et SWAP au taux de 4,38 %, portant sur un total de 60 M€ pour des durées de 12 et 24 mois.

De même, Gascogne SA a conclu pour le compte du Groupe des contrats de couverture de change, notamment en USD pour 10,6 M€.

## VII - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 31 janvier 2008, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la nouvelle société Gascogne Wood Products a approuvé la fusion par absorption par elle-même des sociétés Gascogne Wood et Gascogne Imberty avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Valeur comptable des titres Net	Prêts et avances consentis par la société non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	C.A.H.T. dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en 2007
21 433	4 375	-	146 229	2 904	1 215
22 813	18 259	-	93 828	(303)	-
21 789	-	-	18 117	2 992	1 077
14 869	-	-	81 732	2 358	1 632
19 594	21 253	-	109 898	5 571	-
18 564	13 542	-	114 029	(5 561)	-
2 860	6 111	-	-	(291)	-
7 017	-	-	11 322	(130)	-
1 980	10 126	-	34 742	(221)	-
4 569	11	-	4 910	(40)	-
		-			-
835	-	-	20 988	888	25
1	9 575	-	63 481	46	-
62	-	-	-	-	-
40	-	-	-	1	-
119 165	67 004	-	627 314	8 008	3 924
17 261	16 248	-	71 963	207	25
<b>136 426</b>	<b>83 252</b>	<b>-</b>	<b>699 277</b>	<b>8 215</b>	<b>3 949</b>

### II.6 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

#### II.6.1 RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX (exercice clos le 31 décembre 2007)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Gascogne SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

##### > Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

##### > Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société a constitué une provision pour couvrir le risque relatif à l'amende notifiée par la Commission Européenne tel que décrit en note I- Faits majeurs de l'annexe.  
Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation de cette provision s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la société pour identifier et évaluer le risque, ainsi que sur l'examen de la situation.
- Comme indiqué dans la note III.3 de l'annexe présentant les règles et méthodes comptables relatives aux titres de participation, votre société constitue des provisions pour dépréciation lorsque la valeur nette comptable des titres de participation est supérieure à leur valeur d'utilité. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

##### > Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les commissaires aux comptes

Paris-La-Défense et Paris le 9 avril 2008

KPMG Audit  
Département de KPMG SA  
**Thierry Colatrella**  
Associé

**Jean H. Legorju**  
Commissaire aux comptes

## II.6.2 RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS (exercice clos le 31 décembre 2007)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

### > Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions ou engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### 1. Convention de prestations de service pour l'exercice 2007

#### • Personnes concernées :

- Gascogne SA, actionnaire ;
- François Vittoz, Président Directeur Général.

#### • Nature et objet :

Lors de sa séance du 25 juillet 2007, le Conseil d'Administration a décidé de revoir les modalités de calcul des prestations délivrées par la société mère au titre des relations publiques et du loyer social.

Il a été décidé :

- De reconduire en 2007, pour les sociétés déjà redevables du loyer social et des charges de relations publiques, les mêmes montants que ceux facturés en 2006.
- D'affecter le différentiel de charges à répartir en 2007, comparé à celui de 2006, à ces sociétés au prorata de leur chiffre d'affaires annuel, déduction faite des montants facturés aux sociétés nouvellement redevables tel que cela est décrit au paragraphe suivant.
- De facturer le loyer social et les charges de relations publiques aux sociétés Mupa Emballages, Gascogne Laminates Germany, Grande Sacherie de Radès, Gascogne Imberty, non redevables antérieurement de cette prestation de service, au prorata de leur chiffre d'affaires.

#### • Modalités :

Au titre de ces prestations, Gascogne SA a facturé les montants suivants à ses filiales au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 :

(en euros)	Relations publiques et loyer social
Gascogne Paper	1 083 216
Gascogne Sack	809 508
Cenpac	834 072
Gascogne Laminates	875 748
Gascogne Wood	777 008
Forestière de Gascogne	6 996
Gascogne Sack Sachsa	295 128
Aigis	211 008
Gascogne Laminates Switzerland	268 092
Mupa Emballages	16 884
Gascogne Imberty	43 452
Gascogne Laminates Germany	129 792
Grande Sacherie de Radès	13 212
<b>Total</b>	<b>5 364 116</b>

### 2. Convention de prestations de service pour l'exercice 2008

• **Personnes concernées :**

- Gascogne SA, actionnaire ;
- François Vittoz, Président Directeur Général.

• **Nature et objet :**

Lors de sa séance du 19 octobre 2007, le Conseil d'Administration a décidé de revoir les modalités de calcul des prestations délivrées par la société mère au titre du loyer social et des relations publiques à compter de l'exercice 2008.

Il a été décidé de refacturer les charges de fonctionnement de la holding aux sociétés du Groupe en fonction de la valeur ajoutée produite au cours de l'exercice considéré.

• **Modalités :**

Aucune facturation n'a eu lieu à ce titre au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, cette convention s'appliquant à compter de l'exercice 2008.

### > Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### 1. Convention de prestations de service pour l'exercice 2008

• **Nature et objet :**

- Mise à disposition de dirigeants ;
- Locations de bâtiments et utilisation du pavillon de Woolsack jusqu'en septembre 2007.

• **Modalités :**

Au titre de ces prestations, Gascogne SA a facturé les montants suivants à ses filiales au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 :

(en euros)

Gascogne Paper	628 142
Gascogne Sack	733 071
Cenpac	559 634
Gascogne Laminates	955 899
Gascogne Wood	228 103
Forestière de Gascogne	233 796
Gascogne Imberty	164 231
Landes Opportunités	800
Gascogne Laminates Switzerland	27 504
<b>Total</b>	<b>3 531 180</b>

### 2. Conventions de prestations financières

• **Nature et objet :**

Les conventions de prestations financières concernent des mises à disposition de fonds sous forme d'avances en compte courant ou sous forme de prêts aux différentes sociétés du Groupe.

• **Modalités :**

Les intérêts sur comptes courants sont facturés sur la base du taux Euribor à un mois majoré de 0,3 %.

Les intérêts sur les prêts aux sociétés Gascogne Paper et Gascogne Wood sont facturés sur la base du taux Euribor 3 mois majoré de 0,7 %.

Les intérêts sur le prêt à la société Cenpac sont facturés sur la base d'un taux correspondant à la moyenne trimestrielle de l'indice de référence constitué par la moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois.

Au titre de ces prestations, Gascogne SA a facturé les montants suivants à ses filiales au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 :

(en euros)		Intérêts facturés
Gascogne Paper		877 167
Depland	60 211	
Gascogne Sack		217 716
Cenpac		606 763
Gascogne Laminates		745 050
Gascogne Wood		858 924
Forestière de Gascogne		364 095
Mupa Emballages		17 074
Grande Sacherie de Radès		537
Gascogne Deutschland		285 847
Gascogne UK		427
Gascogne Laminates Switzerland		338 027
<b>Total</b>		<b>4 371 838</b>

Les commissaires aux comptes

Paris-La-Défense et Paris le 9 avril 2008

KPMG Audit

Département de KPMG SA

**Thierry Colatrella**

Associé

**Jean H. Legorju**  
Commissaire aux comptes

**II.6.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ GASCOGNE SA, POUR CE QUI CONCERNE LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE**  
(exercice clos le 31 décembre 2007)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Gascogne SA et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes

Paris-La-Défense et Paris le 9 avril 2008

KPMG Audit  
Département de KPMG SA  
**Thierry Colatrella**  
Associé

**Jean H. Legorju**  
Commissaire aux comptes



## II.7 RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES ET INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DÉTENUES EN PORTEFEUILLE

### RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005	2004	2003
<b>I - Capital en fin d'exercice</b>					
a. Capital social (en K€)	29 903	29 256	29 256	29 256	29 209
b. Nombre d'actions émises	1 993 538	1 950 378	1 950 378	1 950 378	1 947 266
c. Nombre d'actions détenues par la société	41 818	41 818	134 318	134 318	134 318
<b>II - Opérations et résultats exercice (en K€)</b>					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	8 961	8 228	5 987	6 260	5 535
b. Résultat avant impôt, participation des salariés, amortissements et provisions	5 972	(9 322)	3 200	3 887	7 400
c. Impôts sur les bénéfices	(73)	(535)	2 352	(53)	(40)
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice	35	30	6	-	-
e. Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements et provisions	3 169	1 952	(15 280)	3 020	7 061
f. Résultat distribué au titre de l'exercice	5 981*	3 901	2 926	3 901	5 265
<b>III - Résultat par action (en euros)</b>					
a. Résultat après impôt, participation des salariés mais avant amortissements et provisions	3,01	- 4,51	0,43	2,02	3,82
b. Résultat après impôt, amortissements et provisions	1,59	1,00	- 7,83	1,55	3,63
c. Dividende net distribué par action	3,00*	2,00	1,50	2,00	2,70
<b>IV - Personnel</b>					
a. Effectif moyen des salariés de l'exercice	25	24	21	18	16
b. Montant masse salariale de l'exercice (en K€)	3 060	3 181	2 602	2 262	1 570
c. Montant versé pour avantages sociaux (en K€)	1 071	1 281	965	903	680

\* Soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale 2008.

**INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DÉTENUES EN PORTEFEUILLE**

Nombre	Nature	%	Sociétés	(en milliers d'euros)		
				Valeur d'acquisition	Dépreciation	Valeur nette
<b>Actions de participation</b>				<b>138 526</b>	<b>2 100</b>	<b>136 426</b>
727 468	A	100,00 %	Cenpac	21 433	-	21 433
1 348 444	A	99,63 %	Gascoigne Wood	22 813	-	22 813
10	A	0,20 %	Forestière de Gascoigne	1	-	1
2 295 801	A	100,00 %	Gascoigne Sack	14 869	-	14 869
1 000 000	A	100,00 %	Gascoigne Paper	19 594	-	19 594
1 036 999	A	100,00 %	Gascoigne Imberty	21 789	-	21 789
322 162	A	100,00 %	Gascoigne Laminates France	20 664	2 100	18 564
2 500	A	100,00 %	Landes Opportunités	40	-	40
1	P	10,00 %	Sachsa Verpackung	835	-	835
1	P	100,00 %	Gascoigne Deutschland	2 860	-	2 860
37 000	A	100,00 %	Aigis	7 017	-	7 017
3 700	A	100,00 %	Gascoigne Wood Products	62	-	62
2	A	100,00 %	Gascoigne UK	-	-	-
120 000	A	100,00 %	Gascoigne Laminates Suisse	1 980	-	1 980
686 000	A	99,99 %	Grande Sacherie de Radès	4 569	-	4 569
<b>Autres titres hors participation</b>				<b>52</b>	<b>-</b>	<b>52</b>
2 050	P		Caisse Régionale Crédit Agricole	3	-	3
1	P	0,01 %	Compagnie des Landes	1	-	1
1	P	0,01 %	Coop. Agr. Forestière Sud-Atlantique	-	-	-
20	A	0,40 %	Sté Developpement Economie Forestière	3	-	3
299	A	1,30 %	Aquitaine Création Innovation	45	-	45
12	A	0,03 %	Cofogar	-	-	-
<b>Total</b>				<b>138 578</b>	<b>2 100</b>	<b>136 478</b>

A : Actions  
P : Parts sociales

**II.8 - RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 19 MAI 2008**

**PREMIÈRE RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu :

- la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice 2007 et sur les comptes annuels sociaux dudit exercice,
- la lecture du rapport du Président du Conseil d'Administration prévu par l'article L.225-37 du Code de Commerce,
- la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours dudit exercice,

approuve les comptes annuels sociaux tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et se soldant par un bénéfice de 3 168 981 €.

L'Assemblée donne, en conséquence, quitus aux Administrateurs et aux commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mandat.

**DEUXIÈME RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés, approuve le rapport du Conseil ainsi que les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 tels qu'ils lui sont présentés, se soldant par un bénéfice de 12 355 000 €.

Elle approuve les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée donne, en conséquence, quitus aux Administrateurs et aux commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mandat.

**TROISIÈME RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale prend acte du rapport établi par les commissaires aux comptes en application de l'article L.225-86 du Code de Commerce et approuve les nouvelles conventions réglementées.

## QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale constate que le résultat net comptable à prendre en considération pour l'affectation du résultat est de 3 168 981 €.

Ce résultat majoré du report à nouveau de 26 396 € s'élève donc à 3 195 377 €. Après dotation de la réserve légale pour 64 380 €, il est décidé de majorer le résultat distribuable d'une somme de 2 850 892 € par prélèvement sur le poste "réserve facultative" afin de le porter à 5 981 889 € et de l'affecter intégralement en dividendes à distribuer.

## CINQUIÈME RÉOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale fixe le dividende revenant à chaque action au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 à 3 €.

Ce dividende sera mis en paiement le 24 juillet 2008.

L'Assemblée Générale reconnaît en outre qu'au titre des exercices précédents, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercices	Revenus éligibles à la réfaction de 50 %		Revenus non éligibles à la réfaction de 50 %
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2004	3 900 756 € soit 2 € par action	-	-
2005	2 925 567 € soit 1,5 € par action	-	-
2006	3 874 360 € soit 2 € par action	-	-

## SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise ce dernier, pour une période de dix huit mois, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit sur la base du capital actuel, 199 396 actions.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue de :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Gascogne SA par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI admise par l'AMF,
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocations d'actions à des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre du plan d'épargne d'entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'Administration appréciera, y compris en période d'offre publique dans la limite de la réglementation boursière. Toutefois, la société n'entend pas recourir à des produits dérivés.

Le prix maximum d'achat est fixé à 94 € par action. En cas d'opération sur le capital notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 18 743 224 €.

## SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à la somme de 180 000 € le montant des jetons de présence susceptibles d'être versés au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2008.

## HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes les formalités nécessaires.

II.9 STRUCTURE DU GROUPE (AU 01/02/2008)

